

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

REGION DU LITTORAL

DEPARTEMENT DE LA SANAGA MARITIME

COMMUNE DE NGWEI

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TERRITORIAL
ADMINISTRATION AND DECENTRALISATION

LITTORAL REGION

SANAGA MARITIME DIVISION

NGWEI COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE NGWEI



Réalisé avec l'appui de :



Financier du Programme National de
Développement Participatif



Technique du Réseau d'Appui pour le
Développement en Afrique

BP 4634 Yaoundé
Tél : (237) 99 43 26 96
E-mail : radapsd@yahoo.fr

Janvier 2012

VISA DU DELEGUE DEPARTEMENTAL DU MINEPAT

SIGNATURE DU PREFET DU DEPARTEMENT DE LA SANAGA-MARITIME

RESUME

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National de Développement Participatif (PNDP), la Commune de Ngw ei a sollicité les services de l'OAL Réseau d'Appui pour le Développement en Afrique (RADA) pour l'accompagner dans le processus d'élaboration de son Plan Communal de Développement (PCD). Ainsi, une équipe de vingt quatre planificateurs aux compétences multidisciplinaires a ainsi séjourné pendant six mois dans la Commune de Ngw ei. L'objectif visé par cette mission était de mettre à la disposition de la Commune un document de référence lui permettant de définir sa vision de développement à court et moyen terme, ainsi que les orientations qu'elle s'engage à suivre pour favoriser un développement local harmonieux.

La méthodologie d'intervention s'est organisée autour de cinq phases successives allant de la préparation du processus à la mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif, en passant par la collecte des informations, la consolidation des données des diagnostics et la facilitation de l'atelier de planification. Cette méthodologie a été mise en œuvre à travers des interviews, des questionnaires, des travaux de groupe, des séances plénières et des observations directes.

Les résultats des diagnostics participatifs conduits tant au niveau communal que dans les villages révèlent une pauvreté de la Commune en infrastructures socio-économiques de base ainsi qu'une faible organisation de l'institution municipale. Malgré cela, la Commune regorge de grandes potentialités dans ses ressources naturelles.

Les problèmes que rencontre la Commune sont de divers ordre dont les plus importants sont :

- La faible productivité agropastorale ;
- L'exploitation anarchique des terres ;
- L'accès difficile aux services sociaux de base ;
- Les difficultés d'insertion des jeunes ;
- La dégradation de l'environnement et de la faune ;
- Le faible épanouissement de la femme et de la jeune fille ;
- Le faible développement des activités sportives, touristiques, culturelles et commerciales ;
- Le faible accès des populations aux technologies de l'information et de la communication.

L'analyse de ces problèmes a permis d'identifier leurs causes pertinentes, de formuler des objectifs de développement à terme et de déterminer les actions que la Commune peut mener pour les résoudre. L'atelier de planification a permis d'aboutir à un Plan Communal de Développement qui compte des projets dans l'ensemble des secteurs pour un montant total de 20 979 987 000 (vingt milliards neuf cent soixante-dix neuf millions neuf cent quatre-vingt-sept mille) francs CFA. Un Plan d'Investissement Annuel pour l'année 2012 a été élaboré. Il compte dix neuf projets dont dix relevant du secteur de l'Eau et de l'Energie, un de l'éducation de Base,

un de l'enseignement secondaire, un de l'agriculture, deux du Commerce, deux des Travaux publics, un du Sport et un des forêts et de la faune pour un coût total de 383 637 630 F cfa.

Pour ce qui est des années 2013, 2014 et 2015, la planification a permis de disposer d'un cadre de dépenses à moyen terme comptant soixante douze projets pour un montant total de **3 547 347 000** Fcfa.

Dans la perspective de la mise en œuvre de ces projets, un cadre sommaire de gestion environnementale ainsi qu'un plan opérationnel en faveur des populations vulnérables ont été produits.

Au terme du processus de planification, un Comité de Suivi Evaluation chargé de la mise en œuvre des actions retenues dans le PCD a été mis en place après large concertation. Il compte six membres qui sont des Conseillers municipaux et élites de la Commune. Il est composé ainsi qu'il suit :

- Un Président ;
- Un secrétaire ;
- quatre membres.

SOMMAIRE

RESUME DU PCD	3
LISTE DES ABRÉVIATIONS	6
LISTE DES TABLEAUX.....	8
LISTE DES PHOTOS	9
LISTE DES CARTES.....	9
LISTE DES ANNEXES	9
1. INTRODUCTION	10
1.1 Contexte et Justification	10
1.2 Objectifs du PCD.....	11
1.3 Structure du document	11
2. METHODOLOGIE	12
2.1 Préparation de l'ensemble du processus	12
2.2 Collecte des informations et traitement	13
2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie	15
2.4 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	16
2.5 Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif	17
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	18
3.1 Localisation de la commune	18
3.2 Milieu biophysique	19
3.3 Milieu humain	22
3.4 Principales infrastructures par secteur	24
3.5 Principales potentialités et ressources de la commune.....	26
4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	27
4.1 Synthèse du DIC	27
4.2 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	30
5. PLANIFICATION STRATEGIQUE	53
5.1 Vision et objectifs du PCD	53
5.2 CADRES LOGIQUES PAR SECTEUR	54
5.3 Coût estimatif du PCD.....	10140195
5.4 Esquisse du plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal	10240296
6. PROGRAMMATION	10410498
6.1. Programme Triennal (2013-2015)	10410498
6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT de la commune de Ngwei	110410104
6.2.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels	110410104
6.2.2 Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables.....	115415109
6.2.3 Plan sommaire de gestion de l'environnement	116416110
6.3. Plan d'Investissement Annuel (PIA) de la commune de Ngwei (année 2012)	117417111
6.3.1. Ressources mobilisables et échéances.....	117417111
6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires (2012).....	118418112
7. MECANISME DE SUIVI EVALUATION DU PCD	123423117
7.1 Composition et attributions du comité de suivi-évaluation	123423117
7.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)	124424118
7.3 Dispositif, outils et fréquence du reporting	125425119
7.4 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD	127427121
8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD	128428122
CONCLUSION	129429123
ANNEXES.....	130430124

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AES SONEL	American Energy Society - Société Nationale d'Electricité du Cameroun
BP	Budget Prévisionnel
CA	Compte Administratif
CAC	Centimes Additionnels Communaux
CEFAM	Centre de Formation des Administrateurs Municipaux
CES	Collège d'Enseignement Secondaire
CETIC	Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Social
DIC	Diagnostic Institutionnel Communal
EPC	Eglise Presbytérienne Camerounaise
FEICOM	Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunal
GTZ	Gesellschaft Für Technische Zusammenarbeit (Coopération Technique Allemande)
MINFI	Ministère des Finances
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MTN	Mobile Télécommunications Network
OAL	Organisme d'Appui Local
PNDP	Programme National de Développement Participatif
PME	Petite et Moyenne Entreprise
RADA	Réseau d'Appui pour le Développement en Afrique
RDPC	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais.
SDE	Services Déconcentrés de l'Etat
SG	Secrétaire Général
TCD	Taxes Communales Directes
TCI	Taxes Communales Indirectes
ACS	Agent Communautaire de Santé
ANAFOR	Agence nationale des forêts
APNV	Approche Participative Niveau Village
ASEC	Affaires Sociales, Economiques et Culturelles (Service Municipal)
CA	Compte Administratif
CAC	Centimes Additionnels Communaux
CC	Comité de Concertation
CDI	Centre Divisionnaire des Impôts
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CDV	Comité de Développement Villageois
CEFAM	Centre de Formation de l'Administration Municipale
CEVECA	Caisse villageoise d'Epargne et de Credit
CLLS	Comité Local de Lutte Contre le VIH/SIDA
CM	Comptabilité Matières / Conseil Municipal
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
COOPEC	Coopérative d'Epargne et de Crédit
CRTV	Cameroon Radio and Télévision
CSI	Centre de Santé Intégré
CVA	Chaînes de Valeurs Ajoutées
CVUC	Communes et Villes Urbaines du Cameroun
DEL	Développement Economique Local
DCR	Diagnostic Communal Rapide
DO	Diagnostic Organisationnel
FEICOM	Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale
FMO	Force de Maintien de l'Ordre

FNE	Fonds National de l'Emploi
GIC	Groupe d'Initiative Commune
GIE	Groupe d'intérêt Economique
INS	Institut National de la Statistique
ISS	Interview Semi- Structurée
LT	Long Terme
MARPP	Méthode Accélérée de Recherche et de Planification Participatives
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCULTURE	Ministère de la Culture
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEPDD	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature
MINEPJA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINJEC	Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et la Famille
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MT	Moyen Terme
OAL	Organisme d'Appui Local
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OTVP	Occupation Temporaire de la Voie Publique
PCD	Plan Communal de Développement
PIA	Pan d'Investissement Annuel
PME/PMI	Petite et Moyenne Entreprise/Petite et Moyenne Industrie
PNDP	Programme National de Développement Participatif
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
PS	Prestataire de Service
PSG	Plan simple de gestion
RADA	Réseau d'Appui pour le Développement en Afrique
RAS	Rien A Signaler
RM	Recette Municipale
SAR/SM	Section Artisanale Rurale/Section Mécanique
SDE	Services Déconcentrés de l'Etat
SEPO	Succès, Echec, Potentialités, Obstacles
SG	Secrétaire Général
SIDA	Syndrome d'Immuno Déficience Acquise
SP	Secrétaire Particulier
TDR	Termes de Références
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
USLC	Union des Syndicats Libres du Cameroun
VIH	Virus d'Immuno Déficience Humaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	: état des lieux des infrastructures par secteur
Tableau 2	: potentialités de la commune
Tableau 3	: forces et faiblesses de la commune
Tableau 4	: problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur
Tableau 5	: Cadre logique agriculture et développement rural
Tableau 6	: Cadre logique élevage, pêche et industries animales
Tableau 7	: cadre logique forêts et faune
Tableau 8	: cadre logique environnement, protection de la nature et développement durable
Tableau 9	: cadre logique industries, mines et développement technologique
Tableau 10	: cadre logique petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat
Tableau 11	: cadre logique commerce
Tableau 12	: cadre logique tourisme et loisirs
Tableau 13	: cadre logique recherche scientifique et innovations
Tableau 14	: cadre logique eau et énergie (eau)
Tableau 15	: cadre logique eau et énergie (eau)
Tableau 16	: cadre logique travaux publics
Tableau 17	: cadre logique transport
Tableau 18	: cadre logique postes et télécommunications
Tableau 19	: cadre logique communication
Tableau 20	: cadre logique habitat et développement urbain
Tableau 21	: cadre logique domaines, cadastre et affaires foncières
Tableau 22	: cadre logique santé publique
Tableau 23	: cadre logique cadre logique éducation de base
Tableau 24	: cadre logique enseignements secondaires
Tableau 25	: cadre logique emploi et formation professionnelle
Tableau 26	: cadre logique enseignement supérieur
Tableau 27	: cadre logique jeunesse et éducation civique
Tableau 28	: cadre logique sport et éducation physique
Tableau 29	: cadre logique travail et sécurité sociale
Tableau 30	: cadre logique affaires sociales
Tableau 31	: Cadre logique promotion de la femme et de la famille
Tableau 32	: cadre logique culture
Tableau 33	: cadre logique administration, décentralisation et maintien de l'ordre
Tableau 34	: cadre logique institution communale
Tableau 35	: coût estimatif du PCD
Tableau 36	: matrice diagnostic des unités de paysage/ressources naturelles
Tableau 37	: cadre de dépenses à moyens termes (CDMT)
Tableau 38	: coût estimatif du cadre de dépenses à moyens termes
Tableau 39	: principaux impacts socio-environnementaux potentiels
Tableau 40	: plan sommaire de gestion de l'environnement
Tableau 41	: ressources mobilisables
Tableau 42	: programmation annuelle des projets prioritaires
Tableau 43	: plan opérationnel en faveur des populations vulnérables
Tableau 44	: plan de passation des marchés (2012)
Tableau 45	: plan de communication

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Carte du village

Photo 2 : Diagramme de Venn

LISTE DES CARTES

Carte de localisation de la Commune de Ngw ei

Carte des ressources naturelles de Ngw ei

Carte des ressources minières de Ngw ei

Carte des propositions d'affectation des terres

LISTE DES ANNEXES

Fiches de projets du PIA 2012

1. INTRODUCTION

1.1 Contexte et Justification

La loi N°2004/017 du 22 juillet 2004 fait de la décentralisation l'axe fondamental de la promotion du développement, de la démocratie et de la bonne gouvernance au niveau local. Elle traduit l'option prise par le Cameroun de fonder son développement sur la participation communautaire et la mobilisation des ressources locales. Il est donc attendu de chaque groupe socio-économique local de faire ses choix de développement en tenant compte de ses spécificités propres, de son environnement, de son potentiel, de sa culture, de ses forces et faiblesses et de ses contraintes.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement camerounais a mis en place, avec l'appui des partenaires au développement un ensemble de programmes dont le Programme National de Développement Participatif (PNDP). Ce Programme a pour mission d'impulser et de soutenir des actions de développement fortes, concertées, diversifiées et inscrites sur le long terme dans les communes et leurs communautés. Il entend ainsi donner aux populations les moyens d'une participation effective à la mise en œuvre du processus de développement local durable de leurs territoires.

Pour ce faire, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) dans sa deuxième phase de mise en œuvre appuie 329 communes des zones rurales des 10 Régions du Cameroun dont celle de Ngw ei. Au nombre des activités retenues dans le cadre de cet appui se trouve l'élaboration du PCD qui a bénéficié de l'appui technique de l'OAL RADA.

Le cahier de charge de l'OAL prévoyait deux phases de travail :

- La première phase de Juillet à Octobre 2011 et concernait l'élaboration effective du PCD et était subdivisée en sept étapes à savoir la préparation du processus, le diagnostic participatif (le DIC, le DEUC et le DNV), l'atelier de planification, de mobilisation des ressources, de programmation et la rédaction du PCD.
- La deuxième qui devrait démarrer dès la validation du PCD par le Préfet du Département de la Sanaga-Maritime, portera sur l'accompagnement de la Commune de Ngw ei dans l'élaboration des études de faisabilité des micros projets du PCD et sur la recherche des financements pour leur mise en œuvre.

Pour uniformiser les processus d'élaboration des différents PCD, le PNDP a organisé un atelier de formation à l'attention des organismes d'appui local (OAL) retenus pour accompagner la mise en œuvre du processus dans les communes et communautés de la Région du Littoral. Chaque OAL a procédé à la restitution de ladite formation aux membres de son équipe, à ceux du comité de pilotage du processus mis en place par la commune à accompagner ainsi qu'à ses facilitateurs endogènes.

La conduite du processus s'est faite à travers la réalisation des diagnostics, la tenue de l'atelier de planification et la programmation des activités pour les trois prochaines années. Il s'agit donc de rédiger le document du PCD final.

1.2 Objectifs du PCD

1.2.1 Objectif global

Mettre à la disposition de la Commune de Ngw ei un document qui pose clairement sa vision de développement dans tous les secteurs de son espace géographique.

1.2.2 Objectifs spécifiques

- Faire un état des lieux de la situation de développement de la Commune et arrêter les actions à entreprendre ;
- Elaborer et valider un plan d'action stratégique de développement de l'espace géographique de la Commune ;
- Elaborer un Plan d'Investissement annuel (PIA) pour 2012 ;
- Créer un cadre de concertation entre tous les acteurs de développement sur le territoire communal pour assurer une mise en œuvre concertée des actions envisagées dans le PCD ;
- Elaborer un plan de communication du document de PCD au sein de l'institution communale et une stratégie pour la recherche des financements pour la réalisation des actions envisagées ;
- Renforcer les capacités des acteurs locaux en vue de les rendre plus aptes à suivre, à évaluer et à pérenniser la mise en œuvre le processus de planification locale dans l'espace géographique de la commune au terme de la mission d'accompagnement technique faite par l'OAL RADA.

1.3 Structure du document

Le présent document du PCD est structuré en sept articulations :

- La démarche méthodologique utilisée pour élaborer le PCD dans la commune ;
- La présentation sommaire de la commune ;
- La synthèse des résultats du diagnostic ;
- La planification stratégique ;
- La programmation ;
- Le mécanisme de suivi-évaluation ;
- Le plan de communication sur la mise en œuvre du PCD ;

2. METHODOLOGIE

La méthodologie d'élaboration du PCD de la Commune de Ngwei s'est construite autour de six phases essentielles :

- la préparation de l'ensemble du processus,
- la collecte des informations et le traitement,
- la consolidation des données des diagnostics et cartographie,
- l'atelier de planification et de programmation,
- la mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif,
- la rédaction du document final.

2.1 Préparation de l'ensemble du processus

La préparation du processus avait pour but d'amener toutes les parties prenantes bénéficiaires à comprendre l'importance du processus et à y adhérer de manière à assurer son succès. Elle a consisté en plusieurs activités.

2.1.1 Mise en place du Comité de Pilotage

La première activité a été la mise en place et l'opérationnalisation du Comité de pilotage. Ses membres ont été choisis en fonction de leurs qualités spécifiques et du rôle qu'ils auront à jouer au sein de cette entité. Pour ce faire, l'arrêté municipal N° 02 portant création, composition et fonctionnement a été signé le 24 mai 2011. Le Comité a pour missions d'appuyer le processus de planification communale. De ce fait, il était chargé de:

- Définir les orientations et la stratégie d'élaboration du plan communal de développement ;
- Veiller au bon déroulement du processus de planification ;
- S'assurer de la participation effective des populations à tous les stades.

2.1.2 Prise de contact

La prise de contact avec l'exécutif municipal s'est tenue le 19 juillet 2011. Elle a donné lieu à la présentation l'équipe complète de l'OAL RADA. La vérification de la conformité du personnel avec les CV présentés dans l'offre a été faite. Le cahier de charge de l'OAL, la méthodologie et le projet de chronogramme détaillé ont été présentés et discutés avec les membres de l'exécutif communal. Ils ont ensuite été sensibilisés à l'identification des sources de financement potentielles à présenter lors de l'atelier de planification.

2.1.3 Information et sensibilisation des autorités traditionnelles et administratives

L'information et la sensibilisation des autorités administratives et traditionnelles locales s'est faite à travers en trois activités, à savoir la descente sur le terrain en vue de l'identification des villages qui a permis de rencontrer les chefs traditionnels, la réunion d'introduction qui a été présidée par le Préfet du département de la Sanaga Maritime et l'atelier de lancement organisé le 23 juillet 2011. Le Maire en a saisi l'occasion de cet atelier pour introduire l'OAL RADA auprès de toutes les parties prenantes dont les sectoriels, les conseillers municipaux et les populations. L'équipe de l'OAL RADA a présenté la méthodologie d'intervention et le programme de travail arrêté avec l'Exécutif municipal. Les conseillers municipaux et les chefs traditionnels ont été sensibilisés à assurer la réception des équipes de planificateurs dans les villages et surtout la mobilisation de la population pour les trois (03) jours de diagnostic dans chaque village.

2.1.4 Préparation pédagogique

La préparation pédagogique a consisté en la sélection et la formation de l'ensemble des facilitateurs au regard de l'offre technique proposée par l'OAL RADA au cours de la phase d'appels à propositions. Cette restitution a consisté à imprégner l'équipe de l'OAL, les membres du Comité de pilotage et les facilitateurs endogènes des outils à dérouler sur le terrain.

2.2 Collecte des informations et traitement

La collecte des données proprement dite s'est déroulée à travers la réalisation de trois types de diagnostics : le diagnostic institutionnel communal (DIC), le diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC) et le diagnostic participatif niveau village (DPNV).

2.2.1 Au niveau de l'Institution communale et de l'espace urbain

La réalisation du DIC a comporté une phase de collecte des données et une phase de restitution. La collecte des données s'est déroulée du 02 au 31 Août 2011. Elle a ciblé les conseillers municipaux, l'Exécutif communal, le personnel communal et les partenaires et acteurs locaux. Les entretiens portaient sur les ressources humaines, les ressources financières, le patrimoine et les relations de la Commune. L'analyse a mis en évidence les forces et les faiblesses de la Commune dans ces différents domaines. La restitution, organisée le 08 Novembre 2011 a donné lieu à l'enrichissement et la validation des résultats du diagnostic. Elle s'est achevée par l'identification des axes de renforcement de l'Institution et l'adoption d'un plan de renforcement. La collecte des données du DEUC s'est déroulée du 05 au 30 septembre 2011 suivie d'une restitution/validation. Elle s'est faite à l'aide d'une fiche d'enquête socio-économique et environnementale. Les principales cibles de l'activité étaient les corps de métiers, les agents techniques communaux, les sectoriels et les personnes appartenant à des catégories sociales vulnérables. L'analyse prenait en compte la description des principales activités économiques, les atouts, opportunités et contraintes de la ville et des parties prenantes. Pour chaque corps de

métier et les catégories de personnes vulnérables, les problèmes, contraintes, attentes et opportunités ont été identifiées. Les données du DEUC ont été restituées aux différents acteurs au cours d'un atelier participatif, suivi de l'analyse des problèmes et de l'identification des solutions. La restitution des données collectées s'est effectuée le 08 Novembre 2011.

2.2.2 Au niveau des villages

Le DPNV s'est effectué du 13 Septembre au 1er Octobre 2011 dans les 27 villages de l'espace communal par six équipes de vingt et un planificateurs, appuyés par six facilitateurs endogènes, à raison de trois jours par village.

2.2.2.1 Identification des problèmes et potentialités par secteur

Durant le diagnostic participatif dans chaque village, les activités suivantes ont été déroulées :

- L'introduction de l'activité
- L'identification des problèmes et potentialités dans les 28 secteurs de développement à travers les outils d'identification tels que la carte villageoise.



Photo 1 : Carte du village

2.2.2.2 Analyse des problèmes par secteur et recherche des solutions

L'analyse des différents problèmes par secteur et la recherche des solutions a été faite à travers l'utilisation des outils d'analyse adaptés tels que :

- L'arbre à problème qui permet d'analyser les causes et les effets de manière détaillée, Les tableaux d'analyse qui permettent d'analyser les causes et les effets,
- Les tableaux de recherche des solutions endogènes qui permettent de trouver des solutions sur lesquelles la population veut et peut agir,

- Le diagramme de VENN qui a permis de connaître les institutions qui agissent dans la communauté ainsi que leurs interactions entre elles et leur influence sur le développement de la Commune



Photo 2 : Diagramme de Venn

2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Après les DPNV et l'exploitation des données collectées auprès des sectoriels, les problèmes de tous les villages de la Commune ont été regroupés par secteur. Cette synthèse s'est faite par union mathématique. Dans un premier temps, les problèmes communs pour tous les villages ont été regroupés. Puis, tous les problèmes nouveaux apparaissant dans un seul village ont été recensés pour chaque secteur. Les données relatives à la gestion des ressources naturelles collectées au sein des villages ont par la suite été consolidées. Les données obtenues du DEUC y ont également été intégrées. En effet, les problèmes des différents corps de métier et couches vulnérables ont au préalable été regroupés par secteur. Puis, les problèmes de l'espace urbain et ceux des villages ont été consolidés par secteur. La consolidation des données du DIC a consisté à faire une synthèse des forces et faiblesses de la Commune dans les différents domaines (ressources humaines, financière, gestion du patrimoine communal, et des relations) et à recenser des axes de renforcement des capacités de la Commune.

Les résultats des deux diagnostics ainsi consolidés ont été utilisés pour préparer l'atelier de planification, mobilisation des ressources et de programmation. Mais auparavant, une étape importante a été l'élaboration des documents synthèses des diagnostics par secteur (incluant la présentation de l'existant, les contraintes et potentialités, l'analyse du problème sectoriel, les besoins, les idées de projets et les cadres logiques). Ils ont été amendés par les sectoriels du département de la Sanaga Maritime.

2.4 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

2.4.1 Préparation de l'atelier de planification

La préparation de l'atelier de planification a été faite par l'OAL RADA et le Maire de Ngw ei. La préparation pédagogique et technique a été réalisée au niveau de l'OAL. L'atelier s'est tenu du 31 Janvier au 02 Février 2012 à Makondo. Il a connu trois (03) principales articulations : la restitution des données consolidées des diagnostics, le recensement des ressources mobilisables à court et à moyen terme, la planification et la programmation des actions de développement.

2.4.2 Validation des données consolidées du diagnostic

Les données consolidées sous forme de documents synthèses des diagnostics par secteur et les cadres logiques ont fait l'objet de validation par les sectoriels et les Conseillers municipaux.

2.4.3 Mobilisation des ressources

La mobilisation s'est faite par l'identification des sources de financement et des circuits de leur mobilisation. Le montant global du plan de campagne de l'exécutif municipal a été estimé, ainsi que les ressources attendues du BIP, du FEICOM, de l'allocation PNDP et de la coopération décentralisée.

2.4.4 Planification

La planification a principalement consisté en l'élaboration du PIA (Plan d'investissement annuel). Les débats autour de l'élaboration du PIA ont tourné essentiellement autour du choix des projets devant être réalisés avec l'allocation du PNDP. Les participants ont indiqué le lieu d'implantation, l'indicateur de résultat, la période de réalisation et le coût estimatif.

2.4.5 Programmation

Elle a consisté en l'élaboration du CDMT (Cadre des Dépenses à Moyen Terme étalé sur la période allant de 2013 à 2015), sur la base des ressources mobilisables par la Commune. Ces ressources mobilisables ont été mises en évidence à partir de toutes les ressources potentiellement disponibles en 2012 et de l'estimation des plans de campagne de la Commune au cours des trois dernières années. Les idées de projet identifiées dans les cadres logiques ont été tour à tour revisitées et priorisées par les participants. Les planificateurs ont fait appel au bon sens des conseillers municipaux présents. Pour chaque projet choisi, des indicateurs de résultats, des responsables, une période de réalisation (étalée sur au plus trois ans), le coût estimatif et les sources de financement étaient précisés.

Une fois le CDMT élaboré, les Délégués départementaux du MINAS et du MINEP ont présenté le plan opérationnel en faveur des populations vulnérables et le cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT. Ce cadre de gestion socio environnementale a été conçu sur la base des principaux impacts de chaque type de projet et des mesures de mitigation afférentes. Un Plan de passation des marchés a également été élaboré, de manière à faciliter le début de la mise en œuvre du PCD par l'Exécutif communal.

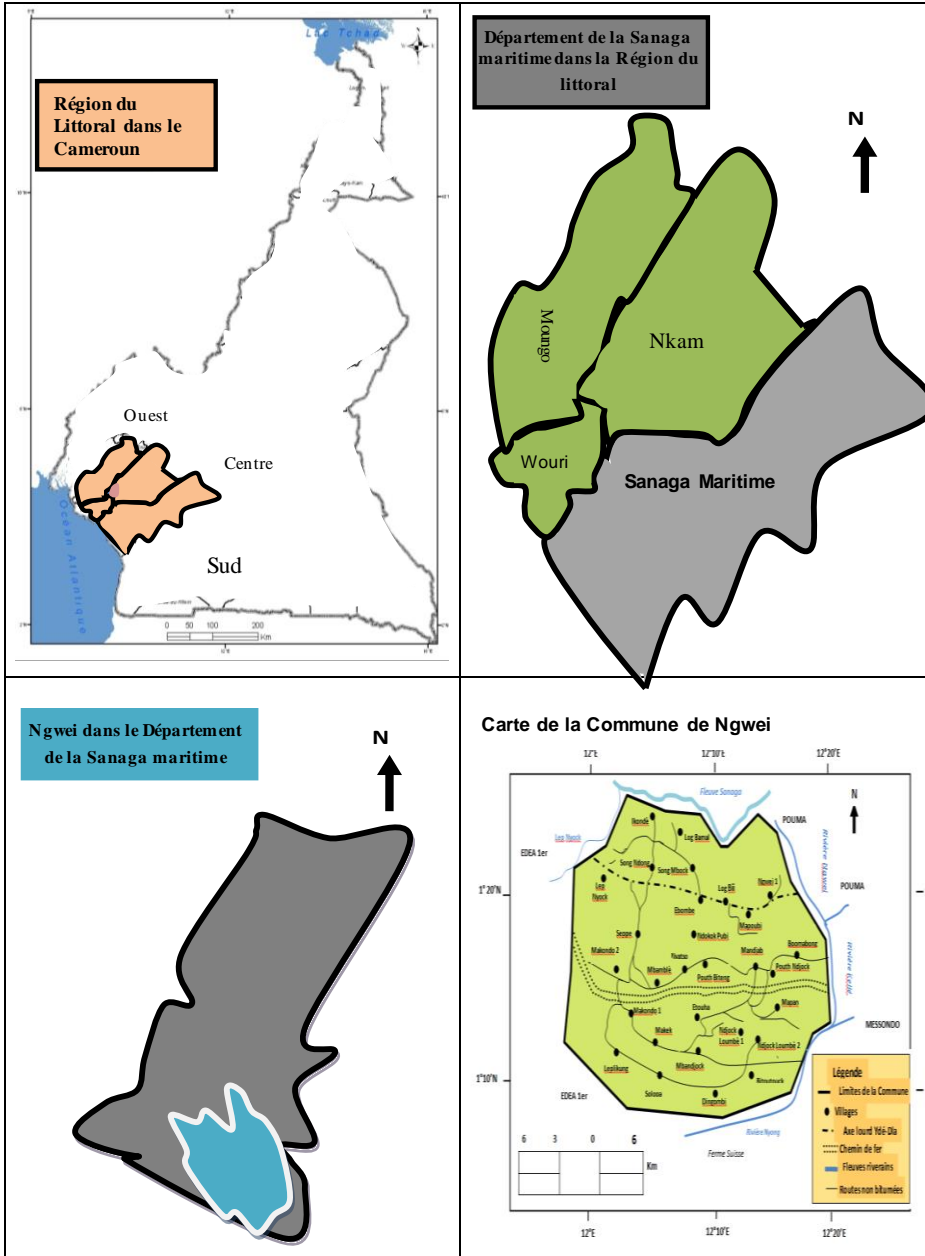
2.5 Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

En vue de la mise en œuvre du PCD, un Comité de suivi évaluation a été constitué au terme de l'atelier de planification. Il a pour mission :

- Veiller à la réalisation des activités contenues dans le PCD ;
- Assurer la liaison entre le Conseil municipal et les Comités de Concertation dans les villages, particulièrement les villages concernés par la réalisation de projets issus du PCD ;
- Présenter l'état de mise en œuvre du PCD au cours des sessions du Conseil municipal.

Il est constitué d'un (01) président, d'un (01) rapporteur et de quatre (04) membres. La fréquence des réunions et la durée du mandat des membres choisis ont été arrêtées en plénière par les conseillers municipaux. Il est attendu que le Maire entérine la constitution de ce Comité à travers un arrêté municipal.

3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE



3.1. Localisation de la commune

Créée par Décret n° 2007/11 du 24 avril 2007, la Commune de Ngw ei est située dans le département de la Sanaga Maritime, Région du Littoral à 90 km de Douala et 170 km de Yaoundé. Par rapport au chef lieu du département, Makondo, siège des institutions se trouve à 25 km d'Edéa. La Commune de Ngw ei, qui s'étend sur une superficie d'environ 500 km² est limitée au Nord par la Commune de Pouma, au Sud par la Commune d'Edéa 1er, à l'Est par la Commune de Messondo et à l'Ouest toujours par celle d'Edéa 1er.

3.2. Milieu biophysique

3.2.1. Le climat

L'Arrondissement de Ngw ei est soumis à un climat équatorial de type guinéen à quatre saisons d'inégale importance avec deux maxima bien marqués. Le second maximum est toujours le plus élevé. Il correspond à la grande saison de pluie de septembre à novembre. Octobre est le mois le plus pluvieux. La saison sèche la plus longue va de décembre à mars.

La petite saison des pluies s'étend d'avril à juin, et la petite saison sèche de juillet à août. La hauteur moyenne annuelle des précipitations est de 2000 mm, tandis que la température moyenne annuelle est de 25°C environ. Ce qui permet sur le plan de la pratique de l'agriculture d'envisager deux cycles de culture par an.

3.2.2. Les sols

Les sols les plus rencontrés à basse altitude sont des sols hydro morphes organiques et ferrallitiques. Les premiers se localisent à proximité des lits des principaux cours d'eau et dans certains bas-fonds étendus, tandis que les seconds occupent de petits talw egs entre les collines. Sur le plan agricole, les cultures de contre saison seront pratiquées en basse altitude et les cultures de rentes et vivrières sur les sols hydro morphes organiques et ferrallitiques.

3.2.3. Le relief

La Commune de Ngw ei appartient au plateau Sud Camerounais qui se présente comme une vaste pénéplaine mollement ondulée. Les interfluves ont des altitudes comprises entre 500 et 700 mètres. Les principaux se retrouvent à Njockloumbe. Ils laissent apparaître les vallées qui constituent des zones où on rencontre des sources et des points d'eau nécessaires à l'alimentation en eau des ménages.

3.2.4. L'hydrographie

La Commune de Ngw ei est arrosée par un dense réseau hydrographique dont l'ensemble des cours d'eau fait partie du bassin de la Sanaga. L'on y rencontre entre autres les rivières

Ngw ei, Nkanla, Mbandjock et bien d'autres de moyenne importance qui se jettent dans la Kéllé et dans le Nyong (confère carte hydrographique de Ngw ei). Il faut aussi noter la présence de part et d'autres de plusieurs sources d'eau naturelles non aménagées et très souvent intarissables. Tous ces cours d'eau constituent les sites de pêche artisanale pour tous les riverains qui y habitent.

3.2.5. La faune

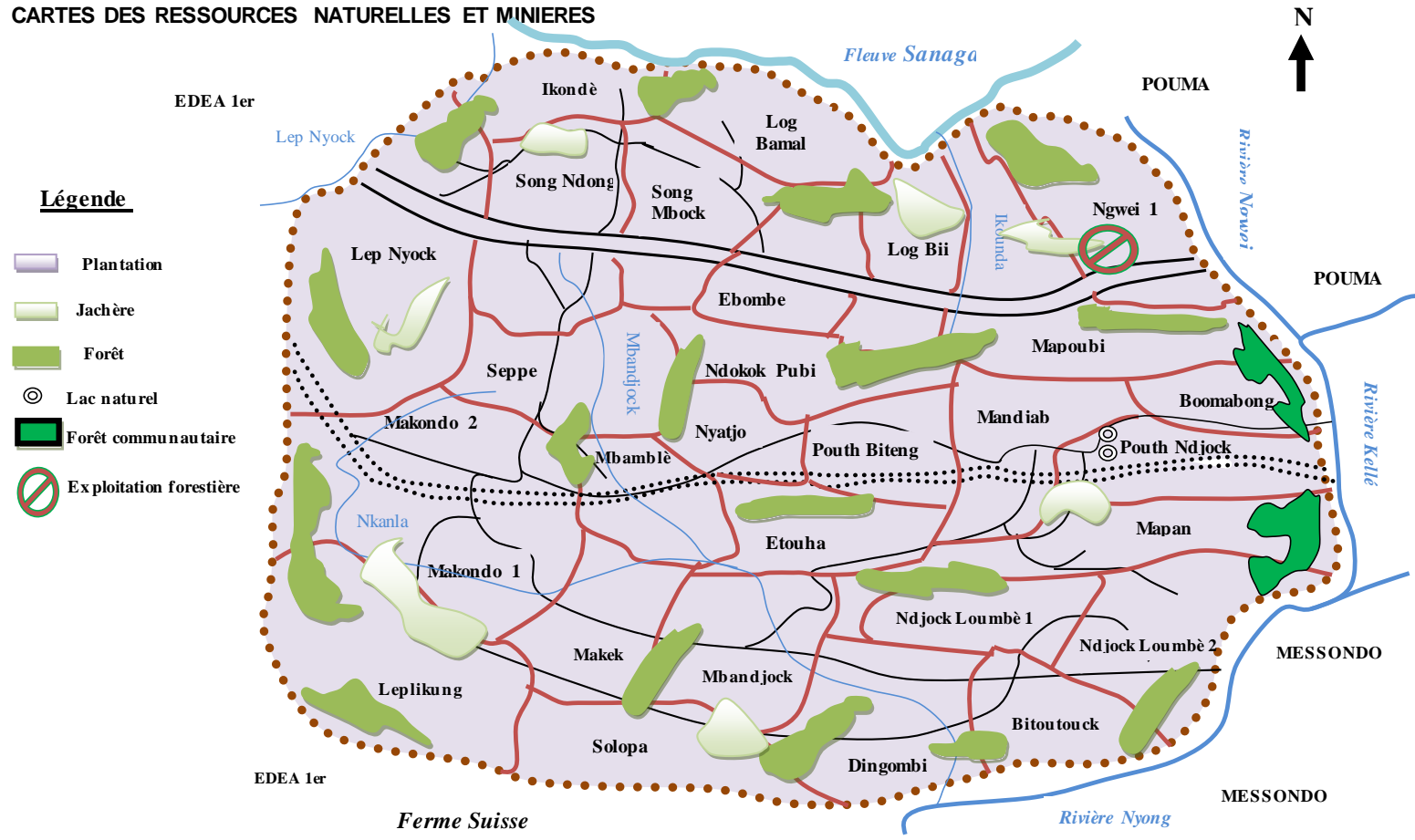
Les ressources fauniques sont assez importantes, malgré les pratiques traditionnelles de la chasse par les populations. L'on y rencontre les espèces fauniques les plus récurrentes en zone de forêt tropicale dense humide telles que les céphalophes et les athérures (chimpanzés, gorilles, buffles, antilopes...). On note également dans la savane et aux alentours des plantations, la présence de quelques espèces de rongeurs tels que les rats palmistes, les porcs-épics et les hérissons. La faune domestique quoique négligeable, est constituée par le petit élevage traditionnel qui comporte de la volaille, des moutons et des porcs.

3.2.6. La Flore et végétation

La Commune de Ngw ei appartient au domaine de la forêt dense équatoriale. L'écologie de cette forêt dépend essentiellement des influences climatiques, altitudinales et anthropiques. Les influences édaphiques (substratum, sol, topographie) ne jouent qu'un rôle secondaire. La forêt sert au développement des cultures de rentes telles le cacao, le palmier à huile et à l'exploitation du bois de chauffe et du bois d'œuvre. La forêt que l'on y trouve est de type secondaire, l'exploitation forestière quoique négligeable y a lieu. Néanmoins celle-ci regorge encore des espèces ligneuses telles que le Moabi, l'Iroko, l'Acajou, l'Ebène, l'Azobé ; et non ligneuses à l'exemple du jong, d'Okok, du Ndjangsang...

Les bambous de Chine sont communément observés dans les bas-fonds. Les parasoliers abondent dans les zones antérieurement défrichées.

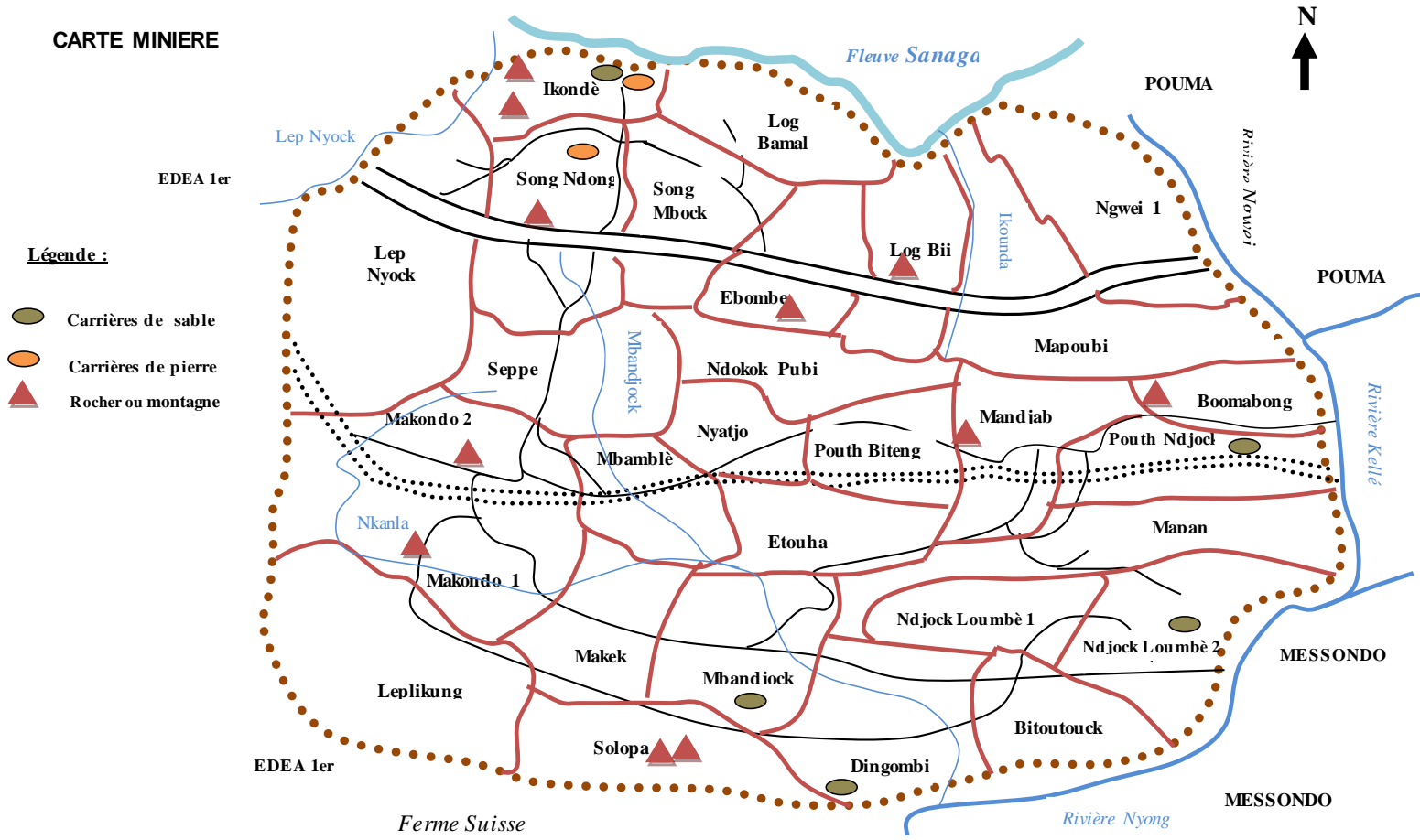
CARTES DES RESSOURCES NATURELLES ET MINIERES



Légende

- Plantation
- Jachère
- Forêt
- ⊙ Lac naturel
- Forêt communautaire
- / Exploitation forestière

CARTE MINIERE



3.3. Milieu humain

3.3.1. Histoire de la Commune

La Commune de Ngw ei a été créée par Décret n° 2007/11 du 24 Avril 2007 portant création des communes. Avant sa création le territoire de Ngw ei faisait partie de la Commune d'Edéa. C'est à l'issue de l'éclatement de cette dernière qu'est née la jeune Commune de Ngw ei qui n'a que cinq ans d'âge.

3.3.2. Démographie

3.3.2.1. La population

Évaluée à près de 15 000 habitants d'après le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2005, la population de la Commune est composée des Bassa Mpo'o. Sa répartition, réalisée lors du diagnostic niveaux villages est présentée comme suit :

3.3.2.2. Groupes ethniques et relations inter ethniques

La population de la Commune est constituée à près de 100% par les Bassa et les Mpo'o. Quelques maliens et anglophones se retrouvent dans les zones de pêche et de plantations de palmiers à huile. Cette population est répartie en deux cantons (chefferie de 2^e degré) dont :

- Le canton Bassa Ipouha avec 20 villages
- Le canton Yabii Ndog Bessol avec 09 villages.

Ces deux cantons comptent 29 villages représentés par les chefferies de 3^e degré.

Dans l'ensemble, les relations interethniques sont bonnes et le climat social entre les différents groupes est jugé satisfaisant.

3.3.2.3. Religion

On rencontre au sein de la Commune plusieurs religions. Parmi lesquelles on peut citer :

- Les églises protestantes et catholiques qui sont prédominantes avec 95% de la population ;
- Les églises pentecôtistes et adventistes (églises réveillées), soit 5% de la population ;

3.3.2.4. Mobilité de la population

La carte de mobilité de la population de la Commune montre que les populations ont trois principales destinations :

- La ville d'Edéa, chef lieu du département où les services administratifs sont sollicités notamment, la justice, la préfecture ;
- La ville de Douala pour la commercialisation des produits agricoles, l'approvisionnement en produits de première nécessité, l'éducation, la santé, les loisirs et l'enseignement supérieur ;
- La ville de Yaoundé, pour la commercialisation des produits agricoles ; l'approvisionnement en produits de première nécessité et autres biens de luxe, les soins médicaux, les loisirs et l'enseignement supérieur.

3.3.2.5. Caractéristiques des populations vulnérables

On distingue 06 principales catégories de personnes vulnérables au sein de la Commune : les handicapés mentaux, les handicapés physiques, les orphelins, les personnes âgées, les aveugles et les veuves/veufs.

3.3.2.6. Organisation sociale

L'organisation sociale des populations de la Commune de Ngwei est faite autour de la chefferie qui représente un ensemble de familles ayant ou non un lien de parenté. Au sein d'une famille, qui est constituée de ménages, on retrouve un chef de famille, généralement le doyen d'âge de cette famille. L'homme est le chef de la famille. Dans l'ensemble de la Commune c'est le système patrilinéaire qui prévaut.

3.3.2.7. Habitat

Dans l'ensemble de la Commune, l'habitat des populations se fait autour du chef de famille. Il reste clairsemé et se retrouve généralement le long des pistes rurales et/ou des routes en terres aménagées ou non aménagées. On note à travers les villages que les tôles couvrent toujours quasi totalité des toitures de maisons.

Au centre urbain, les habitations sont réparties en quartier. On note cependant l'absence de lotissements pour les habitations au centre de la ville de Makondo. L'installation des familles semble encore se faire en désordre.

3.3.3. Les principales activités économiques

a) L'agriculture

Dans la Commune de Ngwei, l'activité économique dominante est l'agriculture avec une prépondérance de la culture du palmier à huile et quelques parcelles de cacao. Ces cultures sont l'apanage des hommes.

Les cultures vivrières et maraîchères (manioc, macabo, plantain, l'arachide, le maïs, le taro, gombo, tomate, piment...) sont pratiquées à la fois par les jeunes, les hommes et les femmes.

Ci-dessous les superficies des principales cultures pratiquées dans la Commune :

b) La pêche

Elle reste une activité assez marginale au sein de la Commune. La pêche artisanale pratiquée ici par les hommes et les femmes dans une moindre mesure est principalement destinée à la consommation domestique et une source de revenus pour ceux qui la pratiquent à l'instar des allogènes au bord du fleuve Sanaga.

c) La chasse

La chasse est une activité assez marginale au sein de la Commune. En dépit de la présence des forêts dans les villages, on y rencontre très peu de chasseurs professionnels. Pour ceux qui la pratiquent, les produits de la chasse sont destinés à l'autoconsommation des familles (80%) et à la

commercialisation (20%). Les villes d'Edéa, Douala et Yaoundé restent les principales destinations des produits de chasse de la Commune.

d) Le petit commerce

Le petit commerce (restauration, petit commerce des vivres, etc.) est pratiqué par les femmes et les jeunes.

e) Le transport

Le transport clandestin (motos et véhicules) est pratiqué essentiellement par les jeunes. Le transport ferroviaire est assuré par la société CAMRAIL avec arrêt par moment des locomotives au niveau des gares de Makondo et de Mandjap.

f) L'exploitation forestière

L'exploitation forestière porte principalement sur l'exploitation du bois. On rencontre au sein de la Commune, les petits exploitants généralement des clandestins ou abatteurs individuels qui écument les différents villages. Leurs produits sont destinés à la vente clandestine auprès des revendeurs d'Edéa.

Concernant l'exploitation autorisée, quelques sociétés ont bénéficié dans les années 2008-2010, des autorisations de coupe autorisée au sein de la Commune.

Parmi les essences de bois rencontrées au sein de la Commune, on peut citer :

g) Collecte de produits forestiers non ligneux.

La collecte des produits non ligneux des forêts de la Commune se fait généralement par le ramassage et la cueillette. Les produits non ligneux rencontrés se présentent sous diverses formes. On peut citer : les fruits, les écorces, les feuilles, les insectes.

En définitive, on peut affirmer que les forêts de la Commune sont riches en produits forestiers non ligneux, qui sont destinés non seulement à l'auto consommation, mais aussi à la commercialisation et à la pharmacopée traditionnelle. L'urbanisation des groupements périphériques aux villes d'Edéa, Douala et Yaoundé constitue une réelle contrainte pour l'exploitation de toutes ces ressources.

3.4. Principales infrastructures par secteur

Les infrastructures abritant les services sont pour certains en bon état et pour d'autres dans un état de délabrement très avancé nécessitant par conséquent des travaux de réfection. Les services sont logés soit dans des bâtiments appartenant à l'Etat, soit dans les maisons des particuliers prises en location par l'Etat. Certains services ne sont pas présents dans la commune de Ngw ei à cause beaucoup plus du manque de bâtiments.

Le tableau ci-dessous présente l'état des lieux des services sociaux de base et infrastructures par secteur dans la commune de Ngw ei.

Tableau 1: Etat des lieux des infrastructures par secteur de la commune de Ngwei

Secteur	Description	Localisation (Qtier/village)	Etat infrastructur	Observation
Agriculture	Présence d'une usine d'extraction de l'huile de palme	Mbandjock	Bon	
	Présence de 04 postes agricoles et d'un CEAC	Solopa, Dingombi, Ebombe, Makek	Passable	
Commerce	Présence de 03 hangars de marché	Makondo, Mandjab, Njockloumbe 1	Passable	
Forêt et Faune	Présence 02 postes de protection de la faune	Makondo et Njockloumbe	Mauv ais	Construire les deux postes
Education de Base	Présence de : -13 écoles publiques	Disséminées dans les villages	Passable	
	- 04 écoles maternelles	Seppe, Makondo, Mandjap, Mbamble-Mayamba		
Santé Publique	Présence de 06 centres de santé intégrés	Makondo, Ebombe, Song Ndong, Mbamble, Dingombi, Solopa	Passable	
Enseignement secondaire	Présence d'un lycée, 01 CES et 01 C'ETIC	Makondo, Ebombe,	Bon	
Sport et Education Physique	Stade	Makondo	Mauv ais	Construire le stade et la tribune
	Présence des aires de jeux non aménagés dans certains villages municipaux	Disséminés dans certains villages	Mauv ais	Amenager les aires de jeux
Eau et énergie	Présence de 16 transformateurs d'AES/SONEL	Disséminés dans certains villages de la Commune	Passable	
	Présence de 04 châteaux d'eau, 18 puits, 46 forages	Disséminés dans certains villages de la Commune	Passable et mauv ais	Réhabiliter les infrastructures en panne
Jeunesse et Education Civique	Présence de 06 foyers	Disséminés dans certains villages de la Commune	Passable	
Transport	Présence des rails et d'une gare voyageur	Makondo et autres villages	Bon	
Emploi et formation professionnelle	Présence de 03 SAR/SM	Makondo, Mapoubi, Dingombi	Passable	
Poste et Télécommunications	Présence de 06 antennes MTN et Orange	Disséminés dans les villages	Bon	

Commenté [P1]: ???

Mis en forme : Couleur de police : Automatique

Mis en forme : Couleur de police : Automatique

Source : Diagnostics participatifs réalisés dans l'espace géographique en vue de l'élaboration du PCD de la Commune de Ngwei.

3.5. Principales potentialités et ressources de la commune

3.5.1 Potentialités

Tableau 2 : Potentialités de la Commune

Secteurs	Potentialités
Agriculture	Climat favorable à la pratique des activités agricoles, Présence des grandes plantations de palmier à huile, Existence d'un potentiel humain pouvant servir de main d'œuvre pour les activités agricoles, Existence des services d'encadrement, Existence d'une usine d'extraction d'huile de palme qui peut employer la main d'œuvre locale.
Elevage, pêche et industrie animale	Climat favorable à la pratique des activités pastorales, Existence de plusieurs lacs, de rivières et du fleuve Sanaga
Domaine et affaires foncières	Fort potentiel Domanial et foncier (500 km ²)
Développement urbain et habitat	Existence des zones d'occupation des domaines fonciers par les bâtiments administratifs, les boutiques, les bars
Forêt et faune	Climat favorable au développement de l'agroforesterie, Existence d'un potentiel forestier dans la commune, Existence de deux postes forestiers chargés de réglementer l'exploitation faunique.
Administration territoriale décentralisation et maintien de l'ordre	Présence dans la commune de plusieurs structures des services Déconcentrés de l'Etat qui peuvent être sollicitées pour un appui technique à la réalisation des projets de développement, Présence des services de sécurité chargés de maintien de l'ordre dans la commune, Existence des divisions administratives de l'espace géographique communal en villages et quartiers avec à la tête de chaque division une autorité traditionnelle.
Affaires sociales	Existence des personnes socialement vulnérables (PSV)
Promotion de la femme et de la famille	Potentiel élevé des femmes et des jeunes filles dans la commune, Présence de plusieurs associations féminines dans la commune.
Sport et éducation physique	Présence de quelques infrastructures de sport et de l'éducation physique.
Jeunesse	Potentiel des jeunes très élevés dans la commune, Existence de diverses organisations / associations des jeunes, Existence d'une antenne du Conseil de la jeunesse
Transport	Présence de quelques moyens de transport (car, moto taxi,), présence d'une gare ferroviaire
Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Diversification des sources d'activités économiques.
Emploi et formation professionnelle	Présence de 03 structures de formation professionnelle (SAR/SM) dans la commune, Existence des ressources naturelles qui peuvent servir de source de création d'emploi.
Recherche scientifique et innovation	Conditions naturelles favorables à la réalisation des expérimentations de recherche.
Tourisme	Présence des sites touristiques, Existence de plusieurs danses traditionnelles, Proximité de l'axe lourd Douala-Yaoundé.
Culture	Existence d'un patrimoine culturel diversifié (plusieurs communautés vivent dans l'espace communal)
Industrie, mines et développement technologique	Existence des sites de ressources naturelles exploitables (carrières de sable, latérite).
Commerce	Présence des hangars de marchés, Existence des détaillants de toutes sortes de produits de consommation, Fort potentiel des consommateurs dans la commune.
Travail et sécurité sociale	Existence d'un fort potentiel de travailleurs dans le secteur informel.
Communication	Présence d'un réseau de téléphonie mobile avec 02 opérateurs,

Source : Diagnostics participatifs réalisés dans l'espace géographique en vue de l'élaboration du PCD de la commune de Ngwei.

3.5.2 Ressources de la commune

Dans la quasi-totalité de l'espace géographique de la commune il y a des ressources :

- Les carrières de sable non estimés dans tous les villages de la Commune ;
- Les cours d'eau poissonneux : les fleuves Sanaga, Nyong, les lacs, les rivières Mbandjock, Nkanla, Ngw ei etc.
- De vastes plantations de palmiers à huile ;
- Des terres cultivables, produits forestiers ligneux et non ligneux, sites touristiques à Ndokok Pubi, Ndjockloubè, Ngw ei 1, Song Ndong, (berges du fleuve Sanaga, des lacs, etc.)

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1 Synthèse du DIC

Tableau 3 : Forces et faiblesses de la Commune

Rubriques	FORCES	FIBLESSES
Gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Bon niveau intellectuel du Maire et ses Adjoints ♦ La répartition des tâches entre les membres de l'Exécutif ♦ Entente entre les membres de l'Exécutif ♦ Un Maire engagé au développement de sa Commune sur la base de sa vision ♦ Une gouvernance communale mise en place avec une bonne politique managériale axée sur les résultats ♦ Conseil Municipal reflète la diversité ethnique et socio professionnelle de la Commune ♦ Bon niveau intellectuel de la plupart des Conseillers 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Les Adjoints au Maire n'ont pas encore bénéficié des formations spécifiques dans la gestion communale ♦ Les commissions statutaires ne se rencontrent que lors des conseils ; ♦ Insuffisance de personnel communal ♦ Faibles capacités du personnel en fonction ♦ Faible application de l'organigramme en vigueur ♦ Absence de règlement intérieur du personnel
Gestion des ressources financières	<p>Le budget est voté à temps et les comptes administratifs validés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Faible recouvrement des taxes ♦ Insuffisance du personnel à la recette municipale ♦ Faible collaboration du personnel des services d'appui au recouvrement des recettes ♦ Service économique et financier non fonctionnel ♦ Le fichier des contribuables n'est pas à jour ♦ Faible contribution des recettes fiscales dans le financement du budget, ♦ Dépendance financière des CAC,
Gestion du patrimoine	<p>Patrimoine existant, mais très modeste</p>	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Fichier du patrimoine pas à jour ♦ La Commune ne dispose pas de service technique pour le suivi du patrimoine. ♦ Absence d'initiatives de la Commune dans l'appropriation des terres
Gestion des relations	<p>Dynamisme de l'Exécutif municipal dans la mise en œuvre de la décentralisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Absence de plan de communication, ♦ Faible sensibilisation des populations sur les actions communales ♦ Faible collaboration de la Commune avec les services déconcentrés ♦ Faible développement du partenariat international

4.1.5 Axes de renforcement de la Commune

Les axes de renforcement de la Commune renvoient à une meilleure gestion des ressources humaines, financières, du patrimoine et des relations

a) Gestion des ressources humaines

Le potentiel en ressources humaines bien que constitué de certaines personnes de bon niveau intellectuel (exécutif communal et conseil municipal), mérite d'être renforcé :

Conseil municipal

- Former les Conseillers Municipaux sur la maîtrise de leurs rôles dans la vie de la Commune et en décentralisation.
- La tenue régulière des réunions des commissions communales
- Le suivi permanent des actions de l'Exécutif communal
- La restitution des actions de la Commune aux populations de base

Exécutif communal

- Elaborer au sein de l'Exécutif, un programme de permanence hebdomadaire à la Mairie ; temps au cours duquel il est possible de réfléchir pour le développement de la Commune ;
- Tenir des réunions mensuelles d'évaluation du niveau de mise en œuvre des actions programmées ;

Commissions

- Former les membres des différentes commissions du conseil municipal sur leurs rôles et les missions de leurs commissions respectives
- Tenir régulièrement des réunions des commissions communales

Personnel

- Achever le processus d'élaboration de l'organigramme de la Commune sur la base du modèle prescrit par le MINATD et en fonction des ressources potentielles ;
- Faire un recrutement des cadres avec des compétences avérées dans les domaines les plus pressants et doter chacun des différents services d'au moins un personnel ;
- Mettre en application une « gestion du personnel axée sur les résultats » la notion de Poste de Travail où chaque personne/individu a un poste avec des attributions spécifiques,
- Systématiser les réunions du personnel avec des ordres du jour, des objectifs, résultats et indicateurs des résultats ;
- L'amélioration de sa protection sociale
- Amélioration de la production au travail : Formation à la maîtrise des techniques de gestion comptable, Formation à la maîtrise de l'outil informatique, Formation à la maîtrise des relations publiques.

b) Gestion des ressources financières

La Commune étant remarquable par ses faibles ressources financières, il revient à l'Exécutif Municipal de mettre en place un système de recouvrement approprié pour améliorer les recettes budgétaires à l'horizon 2020. Pour atteindre cet objectif, il s'impose de:

- Actualiser le répertoire des contribuables

- Améliorer le système de recouvrement des recettes fiscales par la formation sur la stratégie de recouvrement des recettes de la Commune.
- Diversifier les activités génératrices des revenus
- Valoriser les richesses naturelles de la Commune

c) Gestion du patrimoine

Le patrimoine communal est insignifiant. Il revient à l'Exécutif Municipal de l'améliorer et le diversifier. En prélude à la mise en œuvre d'un plan sommaire d'urbanisme pour un développement durable et l'amélioration du cadre de vie, que la commission communale chargée de la gestion du patrimoine engage des négociations avec les populations pour l'acquisition d'un patrimoine foncier y afférent. En outre, un accent doit être mis sur :

- Le renforcement des équipements existants
- La construction d'un hôtel de ville
- La construction d'une auberge et d'une cité municipales
- L'acquisition du mobilier et matériel de travail (05 ordinateurs, 02 photocopieurs, une relieuse)
- L'acquisition des moyens logistiques (01 véhicule Pick up, 01 benne de 10 tonnes, 01 niveleuse et 01 pelle chargeuse)
- La mise en place d'un système d'archivage

d) Gestion des relations

La Commune ne pourrait atteindre ses objectifs de développement sans mettre un accent particulier sur le développement de la coopération nationale et internationale :

- Au niveau national, il lui faudrait renforcer les relations avec les Services déconcentrés, les projets/programmes aux fins de bénéficier de leurs offres de services. Il faudrait aussi rester attentif aux interventions des chancelleries et autres partenaires au développement ;

- Améliorer la sensibilisation des contribuables par l'intermédiaire des Conseillers Municipaux. Ceci est réalisable à travers un calendrier dressé et une délibération.

- Au niveau international, il faudrait miser à moyen terme sur un jumelage avec une Commune occidentale.

4.2 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Tableau 4: Problèmes et besoins identifiés

N°	SECTEURS	PROBLEMES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS/IDEES DE PROJETS identifiés	VILLAGES/SITES CONCERNES
1.	Agriculture	Faible Production agricole	<ul style="list-style-type: none"> -Faible encadrement des agriculteurs -Faible organisation des agriculteurs -Non maîtrise des nouvelles techniques culturales -Absence de diversification des cultures -Changements brusques du climat -Dévastation des cultures par les animaux sauvages -Manque d'intrants agricoles -Manque d'appuis financiers et logistiques -Rareté et coût élevé des semences -Enclavement des villages 	<ul style="list-style-type: none"> -Faibles revenus des agriculteurs -En dettement constant -Enormes efforts physiques à fournir pour pratiquer l'agriculture -Malnutrition des populations -Enormes dépenses -Conflits agro-pastoraux -Pourrissement des produits agricoles -Découragement -Pénibilité du travail -Destruction des cultures par les animaux sauvages -Sous-développement des populations 	<ul style="list-style-type: none"> -Acquisition de 03 tracteurs Recrutement de 03 conducteurs et 01 mécanicien -Construction d'une maison des paysans -Recherche et établissement d'un fonds de roulement (pour approvisionnement en intrants et outillage divers) -Construction de 04 hangars de stockage des vivres -Mise en place d'un champ semencier de maïs de 03 ha par an à Song Ndong pendant 09 ans -Mise en place d'une pépinière de 60 000 rejets de bananier plantain en 09 ans -Création d'une pépinière de 100 000 plants de palmier en 09 ans -Création d'une pépinière de 500 000 plants de cacaoyer en 03 ans -Création de champs semenciers de 150 000 boutures de manioc en 09 ans -Organisation de 02 sessions de formation chaque année en technique organisationnelle -Organisation de 05 sessions de formation sur les 05 cultures (maïs, banane plantain, cacaoyer, palmier à huile, et manioc) -Construction et équipement de la DAADER Mise en place d'une ferme école (transformation du CEAC en CFR) avec : <u>Agriculture :</u> <ul style="list-style-type: none"> -01 champ semencier de manioc de 03 ha -01 champ semencier de maïs de 02 ha -01 site pour pépinières de palmier à huile, cacaoyer, bananier plantain de 05 ha 	<ul style="list-style-type: none"> Makondo Makondo, Mandjap, Ndjockloumbe 1, Ngwei 1, Song Ndong Makondo Solopa Ndjockloumbe 1 Mandjap Makondo et Ndjodoumbe 1 Song Ndong, Makondo, Solopa, Mandjap et Ndjockloumbe 1 Makondo Dingombi

					<p><u>Elevage:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -02 étangs piscicoles de 400 m² chacun -01 bâtiment de 10 loges pour porcs -01 bâtiment d'une capacité de 2000 à 5000 têtes de volaille <p>-Renforcement de l'accompagnement des producteurs</p> <p>-Préparation et montage des dossiers de 05 OP pour l'obtention d'un financement (subvention) par an pendant 09 ans</p> <p>-Appui communal à 05 OP par an pendant 09 ans</p> <p>-Emulation et primes accordées aux 10 meilleurs producteurs chaque année pendant 09 ans</p> <p>-Appui aux OP à la participation au comice régional du littoral pendant 09 ans</p>	<p>Tous les villages</p> <p>Tous les villages</p> <p>Tous les villages</p> <p>Tous les villages</p> <p>Tous les villages</p>
2.	Elevage, pêches et industries animales	Faible production animale et halieutique	<ul style="list-style-type: none"> -Faible encadrement des éleveurs et pisciculteurs -Faible organisation des éleveurs et pisciculteurs -Ignorance des circuits d'appuis -Maladies récurrentes dues au mauvais encadrement des bêtes -manque de services zootechniques Manque du matériel de pêche -Ecoulement difficile 	<ul style="list-style-type: none"> Faibles revenus des éleveurs et pisciculteurs -faible consommation des protéines animales Pourrissement des produits de pêche Perte des produits de pêche Elevage domestique Exode rural Dépeuplement des villages Découragement Abandon Pêche artisanale Produits de pêche moins importants Mort des animaux Feux de brousse 	<ul style="list-style-type: none"> Identification et structuration des éleveurs en GIC et associations (29 GIC) Identification et structuration des pêcheurs et aquaculteurs Renforcement des capacités des éleveurs sur les techniques modernes d'élevage des porcs et poulets Renforcement des capacités des pêcheurs sur les techniques de conservation du poisson Formation sur les techniques de construction d'un étang piscicole Appui en matériel moderne de pêche aux associations des pêcheurs Construction et équipement de la DAEPIA, des CZCSV et CACP Appui en matériel animal aux éleveurs de porcs et poulets Appui à la construction de dix (10) étangs piscicoles Organisation de trois (03) campagnes de vaccination des porcs, 	<p>Makondo</p> <p>Makondo</p> <p>Makondo</p>

			<p>des produits de pêche et d'élevage</p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des marchés -Mauvais état des routes -Conservation difficile des produits de pêche et d'élevage -Non maîtrise des techniques d'élevage -Insuffisance de moyens financiers 		<p>petits ruminants et poulets traditionnels</p>	
3.	Forêts et faune	Dégradation des ressources forestières et fauniques	<ul style="list-style-type: none"> - Non vulgarisation des procédures de réservation des forêts - Non diversification des initiatives en la matière -Refus de certains jeunes à pratiquer l'agriculture -Prolifération des armes de chasse -Non respect des périodes de chasse -Irrégularité des contrôles -Coupe anarchique des arbres -Feux de brousse 	<p>Effet de serre ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Changements négatifs de climat -Faible ressources financières de la Commune -Avancée de la savane -Déforestation -Disparition de certaines espèces fauniques et floristiques -Diminution des surfaces de forêts communautaires -Non reversement des redevances forestières -Instabilité du climat -Conflits latents entre les populations, les exploitants et les personnels forestiers 	<p>Sensibilisation des magistrats municipaux sur les procédures de réservation de la forêt communale</p> <p>Sensibilisation des autorités administratives et suivi du dossier pour le classement de la forêt communale</p> <p>Sensibilisation des chefs traditionnels sur les procédures de réservation des forêts communautaires</p> <p>Organisation des campagnes de sensibilisation sur les textes en vigueur en matière d'exploitation des ressources forestières et fauniques</p> <p>Suivi des procédures de classement de la forêt communale</p> <p>Suivi de la mise en œuvre des plans simples de gestion (PSG)</p> <p>Construction et équipement du poste forestier Équipement du poste forestier de Makondo</p> <p>Affectation de 06 personnels aux postes forestiers et acquisition de 06 motos</p> <p>Création et organisation d'un marché de vente de la viande de brousse</p> <p>Création d'une zone communautaire de chasse</p>	<p>Makondo</p> <p>Makondo</p> <p>Tous les villages</p> <p>Tous les villages</p> <p>Ndockloubé 1</p> <p>Makondo et Ndjockloubé 1</p>

			-Absence de reboisement		Création de 04 forêts communautaires (01 forêt pour 07 villages) Création d'une forêt communale Sensibilisation des populations sur l'élevage des espèces non conventionnelles Création et fonctionnement des comités de vigilance dans chaque village pour dénoncer la coupe illégale de bois et braconnage Création d'une pépinière communale Reboisement du centre urbain et régénération des espaces dégradés	Makondo A déterminer A déterminer Makondo Tous les villages Makondo Makondo
4.	Environnement, protection de la nature et développement durable	difficulté à préserver l'environnement et les ressources naturelles	- Non vulgarisation des concepts d'environnement et de protection de la nature - Non diversification des initiatives de la gestion de l'environnement -Faible sensibilisation -Feux de brousse -Risque de disparition de certaines espèces animales et végétales liées à la coupe du bois	-Insalubrité de l'espace urbain et des villages -Non protection de la nature -Instabilité du climat -Conflits latents entre les populations et les forces de protection de l'environnement -Avancée considérable de la savane -Changement climatique -Recrudescence de certaines maladies -Non maîtrise du calendrier agricole -Faible rentabilité agricole -Déforestation -Pollution de l'air	Mise sur pied de (29) comités de l'environnement Organisation de 10 réunions de sensibilisation des populations sur le tri des déchets et l'utilisation des bacs à ordures Organisation de 03 sessions de formation à l'intention des communautés sur les techniques de fabrication et l'utilisation des foyers améliorés. Elaboration du plan de gestion environnementale et social Création d'une décharge communale contrôlée Installation de 10 bacs à ordures dans le centre urbain Boisement des abords des routes et des édifices publics Sensibilisation des populations à la création des forêts communautaires Construction de 02 toilettes publiques	Tous les villages Makondo, Ndjockoumbé, Mandjap, Ebombe Makondo Makondo Makondo Makondo Tous les villages Makondo
5.	Industries, Mines et développement	faible exploitation du potentiel minier de la	Absence d'initiatives des populations en	- Faible croissance de la Commune	Séminaire de sensibilisation des populations de la Commune Prospection des ressources minières et géologiques	Tous les villages Tous les villages

	technologique	Commune	<p>matière d'exploitation du potentiel géologique et minier</p> <p>Non maîtrise des ressources minières</p> <p>Non maîtrise des techniques d'exploitation minière</p> <p>Ignorance de la population</p> <p>Insuffisance des moyens financiers</p> <p>Manque d'initiative de l'Etat</p> <p>Manque de matériel d'exploration</p> <p>Accès difficile aux sites potentiels de minerais</p> <p>Mauvais état des routes</p>	<p>- Insuffisance d'opportunités d'emploi</p> <p>- Soupçons d'indices de mines non exploitées</p> <p>Manques à gagner aux populations</p> <p>Absence d'une industrie minière</p> <p>Sites miniers non exploités</p> <p>Appauvrissement</p> <p>Faible rentabilité</p>	<p>Etablissement d'une carte communale des ressources minières</p> <p>Détermination et aménagement des sites propices à l'exploitation des produits des carrières</p> <p>Recherche des partenaires financiers ou des investisseurs pour le lancement effectif de l'exploitation des produits des carrières</p>	
6.	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Faible Promotion des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat	<p>- Absence d'initiatives de promotion des PME</p> <p>- Faible tissu économique</p> <p>- Mauvaise organisation des circuits d'approvisionnement et de distribution</p> <p>- Coût élevé des marchandises</p> <p>- Faible capital</p>	<p>- Faible croissance de la Commune</p> <p>- Insuffisance d'opportunités d'emploi</p> <p>Longue distance à parcourir pour mettre en place certaines activités</p> <p>Faibles revenus</p> <p>faible Economie locale et familiale</p> <p>Exode rural</p> <p>Rareté de l'activité commerciale</p> <p>Découragement</p>	<p>Création et équipement d'un bureau de l'artisanat au sein de la Commune</p> <p>Désignation d'un personnel chargé de l'animation dudit bureau</p> <p>Identification de l'existant dans le domaine de l'artisanat</p> <p>Organisation de dix (10) sessions de formation par domaine d'activité identifié</p> <p>Sensibilisation des populations sur les valeurs de développement par l'artisanat</p> <p>Organisation de trois (03) sessions de formation en montage des projets</p> <p>Construction d'un site sécurisé pour exposition d'œuvres d'art</p>	<p>Makondo</p> <p>Tous les villages</p> <p>Makondo</p> <p>Tous les villages</p> <p>Makondo</p> <p>Makondo</p>

			<ul style="list-style-type: none"> -Accès difficile aux crédits -Manque d'infrastructures Mauvais état des routes Enclavement des populations Ininsuffisance de moyens financiers 	<ul style="list-style-type: none"> Faible productivité Difficulté de stockage 	<ul style="list-style-type: none"> Organisation d'un salon annuel de l'artisanat et appui aux artisans méritants Fédération des Gics en coopératives ou en PME au sein de la Commune Appui à la mise en place de trois (03) coopératives ou PME à Makondo, Ebombe et Mandjap Construction et équipement de trois (03) unités de transformation d'huile de palme à Makondo, Bitoutouck et Ikonde Organisation de trois (03) sessions de formation sur le montage des projets relatifs aux GICS Renforcement des capacités de l'usine d'extraction d'huile de palme de Ndjocklounge 1 (modernisation des infrastructures afin d'améliorer les prestations de l'usine) Création et équipement d'une menuiserie bois à Makondo 	<ul style="list-style-type: none"> Makondo Makondo Ndjocklounge 1 Makondo
7.	Commerce	Faible développement des activités commerciales	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des marchés périodiques - Absence d'organisation des producteurs. - Insuffisance d'initiatives. - Absence d'électricité - Eloignement des lieux d'approvisionnement - Enclavement des villages - Manque de formation dans la mise en œuvre des AGR 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible revenu des producteurs - Difficultés d'approvisionnement en produits de première nécessité - Longue distance à parcourir pour exercer le commerce - faible Economie locale et familiale - Exode rural - Difficulté de financer l'éducation des enfants - Rareté des commerçants - Exposition des produits aux intempéries - Découragement des commerçants 	<ul style="list-style-type: none"> Création, construction et équipement d'un hangar de marché Création et construction de 02 marchés périodiques Création et construction d'un écomat communal Construction de 06 hangars de stockage des produits Aménagement et réhabilitation de 04 hangars de marché Construction d'un marché communal sur l'axe lourd Edéa - Yaoundé PK 16 Organisation et animation des marchés périodiques Organisation des ventes promotionnelles des produits de première nécessité 	<ul style="list-style-type: none"> Ngwei 1 Song Ndong, Boomabong Makondo Makondo, Ndjocklounge 1, Mandjap, Ngwei 1, Song Ndong, Boomabong Ndjocklounge 1, Makondo, Mandjap, Solopa Makondo, Mandjap.

			<ul style="list-style-type: none"> -Difficulté de ravitaillement -Mauvais état des routes -Manque de moyens financiers -Accès difficile aux crédits -Insuffisance de débouchés -absence de magasins de stockage des produits 	<ul style="list-style-type: none"> -Perte des produits -Détérioration des marchandises -Difficulté de stockage -Appauvrissement -Manque à gagner 		Ndjockloumbe 1, Log Bamal
8.	Tourisme et loisirs	faible exploitation du potentiel touristique de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> Absence d'initiatives pour l'exploitation du potentiel touristique -Absence des guides touristiques -Accès difficile aux sites touristiques -Sites touristiques non aménagés -Absence de structures de restauration -Manque de structures d'hébergement -Faible tissu économique -Absence de carte touristique 	<ul style="list-style-type: none"> Non fréquentation de la Commune par les touristes -Faible ressources financières de la Commune -Destinations peu fréquentées -Peu d'intérêt pour la localité -Perte de devises -Manque d'emplois 	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration du plan de développement touristique de la Commune Identification des sites touristiques de la commune Aménagement de 07 sites touristiques à fort potentiel de développement Aménagement de 02 espaces verts de la Commune Création, construction et équipement de l'office communal de tourisme Construction et équipement d'un complexe touristique municipal (auberge, restaurant, salle de fête) Recrutement et formation de 03 guides touristiques Mise sur pied d'un système informationnel de promotion du tourisme (site web, carte touristique) Création et construction d'un espace aéré de loisir (jeux de société et autres divertissements) 	<ul style="list-style-type: none"> Toute la Commune Toute la Commune Ndokok Pubi, Etouha, Pouth Njock Song Ndong, Solopa, Ndjockloumbe 2, Ikonde Makondo Makondo Makondo Makondo Makondo Makondo Makondo

9.	Recherche scientifique et innovations	Difficultés d'accès aux produits de la recherche	<ul style="list-style-type: none"> -Non vulgarisation des résultats de la recherche -Absence d'un centre de recherche - Manque de moyens financiers Manque de formation et d'informations 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible revenu des producteurs agropastoraux -Ignorance des potentialités -baisse des rendements -Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> -Organisation de 10 séminaires de formation à l'intention des producteurs agropastoraux de la Communes (29 villages) -Distribution des intrants agropastoraux résultant de la recherche aux producteurs agropastoraux de la Commune (29 villages) 	<p>Tous les villages concernés</p> <p>Tous les villages concernés</p>
10.	Eau et énergie Eau.	Difficultés d'accès à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des puits et forages - Sources non entretenues et non aménagées -Insuffisance de moyens financiers -Point d'eau en panne -Points d'eau mal construits et/ou mal entretenus -Non maîtrise des techniques de traitement de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> - Maladies liées à la consommation de l'eau -Taux élevé de mortalité -Longue distance à parcourir en quête de l'eau potable -Insalubrité Consommation des eaux souillées 	<ul style="list-style-type: none"> Réhabilitation de 18 puits et forages) Réhabilitation de 04 projets AEP Scan Water Extension du réseau AEP Scan Water sur 02 KM à raison de 500 m chacun Bornes Fontaines (04) avec raccordement Construction de 53 forages Formation de 84 comités de gestion des eaux 	<p>Makondo 1, Makondo 2, Mandjap, Seppe, Ndjodoumbe 1, Bitoutouck, Solopa, Ngwei 1, Song Ndong, Ebombe</p> <p>Makondo, Mandjap, Dingombi et Mbandjock</p> <p>Tous les villages</p> <p>Tous les villages</p>
	Energie.	Faible couverture en énergie électrique dans la Commune	<ul style="list-style-type: none"> -Non Raccordement d'environ 60% de la population au réseau AES-SONEL -Faible exploitation d'autres sources d'énergie -Absence d'énergie 	<ul style="list-style-type: none"> -Difficulté de conservation des aliments -Faible épanouissement des populations -Pénibilité de transformation des produits de toute nature -Absence d'informations -Difficultés à pratiquer les AGR 	<ul style="list-style-type: none"> Raccordement, densification et stabilisation du réseau AES SONEL dans la Commune au niveau des 29 villages Mise en place des énergies renouvelables dans les zones réalisées de MT/BT (20) Construction d'une station service à Log Bamal avec boutique, poste de vidange, bureaux et toilettes Acquisition de deux 02 camions citernes de 10 000 l chacun 	<p>Tous les villages</p> <p>(20 villages concernés)</p> <p>Log Bamal</p>

			<ul style="list-style-type: none"> électrique -Eloignement du réseau électrique -Manque d'information sur les procédures AES-SONEL/AER -Coût élevé des groupes électrogènes -Insuffisance des moyens financiers -Instabilité du courant électrique 	<ul style="list-style-type: none"> -Dépenses énormes pour l'achat du carburant et du pétrole lampant -Faible production économique -Exode rural -Maladies de la vue -Manque de loisirs -Oisiveté -Frein aux études -Difficulté de conservation des produits -Coupures intempestives de l'électricité 		
11.	Trav aux publics	Dégradation avancée du réseau routier	<ul style="list-style-type: none"> - Faible entretien des routes -Reprofilage approximatif des routes -Réseau routier insuffisant -Absence d'entretien des routes -Dégradation permanente des routes par les marres d'eau -Manque de moyens financiers -Négligence des autorités de tutelle -Recrutement des structures n'ayant pas les capacités 	<ul style="list-style-type: none"> -Difficulté de mobilité des personnes et des biens -Difficultés d'approvisionnement et d'écoulement des produits -Difficulté de déplacement -Routes sans rigoles -Rareté des moyens de transport -Coût élevé des frais de transport -Enclavement des localités -Population sédentarisée contre son gré -Insuffisance des infrastructures 	<p>Construction de 6 ponts :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Pomlep, Tim, Mbanjock, Pomlep, Ndelep, Songoi <p>Bitumage de la route axe lourd-Makondo ville (12 km)</p> <p>Pose de 11 passages de buses dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> Diamètre 1000 (06) Diamètre 800 (05) -Etouha-Mandjap (01) -Mandjap-Dingombi (03) -Mandjap-Mayamba (04) -Mayamba-SAR/SM (03) <p>Réouverture de 60 km de route : (Mapan- Etouha-Njockloumbe-Kéllé)</p> <p>Entretien de 33 km de route (Makondo,-Bitoutouck-Njockloumbe)</p> <p>Réhabilitation de 180 km de routes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Ngwei 1-Mapoubi-Mandjap-Dingombi (70 km) -Régional N° 3-Song Mbog-Ikondé (29 km) -Etouha-Mandjap (6 km) -Makek-Mapan (7 km) -Mapan-Mandjap (6 km) -Makek-Mandjap (6 km) -Leplikung-Dingombi (8 km) -Leplikung-Okot (6 km) -Bretelle axe lourd-Song Ndong km 16 en venant d'Edéa (15 km) 	

			<p>nécessaires</p> <ul style="list-style-type: none"> -Mauvaise foi questionnable des prestataires de service -Inconscience des personnes chargées du contrôle de construction des infrastructures publiques 		<ul style="list-style-type: none"> -Makek-Solopa-par Pouth-Koo (5 km) -Nlon Matjel-Mbamle (7 km) -Ndjockloumbe-Kéllé (10 km) -Makai-Pouth- Koo (5 km) 	
12.	Transport	Faible développement des services de transport	<ul style="list-style-type: none"> - Faible diversification des initiatives de développement des activités de transport -Mauvais état des pistes et routes -Manque d'initiative -Absence de gares routières -Irrégularité des moyens de transport en commun -Coût élevé du transport -Beaucoup de soucis de la part des transporteurs Manque de moyens financiers -Utilisation des moyens de transport vétustes 	<ul style="list-style-type: none"> -Difficulté de mobilité des personnes et des biens -Difficultés d'approvisionnement et d'écoulement des produits -Difficulté d'évacuation et d'écoulement des produits -Vieillesse prématurée des moyens de transport -Insuffisance de couverture des destinations -Pannes fréquentes des moyens de transport -Détérioration des produits -Voyages inconfortables des populations -Perte de temps -Chantages de la part des transporteurs -Désagréments divers -Prolifération d'accidents 	<ul style="list-style-type: none"> Construction d'une (01) gare routière (personnes et marchandises) Appui à la promotion de deux (02) agences de voyage Construction d'un parking pour poids lourd Organisation de 02 sessions de renforcement de capacités des transporteurs Amener les motos taximen à s'organiser en syndicat 	<ul style="list-style-type: none"> Makondo Makondo Makondo Makondo

			-Insuffisance des AGR			
13.	Postes et télécommunications	Difficulté d'accès au réseau téléphonique aux TIC et aux services postaux	-Absence d'initiatives d'accès aux TIC et services postaux -Absence d'énergie électrique -Négligence de l'Etat -Faible intérêt des populations -Accès difficile aux TIC -Manque de réseaux téléphoniques	Difficulté de communication téléphonique à l'intérieur et à l'extérieur de la Commune -Absence d'internet -Absence des services des courriers et de transfert d'argent -Difficultés à communiquer -Sous information et désinformation -Enclavement et ignorance numérique des populations -Difficultés à faire circuler le courrier	Création, Construction et équipement de deux (02) centres multi média Recrutement, formation et prise en charge du personnel recruté dans les deux centres multi média Lobbying auprès des opérateurs de téléphonie mobile Création, construction et équipement d'un bureau de poste Affectation du personnel au bureau de poste (10)	Makondo, Ebombé Makondo
14.	Communication	Difficultés d'accès à l'information radio, télévision et presse	-Absence d'initiatives d'accès à l'information -Absence d'énergie électrique -Négligence de l'Etat -Accès difficile aux TIC -Très faible couverture des réseaux radio et télé nationales	-Carence d'informations sur l'actualité locale, nationale et internationale -Difficultés à communiquer -Sous information et désinformation -Plusieurs opportunités ratées	-Installation d'un pylône radio/TV Intervention de l'Exécutif communal dans les médias -Création, construction et équipement d'un bâtiment abritant la radio communautaire -Recrutement et prise en charge et formation du personnel recruté à la Radio communautaire -Publication d'un bulletin d'information communal -Création et hébergement d'un site internet à la Commune -Appui à la construction d'un kiosque à journaux au centre urbain	Makondo Makondo Makondo Makondo Makondo
15.	Habitat et Développement urbain	Faible développement de l'espace urbain	Non maîtrise de l'occupation des sols -Faible développement des infrastructures urbaines -Faible capacité	-Mauvaises conditions de vie dans l'espace urbain -Faible développement économique de l'espace urbain -Ecrolement des murs des maisons	Planification urbaine par : -Elaboration du plan d'urbanisation sommaire de la ville -Délimitation du périmètre du centre urbain -Création des lotissements communaux viabilisés (30 ha) Encouragement de la création des lotissements privés (subvention de viabilisation)	 Makondo Makondo

			<p>institutionnelle du secteur</p> <ul style="list-style-type: none"> -Coût élevé du transport -Mauvais état des routes -Absence de points de vente des matériaux de construction -Eloignement des points de vente des matériaux de construction -Coût élevé des matériaux de constructions définitifs -Accès difficile aux carrières de sable -Insuffisance des moyens financiers -Faible développement des AGR -Mauvaise gestion des revenus agricoles -Faible niveau scolaire -Manque des latrines 	<ul style="list-style-type: none"> -Réfection régulière des maisons -Habitats précaires -Oubli des limites -Constructions en matériaux provisoires -Promiscuité -Nombre insuffisant de maisons -Risque d'accidents et de décès 	<p>Aménagement de la zone de recasement des populations (5 ha)</p> <p>Voiries urbaines et assainissement par : Bitumage (revêtement à enduit superficiel bicouche) au chef lieu 12 km (3x4) à partir du CSI</p> <p>Réhabilitation et entretien des routes en terre au chef lieu (10 km)</p> <p>Assainissement au chef lieu</p> <p>L'hygiène et salubrité par : Aménagement d'une décharge avec traitement des ordures</p> <p>Aménagement d'un cimetière municipal</p> <p>Contrat de ramassage des ordures (12001200 passages)</p> <p>Promotion de l'habitat social par : Organisation d'un atelier d'auto construction en matériaux locaux (terre)</p> <p>Equiperment de la Commune en presse à brique de terre moderne</p> <p>Construction de 10 logements sociaux</p> <p>Gouvernance urbaine locale par : Organisation de la campagne de sensibilisation, d'information et de formation aux règles générales d'urbanisme</p> <p>Vulgarisation de la loi et du guide de référence sur l'urbanisme</p> <p>Fonctionnement des commissions de planification opérationnelles</p>	<p>Makondo</p> <p>Makondo</p> <p>Makondo</p> <p>Makondo</p> <p>Makondo</p> <p>Makondo</p> <p>Makondo</p> <p>Makondo</p> <p>Makondo</p> <p>Tous les villages</p> <p>Makondo</p> <p>Tous les villages</p>
16.	Domaines, cadastre et affaires foncières	Faible développement de la propriété	<ul style="list-style-type: none"> -Non vulgarisation des procédures d'obtention des titres foncières 	<ul style="list-style-type: none"> -Conflits fonciers entre les populations -Non immatriculation des terres 	<p>Sensibilisation des populations sur les procédures d'obtention des titres foncières</p> <p>Elaboration du plan cadastral de la ville de Makondo</p>	<p>Tous les villages</p> <p>Makondo</p>

		foncière dans la Commune	<ul style="list-style-type: none"> -Domaine foncier de la Commune inexistant -Absence de plan de zonage -Besoins d'occuper les espaces non exploités -Ignorance de certaines autorités traditionnelles -Ignorance des procédures d'immatriculation des terres -Non maîtrise de toutes les limites des villages par les chefs 	<ul style="list-style-type: none"> -Climat de méfiance -Exode rural -Insu bordination aux autorités administratives -Perte des valeurs morales 	<p>Création des réserves foncières (superficie de 2000 ha) dans la commune de Ngwei</p> <p>Création d'un lotissement communal (études cadastrales et frais de descente des commissions) sur 30 ha</p>	<p>Tous les villages</p> <p>Makondo</p>
17.	Santé publique	Difficultés d'accès à une santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des formations sanitaires - Insuffisance d'équipement et matériel médical dans les formations sanitaires existantes -Insuffisance du personnel -Centres de santé non fournis en médicaments -Absences répétées du personnel médical -Manque de moyens financiers 	<ul style="list-style-type: none"> -Longues distances à parcourir -Risque élevé d'accouchement et d'avortement involontaire -Ré currence des maladies -Né gligence des maladies -Mauvais suivi des malades -Suivi difficile des grossesses et maternités -Difficultés à conserver les vaccins et certains médicaments -Recours tardif à la médecine hospitalière 	<p>Construction et équipement du CMA de Makondo</p> <p>Construction du logement d'astreinte du Médecin Chef à Makondo</p> <p>Construction de 02 logements du personnel paramédical du CMA</p> <p>Construction et équipement de 03 CSI (Mandjab, Ngwei 1 et Ndjocklounge 1)</p> <p>Construction de 06 logements d'astreinte dans les CSI de Ngwei 1, Mandjab, ndjocklounge, Solopa, Song Ndong, Makondo</p> <p>Construction d'un bloc opératoire et d'une maternité moderne au CSI de Makondo</p> <p>Ré habilitation de 03 bâtiments au CSI de Makondo</p> <p>Construction de 09 blocs latrines dans les CSI de Ngwei 1, Mandjab, ndjocklounge, Solopa, Song Ndong, Makondo, Mbamble –Mayamba, Ebombe et Dingombi</p>	

		<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des infrastructures -Absence de laboratoire d'analyse -insuffisance de propharmacies -Insuffisance de la couverture vaccinale -Insuffisance de sensibilisation sur les IST/SIDA -Absence d'électrification -Absence d'eau potable -absence de moustiquaires imprégnées -Insuffisance du personnel qualifié 	<ul style="list-style-type: none"> Construction de 09 forages dans les CSI de Ngwei 1, Mandjap, ndjockloumbe, Solopa, Song Ndong, Makondo , Mbamblé – Mayamba, Ebombe et Dingombi Construction de 09 fosses pour traitement des déchets dans les CSI de Ngwei 1, Mandjap, ndjockloumbe, Solopa, Song Ndong, Makondo , Mbamblé –Mayamba, Ebombe et Dingombi Construction de 09 clôtures dans les CSI de Ngwei 1, Mandjap, ndjockloumbe, Solopa, Song Ndong, Makondo , Mbamblé –Mayamba, Ebombe et Dingombi Construction d'une morgue au CMA de Makondo Acquisition de 09 groupes électrogènes dans les CSI de Ngwei 1, Mandjap, ndjockloumbe, Solopa, Song Ndong, Makondo , Mbamblé –Mayamba, Ebombe et Dingombi Acquisition de 09 ordinateurs dans les CSI de Ngwei 1, Mandjap, ndjockloumbe, Solopa, Song Ndong, Makondo , Mbamblé –Mayamba, Ebombe et Dingombi Acquisition d'une ambulance médicalisée au CMA de Makondo Acquisition de 09 motos Yamaha AG 100 (tout terrain) pour les 09 CSI Acquisition d'un véhicule pick up 4 X 4 pour le CMA de Makondo Equipement de la morgue du CMA de Makondo Equipement du bloc opératoire du CMA de Makondo Approvisionnement en médicaments essentiels, consommables médicaux, colorants et matériel de laboratoire des 09 CSI et le CMA Plaidoyer pour l'affectation du personnel médical qualifié dans toutes les formations sanitaires (01 médecin, 15 IDE, 20 IB, 30 AS, 15 commis) -formation de 50 secouristes au sein de la Commune 	
--	--	--	--	--

18.	Education de base	Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des infrastructures - Insuffisance des enseignants - Mauvais équipement des établissements scolaires - Démission de certains enseignants affectés - Insuffisance d'écoles - Salles de classe en matériaux provisoires - Ignorance des procédures de création d'école - Insuffisance du paquet minimum - Manque d'électricité 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvais rendement scolaire - Déperditions scolaires - Faible niveau des enfants - Exode scolaire - Faible prise en charge scolaire - Faible taux de scolarisation - Faible suivi scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> Construction de 21 salles de classe Réhabilitation de 10 salles de classe Construction de 08 forages Construction de 10 blocs latrines Acquisition de 25 bacs à ordures Reboisement de 25 écoles Construction de 25 clôtures Construction de 25 logements pour enseignants Construction de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base Plaidoyer pour la création 07 écoles maternelles et une primaire Acquisition de 150 tables bancs Equiper des écoles en ordinateurs (25) Recrutement et affectation de 23 enseignants Création de 10 aires de jeux 	Toutes les 13 écoles publiques et 04 maternelles
19.	Enseignements secondaires	Difficultés d'accès aux enseignements secondaires de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - insuffisance des infrastructures - insuffisance des enseignants - Mauvais équipement des établissements scolaires - Absence d'initiative communautaire - Insuffisance des moyens financiers 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvais rendement scolaire - Déperditions scolaires - Exode scolaire - Longue distance à parcourir - Retard aux cours et faibles performances scolaires - Découragement - Faible suivi des parents - Vagabondage sexuel - Mariages précoces - Alcoolisme 	<ul style="list-style-type: none"> Construction de 18 salles de classe Construction de 05 forages Construction de 05 blocs de latrines Acquisition de 05 bacs à ordures Reboisement de 05 établissements 	<ul style="list-style-type: none"> Lycée, CETIC de Makondo, CES de Mandjap, Ebombe et Ndjockloumbe 1 Lycée, CETIC de Makondo, CES de Mandjap, Ebombe et Ndjockloumbe 1 Lycée, CETIC de Makondo, CES de Mandjap, Ebombe et Ndjockloumbe 1 Lycée, CETIC de Makondo, CES de

			<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance d'établissements secondaires -Non dotation de l'Etat -Enclavement de la localité -Absentéisme des enseignants -Absence d'un établissement d'enseignement technique 		<ul style="list-style-type: none"> Construction de 05 clôtures Construction de 04 blocs pour enseignants Acquisition de 500 tables bancs Equiper des établissements en ordinateurs en ordinateurs (50) Recrutement de 50 enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> Mandjap, Ebombe et Ndjockloumbe 1 Lycée, CETIC de Makondo, CES de Mandjap, Ebombe et Ndjockloumbe 1 Lycée, CETIC de Makondo, CES de Mandjap, Ebombe et Ndjockloumbe 1 CETIC de Makondo, CES de Mandjap, Ebombe et Ndjockloumbe 1 Lycée, CETIC de Makondo, CES de Mandjap, Ebombe et Ndjockloumbe 1 Lycée, CETIC de Makondo, CES de Mandjap, Ebombe et Ndjockloumbe 1 Lycée, CETIC de Makondo, CES de Mandjap, Ebombe et Ndjockloumbe 1
20.	Emploi et formation professionnelle	Difficultés d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> -Absence de structures de formation professionnelles -Absence de centre de formation -Absence de SAR-SM -Difficultés financières -Non dotation de l'Etat -Manque d'initiative 	<ul style="list-style-type: none"> Difficultés d'insertion professionnelle des jeunes -Précarité de l'emploi -Faible qualification technique -Difficulté à développer les PME -Exode rural -Dépeuplement des villages -Chômage élevé -Amateurisme 	<ul style="list-style-type: none"> Acquisition de 05 ateliers pour les 03 SAR/SM (maçonnerie, mécanique auto, chaudronnerie, plomberie sanitaire, froid – climatisation) Construction de 06 salles de classe pour les 03 SAR/SM Construction de 03 blocs latrines pour les 03 SAR/SM Construction de 03 forages pour les 03 SAR/SM Branchement au réseau AES/Sonel pour les 03 formations Remise à jour des machines de menuiserie des 03 formations Acquisition de 03 Kits matériel menuiserie pour les 03 	<ul style="list-style-type: none"> Makondo, Mapoubi Dingombi Makondo, Mapoubi Dingombi Makondo, Mapoubi Dingombi Makondo, Mapoubi Dingombi

			communautaire -Passivité de l'élite -Faible multiplication des AGR	-Oisiveté -Vagabondage sexuel -Alcoolisme	formations Acquisition de 03 Kits matériel électricité pour les 03 SAR/SM Acquisition de 03 Kits matériel plomberie sanitaire pour les 03 SAR/SM Acquisition de 03 Kits froid et climatisation pour les 03 SAR/SM Acquisition de Kits chaudronnerie pour les 03 SAR/SM Acquisition de 03 Cintreuses pour les 03 SAR/SM Acquisition de 06 postes à soudeuse pour les 03 SAR/SM Acquisition de 06 bouteilles oxy acétyle pour les 03 SAR/SM Acquisition de 03 bancs d'essai pour les 03 SAR/SM Acquisition de 06 moteurs essence pour les 03 SAR/SM Acquisition de 06 moteurs diesel pour les 03 SAR/SM Acquisition de 03 kits matériels divers pour les 03 SAR/SM Acquisition de 300 tables bancs pour les 03 SAR/SM Recrutement des enseignants qualifiés (21) pour les 03 formations	
21.	Enseignement supérieur	Faible assistance aux étudiants et aux jeunes diplômés originaires de la Commune	Absence d'intervention de la Commune -Insuffisante prise en charge des étudiants par la commune -Eloignement des établissements d'enseignement supérieur -Absence de structure pouvant faciliter l'insertion des diplômés	-Faible taux de réussite académique -Difficultés d'insertion professionnelle -Chômage -Vagabondage -Oisiveté des jeunes diplômés -Abandon des études -Alcoolisme -Délinquance -Pauvreté	Appui à la promotion de l'excellence Appui à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés Organisation des stages de vacances en faveur des étudiants	Makondo

			du supérieur			
22.	Jeunesse et Education civique	faible encadrement des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'infrastructures de loisirs - Absence/ insuffisance des établissements secondaires - Faible niveau scolaire - Absence de foyers culturels et centre de jeunesse - Faible implication des pouvoirs publics - Absence de structure d'encadrement - Absence de structures de formation - Difficile accès au crédit - Absence de personnel d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'insertion socio économique des jeunes - Absence d'organisation des jeunes - Absence d'éducation à la citoyenneté - Difficulté à développer les petits métiers - Délinquance juvénile - Découragement - Imp productivité - Exode rural - Manque d'emplois - Ch ômage - Vagabondage sexuel - Oisiveté - Alcoolisme 	<ul style="list-style-type: none"> Construction et équipement de 12 foyers de jeunes dans les villages Construction et équipement du Centre Multifonctionnel des Jeunes de Makondo Plaidoyer pour l'affectation de 15 cadres de jeunesse et animation au Centre Multifonctionnel des Jeunes et dans les foyers des jeunes Appui au fonctionnement du bureau communal du Conseil National de la Jeunesse Sensibilisation des jeunes pour la création des GICs et associations en vue de leur éligibilité aux programmes gouvernementaux Insertion socio-économique de 100 jeunes Création, Construction et équipement d'une Délégation d'Arrondissement du MINJEC 	<ul style="list-style-type: none"> Ngwei 1, Makondo, Mandjap, Ndjodoumbe 1, Ndjockloumbe 2, Leplikung, Solopa, Makek, Song Ndong, Etouha, Log Bamal, Nyatjo Makondo Makondo Tous les villages Tous les villages Makondo
23.	Sport et éducation physique	Faible promotion des activités sportives et d'éducation physique	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'infrastructures de sports et de loisirs. - Faible organisation sportive - Faible encadrement - Inexistence d'un championnat stable - Insuffisance des établissements 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise pratique du sport en milieu scolaire - Faible visibilité de la Commune - Non pratique du sport de maintien - Manque d'attraction - Exode rural - Pas d'épanouissement - Manque d'intérêt - Risque de vagabondage 	<ul style="list-style-type: none"> Aménagement de 25 enceintes sportives dans les établissements scolaires Réhabilitation de 15 aires de jeux existants dans les villages Aménagement d'un espace pour le sport de maintien Construction d'un complexe sportif moderne Plaidoyer pour l'affectation de 10 cadres d'éducation physique et sportive dans les établissements scolaires Organisation des championnats de vacances Création et animation d'un club de football 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les établissements scolaires de la Commune Log Bamal, Mapoubi, Ebombe, Ngwei 1, Seppe, Makondo, Mandjap, Dingombi, Solopa Makondo

			<p>d'enseignement secondaires</p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance d'infrastructures équipées et adéquates -Non aménagement des aires de jeu 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible impulsion de l'éducation physique et du sport pour tous -Perte des talents -Faibles performances sportives -Délinquance juvénile -Oisiveté 		<p>Makondo</p> <p>Makondo</p>
24.	Travail et sécurité sociale	faible protection sociale des travailleurs	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'initiatives pour la protection sociale des travailleurs ruraux -Précarité du travail -Faible extension de la sécurité sociale -Faible présence du travail formel -Prolifération des contrats à durée déterminée -Faible représentativité du secteur privé 	<ul style="list-style-type: none"> -Difficultés d'accès aux services de la CNPS - Difficultés d'accès aux soins de santé -Repli sur la solidarité communautaire et/ou familiale -Chômage -Rusticité du travail -Maternité et accidents de travail à la charge du travailleur -Conditions de travail médiocres -Surexploitation des employés -Retraite mal assurée 	<p>Sensibilisation et renforcement des capacités des travailleurs et partenaires sociaux en matière des textes sociaux pour le travail décent et l'affiliation à la CNPS</p> <p>Affiliation du personnel de la Commune à la CNPS</p> <p>Formation semestrielle des acteurs sociaux de la commune pendant 10 ans</p> <p>Création, ouverture et mise en service d'une mutuelle de santé de la Commune</p>	<p>Makondo</p> <p>Edéa</p> <p>Makondo</p> <p>Makondo</p>
25.	Affaires sociales	Faible encadrement des personnes vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des structures d'encadrement -Absence de matériel pour personne handicapées -Manque de moyens financiers 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible épanouissement des personnes vulnérables -Difficultés de s'alimenter/mendicité -Sentiment d'abandon -Développement difficile des AGR -Nombre important d'indigents -Dépendance aux alcools et aux 	<p>Construction d'un centre social</p> <p>Equiperment du centre social</p> <p>Acquisition des appareillages (50 béquilles, 100 patins à roulette)</p> <p>Acquisition d'une moto AG 100</p> <p>Acquisition de 03 vélos VTT</p> <p>Aides et secours aux cas sociaux</p>	<p>Makondo</p> <p>Tous les villages</p> <p>Tous les villages</p>

			<ul style="list-style-type: none"> - Limitation des AGR - Insuffisance d'encadrement des personnes vulnérables - Personnel astreint à l'espace urbain - Organisation insuffisante n des personnes vulnérables 	drogues	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation, vulgarisation et formation des cas sociaux Plaidoyer pour l'affectation de 03 cadres d'affaires sociales Recensement des personnes socialement vulnérables de la Commune et élaboration du fichier Appui à l'organisation des PSV en associations Sensibilisation des communautés à l'intégration et à l'insertion des PSV Formation des associations des PSV à la création et à la gestion d'AGR 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages Tous les villages Tous les villages Tous les villages Makondo
26.	Promotion de la femme et de la famille	faible encadrement des femmes et des familles	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de Structures d'encadrement - Mariages non légalisés - Eloignement du centre d'état civil - Violences faites aux femmes - Abandon de la charge des enfants aux femmes - Inconscience des époux - Absence du centre de promotion de la femme et de la famille - Manque d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'insertion socio économique des femmes - Faible organisation des femmes - Absence de formation aux petits métiers - Forte propension de la maternité multiple et précoce - Nombre important de divorces - Grossesses précoces - Faible niveau scolaire - Ignorance - Relâchement des mœurs - Abandon scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> Création, construction et équipement d'une Délégation d'Arrondissement du MINPROFF Création d'un centre de Promotion de la Femme Construction d'un centre de promotion de la femme Équipement du centre de promotion de la femme Renforcement des capacités des femmes de Ngwei Organisation de 05 voyages d'échanges et d'apprentissage des femmes Organisation des CCCM pour 100 couples Célébration des 06 journées de la femme (MGF, JIF, JIFA, JIV, JFA, JMFR, 16 JAC VFF) 	<ul style="list-style-type: none"> Makondo Makondo Makondo Tous les villages A déterminer Makondo Makondo

27.	Culture	Faible promotion des activités culturelles dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'initiatives pour la promotion des activités culturelles -Influence du modernisme -Abandon des rites traditionnels -Acculturation des jeunes -Absence de foyers culturels -Absence des fêtes culturelles -Conflits intergénérationnels -Manque de moyens financiers Absence de promotion de la culture locale 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible culture générales des élèves -Perte des valeurs traditionnelles -Perte d'originalité -Développement d'une culture hybride -Non maîtrise des langues maternelles -Faible intérêt pour la culture -Peu de rencontres culturelles -Abandon progressif de la culture 	<ul style="list-style-type: none"> Construction et équipement d'une bibliothèque municipale Construction de 04 foyers culturels dans les grandes agglomérations Organisation de 20 événements culturels (semaines culturelles) Recrutement, formation et prise en charge d'un bibliothécaire Elaboration d'un répertoire des associations à caractère culturel Projection trimestrielle des films à caractère culturel 	<ul style="list-style-type: none"> Makondo Mandjab, Njockloumbe 1, Mapoubi et Makondo Mandjab, Njockloumbe 1, Song Ndong, Bitoutouck et Makondo Tous les villages
28.	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	faible collaboration entre l'administration et les populations	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des infrastructures et équipements - Enclavement - Insuffisance du personnel dans les structures de défense et de sécurité publics Mauvais état des voies d'accès et de 	<ul style="list-style-type: none"> -Désertion des postes de travail -Mauvaise qualité de service -Délinquance juvénile et sénile -Tabagisme, drogue -Fuite des investisseurs potentiels -Appauvrissement -Exactions forces de l'ordre et des autorités -Aggressions sporadiques -Délaissement de la localité -Peur et fuite de la localité 	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation de la clôture de la Sous Préfecture Construction et équipement des logements du Sous Préfet et de l'Adjoint d'Arrondissement Sécurisation des logements du Sous Préfet et son Adjoint par la construction de 02 clôtures Construction d'un forage à la résidence du Sous Préfet Construction et équipement de la Brigade de gendarmerie Construction d'un camp de gendarmerie (logements, forage, clôture) 	<ul style="list-style-type: none"> Makondo Makondo Makondo Makondo Makondo Makondo

			<p>circulation dans la localité</p> <p>Faible considération des chefferies</p> <p>-Absence fréquentes des chefs</p> <p>-Non versement des indemnités au chef</p> <p>-Ignorance et non respect de la réglementation</p> <p>-Difficultés à se faire délivrer les pièces officielles</p> <p>-Conflits de chefferie</p> <p>Analphabétisme des chefs</p>		<p>Acquisition du matériel de bureau pour la Sous Préfecture et la Brigade de gendarmerie (10 ordinateurs, 30 bureaux complets, 04 photocopieurs...)</p> <p>Acquisition des moyens logistiques pour la Sous Préfecture et la Brigade de gendarmerie (02 véhicules et 01 moto)</p>	
29.	Institution communale	Faible intervention de l'Institution communale dans les secteurs de développement	<p>-Faible gestion des ressources humaines</p> <p>- Faible gestion des ressources financières</p> <p>- Absence du patrimoine</p> <p>- Faible gestion des relations</p>	<p>-Non modernisation de l'appareil de production</p> <p>-Faible développement des infrastructures de base</p> <p>Faible développement humain dans la Commune</p>	<p>Recrutement de 15 agents communaux</p> <p>Renforcement des capacités du personnel de la commune</p> <p>Renforcement des capacités des conseillers municipaux</p> <p>Elaboration d'une stratégie de recouvrement des recettes de la Commune</p> <p>Informatisation du système de recouvrement</p> <p>Elaboration du manuel de procédures administratives, financières et comptable de la Commune</p> <p>Elaboration du manuel d'exécution de la Commune</p> <p>Elaboration du manuel guide d'octroi des dons</p> <p>Réalisation d'une pépinière communale de 200 000 plants de cultures pérennes</p>	Makondo

					Construction et équipement de l'hôtel de ville	Makondo
					Construction d'une cité municipale	
					Construction et équipement de la résidence du Maire	Makondo
					Construction d'une auberge municipale	Makondo
					Acquisition d'un (01) véhicule (01 Pick-UP) et une benne de 10 T)	Makondo
					Acquisition engins (niveleuse , pelle chargeuse)	
					Recherche des financements a uprès des partenaires	

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. Vision et objectifs du PCD

5.1.1. Vision du PCD

La vision de la Commune de Ngw ei est un préalable à la stratégie de développement ci-après décrite. Elle reste en cohérence avec la vision nationale qui ambitionne un "Cameroun émergent, démocratique et uni dans la diversité à l'horizon 2035". La vision de Ngw ei est volontariste et participative. Elle a été clairement exprimée lors de l'atelier de planification du 31 janvier au 02 février 2012. Elle se veut ambitieuse et réaliste. Elle se résume en quelques mots à savoir : "Ngw ei, Commune économiquement et socialement viable à l'horizon 2035".

❖ Ngw ei économiquement viable se démarquerait du qualificatif de Commune pauvre qui lui a toujours collé à la peau. En 2035, les activités génératrices de revenus seraient diversifiées dans tous les villages. Elles seraient facilitées par l'exploitation systématique et rationnelle des ressources naturelles. La production agricole serait renforcée avec un accent particulier sur les cultures de rentes ; l'élevage passerait de la phase domestique à la phase conventionnelle et non conventionnelle ; l'exploitation du bois serait un peu plus organisée du fait de la réservation des forêts (communales ou communautaires)

❖ Ngw ei socialement viable, est une Commune où les conditions de vie seraient nettement améliorées du fait du renforcement des infrastructures et services sociaux de base : l'eau potable serait disponible dans tous les villages ; la Commune serait fournie en énergie électrique soit par connexion au réseau AES-SONEL, soit par le développement des énergies renouvelables ; les formations sanitaires et établissements scolaires seraient multipliés, construits, réhabilités et équipés ; des richesses et des emplois seraient aussi créés du fait de l'aménagement des sites touristiques, du potentiel géologique et minier, de la création des grandes plantations agricoles etc.

5.1.2. Objectifs stratégiques

Le PCD est prévu pour neuf (09) ans, ses objectifs apparaissent clairement dans les cadres logiques ci-après déroulés :

- Les objectifs spécifiques sont les objectifs de développement. Ils représentent la finalité des actions qui seront menées.
- Les objectifs globaux sont les situations souhaitées dans la durée par les bénéficiaires finaux.

5.2. CADRES LOGIQUES PAR SECTEUR

Tableau 5 : SECTEUR DE L'AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

Problème sectoriel : Faible production agricole

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer durablement en quantité et en qualité la production agricole dans la Commune	Vastes plantations viables et productives d'ici 2020	-Rapports techniques de la DDADER -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINADER et autres partenaires du secteur -Clémence du climat
Objectifs spécifiques	Moderniser l'outillage agricole de la Commune par la mise en place d'un pool de 03 tracteurs	La Commune dispose des tracteurs agricoles pour les exploitations	Rapports techniques de la DDADER -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINADER et autres partenaires du secteur
	Faciliter l'accès aux intrants agricoles (engrais et produits phytosanitaires) auprès de 400 producteurs de la Commune	Disponibilité des engrais et produits phytosanitaires dans toutes les exploitations	Rapports techniques de la DDADER -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINADER et autres partenaires du secteur
	Faciliter l'accès aux semences et plants de qualité améliorés	Disponibilité des semences et plants de qualité améliorés dans l'espace communal	Rapports techniques de la DDADER -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINADER et autres partenaires du secteur
	Renforcer les capacités techniques et managériales des producteurs	Procès verbaux et rapports de formation des producteurs disponibles	Rapports techniques de la DDADER -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINADER et autres partenaires du secteur
	Construire les structures d'encadrement et d'accompagnement	Procès verbaux de réalisation des travaux de construction des structures d'encadrement disponibles	Rapports techniques de la DDADER -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINADER et autres partenaires du secteur
	Faciliter l'accès aux financements des organisations de producteurs (OP)	Crédits et subventions octroyés aux OP	Rapports techniques de la DDADER -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINADER et autres partenaires du secteur
Résultats attendus	R1 : un pool de 03 engins est disponible à la Commune	Fiches de passage des tracteurs dans les exploitations	-Rapports techniques de la DDADER -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINADER et autres partenaires du secteur
	R2 : les producteurs agricoles de la Commune ont accès aux intrants agricoles	- Décharges des intrants agricoles par les OP	-Rapports techniques de la DDADER -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINADER et autres partenaires du secteur
	R3 : les semences de maïs, plants de palmier à huile, boutures de manioc, plants de cacaoyers, rejets de bananier plantain améliorés sont disponibles aux producteurs	- Décharges des semences et plants améliorés des principales cultures par les OP	-Rapports techniques de la DDADER -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINADER et autres partenaires du secteur

	R4 : les OP renforcent les capacités techniques et managériales	Listes de présence et rapports de formation des OP			-Rapports techniques de la DDADER -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINADER et autres partenaires du secteur
	R5 : l'encadrement des agriculteurs est amélioré	- Respect des itinéraires techniques au niveau des plantations - Fiches de visite des exploitations par les encadreurs disponibles			-Rapports techniques de la DDADER -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINADER et autres partenaires du secteur -Clémence du climat
	R6 : les OP bénéficient des financements pour leurs activités	- Lignes de crédits et subventions			-Rapports techniques de la DDADER -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINADER et autres partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Acquisition de 03 tracteurs	X	X	X	105 000 000	Programmation et financements disponibles
	-Recrutement de 03 conducteurs et 01 mécanicien	X	X	X	15 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : Construction d'une maison des pay sans	X	X	X	18 000 000	Programmation et financements disponibles
	Recherche et établissement d'un fonds de roulement (pour approvisionnement en intrants et outillage divers)	X	X	X	15 000 000	Programmation et financements disponibles
	Construction de 04 hangars de stockage des vivres à Makondo, Mandjap, Ndjokloumbe 1 et Ngwei 1	X	X	X	28 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R3 : Mise en place d'un champ semencier de maïs de 03 ha par an à Song Ndong pendant 09 ans	X	X	X	5 400 000	Programmation et financements disponibles, conditions climatiques favorables
	Mise en place d'une pépinière de 60 000 rejets de bananier plantain en 09 ans à Makondo	X	X	X	36 000 000	Programmation et financements disponibles
	Création d'une pépinière de 100 000 plants de palmier en 09 ans à Solopa	X	X	X	100 000 000	Programmation et financements disponibles
	Création d'une pépinière de 500 000 plants de cacaoyer en 03 ans à Ndjokloumbe 1	X	X	X	100 000 000	Programmation et financements disponibles
	Création de champs semenciers de 150 000 boutures de manioc en 09 ans à Mandjap	X	X	X	10 500 000	Programmation et financements disponibles, conditions climatiques favorables

	Pour R4 : organisation de 02 sessions de formation chaque année technique organisationnelle à Makondo et Ndjocklombe 1	X	X	X	9 000 000	Programmation et financements disponibles
	Organisation de 05 sessions de formation sur les 05 cultures (maïs, banane plantain, cacaoyer, palmier à huile, et manioc à Song Ndong, Makondo, Solopa, Mandjap et Ndjocklombe 1	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R5 : Construction et équipement de la DAADER	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles
	Mise en place d'une ferme école (transformation du CEAC en CFR) avec : <u>Agriculture :</u> -01 champ semencier de manioc de 03 ha -01 champ semencier de maïs de 02 ha -01 site pour pépinières de palmier à huile, cacaoyer, bananier plantain de 05 ha <u>Elevage :</u> -02 étangs piscicoles de 400 m ² chacun -01 bâtiment de 10 loges pour porcs -01 bâtiment d'une capacité de 2000 à 5000 têtes de volaille	X	X	X	100 000 000	-Programmation et financements disponibles -Conditions climatiques favorables -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé à l'activité agropastorale -Le développement du secteur maintient au moins le niveau de priorité actuel
	Rentrecement de l'accompagnement des producteurs	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R6 : Préparation et montage des dossiers de 05 OP pour l'obtention d'un financement (subvention) par an pendant 09 ans	X	X	X	6 750 000	Programmation et financements disponibles
	Appui communal à 05 OP par an pendant 09 ans	X	X	X	22 500 000	Programmation et financements disponibles
	Emulation et primes accordées aux 10 meilleurs producteurs chaque année pendant 09 ans	X	X	X	9 000 000	Programmation et financements disponibles
	Appui aux OP à la participation au comice régional du littoral pendant 09 ans	X	X	X	2 000 000	Programmation et financements disponibles
Total					687 150 000 F CFA	

Tableau 6 : SECTEUR DE L'ELEVAGE, PECHE ET DES INDUSTRIES ANIMALES

Problème sectoriel : Faible production animale et halieutique

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer la production animale et halieutique	Présence de 29 fermes et étangs piscicoles viables et productifs d'ici 2020	-Rapports techniques de la DDMINEPIA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPIA et des partenaires du secteur
Objectifs spécifiques	Acquérir le matériel moderne de pêche et d'élevage	Les GICS disposent du matériel de pêche et d'élevage	-Rapports techniques de la DDMINEPIA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPIA et des partenaires du secteur
	Renforcer les capacités techniques et managériales des éleveurs et pisciculteurs	Procès verbaux et rapports de formation des éleveurs et pisciculteurs disponibles	-Rapports techniques de la DDMINEPIA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPIA et des partenaires du secteur
	Faciliter l'accès aux intrants d'élevage et de pisciculture	Disponibilité des intrants de qualité améliorés de pêche et d'élevage dans l'espace communal	-Rapports techniques de la DDMINEPIA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPIA et des partenaires du secteur
	Doter les structures en personnel d'encadrement et d'accompagnement	Notes d'affectation du personnel d'encadrement	-Rapports techniques de la DDMINEPIA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPIA et des partenaires du secteur
	Construire les structures d'encadrement et d'accompagnement	Procès verbaux de réalisation des travaux de construction des structures d'encadrement disponibles	-Rapports techniques de la DDMINEPIA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPIA et des partenaires du secteur
	Faciliter l'accès aux financements des GICS	Crédits et subventions octroyés aux OP		
Résultats attendus	R1 le matériel moderne de pêche et d'élevage est acquis	Fiches d'octroi du matériel de pêche et d'élevage aux GICS	-Rapports techniques de la DDMINEPIA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPIA et des partenaires du secteur
	R2 les capacités techniques et managériales des éleveurs et pisciculteurs sont renforcées	- Listes de présence et rapports de formation des GICS	-Rapports techniques de la DDMINEPIA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPIA et des partenaires du secteur
	R3 l'accès aux intrants d'élevage et de pisciculture est facilité	- Décharges des intrants d'élevage et de pisciculture par les GICS	-Rapports techniques de la DDMINEPIA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPIA et des partenaires du secteur
	R4 les structures sont dotées en personnel d'encadrement et d'accompagnement	Fiches de visite des fermes et étangs piscicoles par les encadreurs disponibles	-Rapports techniques de la DDMINEPIA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPIA et des partenaires du secteur
	R5 les structures d'encadrement et d'accompagnement sont construites	Procès verbaux de réalisation et de réception des travaux	-Rapports techniques de la DDMINEPIA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPIA et des partenaires du secteur
	R6 les GICS bénéficient des financements pour leurs activités	- Lignes de crédits et subventions	-Rapports techniques de la DDMINEPIA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPIA et des partenaires du secteur

Activités	Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
Pour R1 Identification et structuration des éleveurs en GIC et associations (29 GIC)	X	X	X	5 800 000	Programmation et financements disponibles
Identification et structuration des pêcheurs et aquaculteurs	X	X	X	5 800 000	Programmation et financements disponibles
Appui en matériel moderne de pêche aux associations des pêcheurs	X	X	X	2 000 000 X 29 Gics = 58 000 000	-Programmation et financements disponibles -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé à la pêche -Le développement du secteur maintient au moins le niveau de priorité actuel
Pour R2 : Renforcement des capacités des éleveurs sur les techniques modernes d'élevage des porcs et poulets	X	X	X	14 500 000	Programmation et financements disponibles
Renforcement des capacités des pêcheurs sur les techniques de conservation du poisson	X	X	X	14 500 000	Programmation et financements disponibles
Formation sur les techniques de construction d'un étang piscicole	X	X	X	14 500 000	Programmation et financements disponibles
Pour R3 : Appui en matériel animal aux éleveurs de porcs, de poulets et aux pisciculteurs	X	X	X	58 000 000 X 2 = 116 000 000	-Programmation et financements disponibles -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé à l'élevage -Le développement du secteur maintient au moins le niveau de priorité actuel
Pour R4 : Affectation de 10 cadres	X	X	X	Sans frais	Programmation et financements disponibles
Organisation de trois (03) campagnes de vaccination des porcs, petits ruminants et poulets traditionnels	X	X	X	1 000 000 X 3 X 3 = 9 000 000	Programmation et financements disponibles
Pour R5 : Construction et équipement de la DAEPIA, des CZCSV et CACP	X	X	X	40 000 000 x 3 = 120 000 000	Programmation et financements disponibles
Pour R6 : Appui à la construction de dix (10) étangs piscicoles	X	X	X	3 000 000 X 10 = 30 000 000	Programmation et financements disponibles
Total				388 100 000 F CFA	

Tableau 7 : SECTEUR FORETS ET FAUNE

Problème sectoriel : Dégradation des ressources forestières et fauniques

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Respecter la réglementation de l'exploitation des ressources forestières et fauniques	- Au moins 10 villages disposent de leurs forêts communautaires d'ici 2020 - La Commune dispose de sa forêt communale d'ici 2015			-Rapports techniques de la DDFOF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINFOF et des partenaires du secteur
Objectifs spécifiques	Assurer le renforcement des capacités des différents intervenants à travers la sensibilisation	Au moins 02 réunions de sensibilisation se tiennent chaque année			-Rapports techniques de la DDFOF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINFOF et des partenaires du secteur
	Assurer la création de la forêt communale, les forêts communautaires, la zone de chasse et la mise en œuvre des plans simples de gestion	01 forêt communale, 03 forêts communautaires et une zone de chasse créées d'ici 2020			Rapports techniques de la DDFOF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINFOF et des partenaires du secteur
	Renforcer l'encadrement des populations	Les postes forestiers sont pourvus en personnel d'encadrement			Rapports techniques de la DDFOF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINFOF et des partenaires du secteur
	Favoriser le respect des règles dans le domaine des forêts et faune	Les réunions de sensibilisation se tiennent de plus en plus			Rapports techniques de la DDFOF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINFOF et des partenaires du secteur
Résultats attendus	R1 les procédures de réservation des forêts communautaires et communale sont vulgarisées	Tous les cadres de la Commune, les conseillers municipaux, toutes les autorités traditionnelles maîtrisent les procédures de réservation des forêts d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDFOF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINFOF et des partenaires du secteur
	R2 la Commune diversifie les initiatives en matière de gestion forestière en collaboration avec les autorités compétentes	- Au moins une initiative est prise chaque année par la Commune			-Rapports techniques de la DDFOF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINFOF et des partenaires du secteur
	R3 la Commune intensifie la lutte contre le déboisement anarchique	- Au moins 1000 arbres sont plantés dans la Commune d'ici 2020 - Une pépinière d'arbres est créée			Rapports techniques de la DDFOF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINFOF et des partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Sensibilisation des magistrats municipaux sur les procédures de réservation de la forêt communale	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Sensibilisation des autorités administratives et suivi du dossier pour le classement de la forêt communale	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Sensibilisation des chefs traditionnels sur les procédures de réservation des forêts communautaires	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles

Organisation des campagnes de sensibilisation sur les textes en vigueur en matière d'exploitation des ressources forestières et fauniques	X	X	X	200 000 X 29 = 5 800 000	Programmation et financements disponibles
Pour R2 : Suivi des procédures de classement de la forêt communale	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
Suivi de la mise en œuvre des plans simples de gestion (PSG)	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
Construction et équipement du poste forestier de Ndjockloubé	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles
Équipement du poste forestier de Makondo	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
Affectation de 06 personnels aux postes forestiers de Makondo et Ndjockloubé et acquisition de 06 motos	X	X	X	6 000 000	Programmation et financements disponibles
Création et organisation d'un marché de vente de la viande de brousse	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
Création d'une zone communautaire de chasse	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
Création de 04 forêts communautaires (01 forêt pour 07 villages)	X	X	X	5 000 000 X 04 = 20 000 000	Programmation et financements disponibles
Création d'une forêt communale à Makondo	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
Sensibilisation des populations sur l'élevage des espèces non conventionnelles	X	X	X	200 000 X 28 villages = 5 600 000	Programmation et financements disponibles
Création et fonctionnement des comités de vigilance dans chaque village pour dénoncer la coupe illégale de bois et braconnage	X	X	X	50 000 X 29 villages = 1 450 000	-Programmation et financements disponibles -Les forces de l'ordre et le personnel forestier s'engagent à appliquer les mesures de contrôle de manière plus stricte
Pour R3 : Création d'une pépinière communale	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
Reboisement du centre urbain et régénération des espaces dégradés	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles
Total				208 850 000 F CFA	

Tableau 8 : SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Problème sectoriel : Difficultés à préserver l'environnement et les ressources naturelles

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer la gestion de l'environnement et protéger les ressources naturelles pour assurer un développement durable	La gestion et la protection de la nature sont améliorées d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDMINEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEP et des partenaires du secteur
Objectifs spécifiques	Assurer la propreté dans l'espace urbain et tous les villages	La propreté dans l'espace urbain et tous les villages est assurée d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDMINEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEP et des partenaires du secteur
	Assurer la protection de l'environnement et de la nature	La protection de l'environnement et de la nature est assurée d'ici 2020			Rapports techniques de la DDMINEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEP et des partenaires du secteur
Résultats attendus	R1 Les concepts sur la loi cadre et ses décrets d'application sont vulgarisés	Tous les cadres de la Commune, les conseillers municipaux, toutes les autorités traditionnelles maîtrisent les procédures de réservation des forêts d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDMINEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEP et des partenaires du secteur
	R2 Les initiatives en matière de gestion de l'environnement et de protection de la nature pour un développement durable sont diversifiées	- Au moins une initiative en matière de gestion de l'environnement et de protection de la nature est prise chaque année par la Commune			-Rapports techniques de la DDMINEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEP et des partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Mise sur pied de (29) comités de l'environnement	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Organisation de 10 réunions de sensibilisation des populations sur le tri des déchets et l'utilisation des bacs à ordures	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Organisation de 03 sessions de formation à l'intention des communautés sur les techniques de fabrication et d'utilisation des foyers améliorés.	X	X	X	9 000 000	Programmation et financements disponibles
	Elaboration du plan de gestion environnementale et social	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : Création d'une décharge communale contrôlée	X	X	X	160 000 000	Programmation et financements disponibles
	Installation de 10 bacs à ordures dans le centre urbain	X	X	X	2 500 000	Programmation et financements disponibles

Commenté [P2]: Partir des besoins

	Boisement des abords des routes et des édifices publics	X	X	X	36 000 000	Programmation et financements disponibles
	Création d'une forêt communale	x	x	x	12 500 000	Mairie et autres organismes internationaux
	Sensibilisation à la création des forêts communautaires	X	X	X	9 000 000	Les populations MINI-OF autres organismes internationaux
	Construction de 02 toilettes publiques	X	X	X	8 000 000	Programmation et financements disponibles
Total					257 000 000 CFA	

Tableau 9 : SECTEUR INDUSTRIES, MINES ET DEVELOPEMENT TECHNOLOGIQUE

Problème sectoriel : Faible exploitation du potentiel minier de la Commune

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Promouvoir l'exploitation du potentiel minier de la Commune	Le potentiel géologique de la Commune est suffisamment exploité d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDMIMDT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINIMDT et des partenaires du secteur
Objectif spécifique	Faire des mines un levier essentiel pour le développement de la Commune	La croissance de la Commune est nettement améliorée en 2020			-Rapports techniques de la DDMIMDT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINIMDT et des partenaires du secteur
Résultats attendus	R1 Les initiatives pour la promotion de l'exploitation du potentiel minier sont diversifiées dans la Commune	10 carrières de sables, pierres et laterite sont exploitées dans la Commune d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDMIMDT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINIMDT et des partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 Séminaire de sensibilisation des populations de la Commune sur l'exploitation du potentiel minier	X	X	X	1 000 000	Programmation et financements disponibles
	Prospection des ressources minières et géologiques	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Etablissement d'une carte communale des ressources minières	X	X	X	1 000 000	Programmation et financements disponibles
	Détermination et aménagement des sites propices à l'exploitation des produits des carrières	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Recherche des partenaires financiers ou des investisseurs pour le lancement effectif de l'exploitation des produits des carrières	X	X	X	5 000 000	-Programmation et financements disponibles -Politique sectorielle claire, y compris la responsabilité en matière d'exploitation des produits des carrières -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé dans l'exploitation des produits des carrières
Total					27 000 000 F CFA	

Commenté [P3]: Partir des besoins et enrichir

Tableau 10 : SECTEUR PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT

Problème sectoriel : Faible promotion des PME, Economie sociale et de l'artisanat

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer la promotion des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat	Plusieurs PME, GIE, GICs, unions ou fédérations de GICs sont opérationnels dans la Commune d'ici 2020 -Une Coopérative est créée dans la Commune d'ici 2015			-Rapports techniques de la DDMINPMEESA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPMEESA et des partenaires du secteur
Objectifs spécifiques	Améliorer/accroître l'activité économique dans la commune, le développement de la Commune	Plusieurs activités de développement sont menées au sein de la Commune d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDMINPMEESA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPMEESA et des partenaires du secteur
	Favoriser la migration des acteurs de l'économie sociale vers la création des PME	Au moins 03 PME sont créées dans la Commune d'ici 2020			Rapports techniques de la DDMINPMEESA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPMEESA et des partenaires du secteur
	Multiplier les opportunités d'emploi dans la Commune	Au moins 80% de la population active ont des emplois décents dans la Commune en 2020				
Résultats attendus	R1 La promotion du sous secteur artisanal est assurée	Au moins dix artisans sont prisés Chaque année			-Rapports techniques de la DDMINPMEESA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPMEESA et des partenaires du secteur
	R2 La migration des acteurs de l'économie sociale vers la création des PME est favorisée	Au moins 03 parcelles de terrain pour les PME sont aménagées par la Commune			-Rapports techniques de la DDMINPMEESA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPMEESA et des partenaires du secteur
	R3 Les opportunités d'emploi dans la Commune sont multipliées avec la promotion des PME	Au moins 100 emplois sont créés chaque année au sein des PME			-Rapports techniques de la DDMINPMEESA -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPMEESA et des partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Création et équipement d'un bureau de l'artisanat au sein de la Commune à Makondo	X	X	X	1 000 000	Programmation et financements disponibles
	Désignation d'un personnel chargé de l'animation dudit bureau	X	X	X	3 600 000	Programmation et financements disponibles
	Identification de l'existant dans le domaine de l'artisanat	X	X	X	1 000 000	Programmation et financements disponibles
	Organisation de dix (10) sessions de formation par domaine d'activité identifié	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Sensibilisation des populations sur les valeurs de développement par l'artisanat	X	X	X	1 000 000	Programmation et financements disponibles
	Organisation de trois (03) sessions de formation en montage des projets	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles

Commenté [P4]: Donner un nombre

Commenté [P5]: Revoir tous vos objectifs spécifiques suivant les indications données plus haut

Commenté [P6]: Vos objectifs spécifiques ne sont pas liés au résultat du diagnostic que vous avez fait ; établissez une cohérence entre ces objectifs et les besoins recensés sur le terrain

	Construction d'un site sécurisé pour exposition d'œuvres d'art	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Organisation d'un salon annuel de l'artisanat et appui aux artisans méritants	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : Fédération des Gics en coopératives ou en PME au sein de la Commune	X	X	X	1 000 000	Programmation et financements disponibles
	Appui à la mise en place de trois (03) coopératives ou PME à Makondo, Ebombe et Mandjap	X	X	X	10 000 000	-Programmation et financements disponibles -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé dans les coopératives ou PME
	Construction et équipement de trois (03) unités de transformation d'huile de palme à Makondo, Bitoutouck et Ikonde	X	X	X	236 400 000	-Programmation et financements disponibles -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé dans les unités de transformation d'huile de palme
	Organisation de trois (03) sessions de formation sur le montage des projets relatifs aux GICS	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R3 : renforcement des capacités de l'usine d'extraction d'huile de palme de Ndjockloumbe 1 (modernisation des infrastructures afin d'améliorer les prestations de l'usine	X	X	X	200 000 000	-Programmation et financements disponibles -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé dans l'usine d'extraction de l'huile de palme
	Création et équipement d'une menuiserie bois à Makondo	X	X	X	200 000 000	-Programmation et financements disponibles -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé dans la mise en place de la menuiserie
Total					684 000 000 F CFA	

Tableau 11 : SECTEUR COMMERCE

Problème sectoriel : Faible développement des activités commerciales

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Renforcer le développement des activités commerciales	Au moins 5 marchés périodiques sont construits et équipés d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDCOMMERCE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINCOMMERCE et des autres partenaires du secteur
Objectifs spécifiques	Faciliter la mise en place des infrastructures pour le développement des activités commerciales dans la Commune	Les infrastructures pour le développement des activités commerciales dans la Commune sont facilitées d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDCOMMERCE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINCOMMERCE et des autres partenaires du secteur
	Améliorer les revenus des producteurs	Au moins 80% des producteurs ont un revenu nettement amélioré d'ici 2020			Rapports techniques de la DDCOMMERCE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINCOMMERCE et des autres partenaires du secteur
Résultats attendus	R1 Les infrastructures pour le développement des activités commerciales dans la Commune sont mises en place	Au moins une initiative de réalisation est prise chaque année			-Rapports techniques de la DDCOMMERCE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINCOMMERCE et des autres partenaires du secteur
	R2 Les initiatives pour l'amélioration des revenus des producteurs sont multipliées dans la Commune	Au moins une initiative de réalisation est prise chaque année			-Rapports techniques de la DDCOMMERCE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINCOMMERCE et des autres partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Création, construction et équipement d'un hangar au marché de Ngwei 1	X	X	X	20 000 000	-Programmation et financements disponibles -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé dans la construction et le fonctionnement des marchés de la Commune
	Création et construction de 02 marchés périodiques (Song Ndong et Boomabong)	X	X	X	50 000 000	-Programmation et financements disponibles -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé dans la construction et le fonctionnement des marchés de la Commune
	Création et construction d'un écomat communal à Makondo	X	X	X	100 000 000	-Programmation et financements disponibles -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé dans la construction et le fonctionnement des marchés de la Commune
	Construction de 06 hangars de stockage des produits	X	X	X	120 000 000	Programmation et financements disponibles
	-Aménagement et réhabilitation de 04 hangars de marché (Ndjocklombe 1, Makondo, Mandjap, Solopa)	X	X	X	80 000 000	Programmation et financements disponibles
	Construction d'un marché communal sur l'axe lourd Edéa - Yaoundé PK 16	X	X	X	200 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : Organisation et animation des marchés périodiques (12) descentes par an	X	X	X	6 000 000	Programmation et financements disponibles
Organisation des ventes promotionnelles des produits de première nécessité	X	X	X	54 000 000	Programmation et financements disponibles	
Total					630 000 000 F CFA	

Tableau 12 : SECTEUR TOURISME ET LOISIRS

Problème sectoriel : Faible exploitation du potentiel touristique de la Commune

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Assurer le développement, la promotion et la mise en valeur du potentiel touristique	le potentiel touristique de la Commune est exploité d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDTOURISME -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTOUR et des partenaires du secteur
Objectifs spécifiques	Identifier, aménager et sécuriser les sites touristiques	Au moins 07 sites touristiques sont aménagés et sécurisés dans la Commune d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDTOURISME -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTOUR et des partenaires du secteur
	Construire les établissements d'hébergement et de restauration	-Au moins 02 établissements d'hébergement et de restauration sont construits dans la Commune d'ici 2020 -Plusieurs touristes fréquentent la Commune d'ici 2020			Rapports techniques de la DDTOURISME -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTOUR et des partenaires du secteur
	Mettre sur pied un système informationnel de promotion du tourisme	Les informations sont contenues dans le site Web de la Commune et sont accessibles			Rapports techniques de la DDTOURISME -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTOUR et des partenaires du secteur
Résultats attendus	R1 : Les sites touristiques sont identifiés, aménagés et sécurisés	Plusieurs touristes fréquentent la Commune d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDTOURISME -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTOUR et des partenaires du secteur
	R2 : Les établissements d'hébergement et de restauration sont construits et fonctionnels	Les établissements d'hébergement et de restauration sont construits et fonctionnels dans la Commune d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDTOURISME -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTOUR et des partenaires du secteur
	R3 : Un système informationnel de promotion du tourisme est mis sur pied	Les informations sont contenues dans le site Web de la Commune et sont accessibles d'ici 2015			-Rapports techniques de la DDTOURISME -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTOUR et des partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Elaboration du plan de développement touristique de la Commune	X	X	X	15 000 000	Programmation et financements disponibles
	Identification des sites touristiques de la Commune	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Amenagement de 07 sites touristiques à fort potentiel de développement	X	X	X	210 000 000	-Programmation et financements disponibles -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé dans le développement du tourisme au sein de la Commune
	Amenagement de 02 espaces verts de la Commune	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : Création, construction et équipement de l'office communal de tourisme	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles
	Construction et équipement d'un	X	X	X	100 000 000	-Programmation et financements disponibles

complexe touristique municipal (auberge, restaurant, salle de fête)						-Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé dans le développement du tourisme au sein de la Commune
Création et construction d'un espace aéré de loisir (jeux de société et autres divertissements)	X	X	X		90 000 000	Programmation et financements disponibles
Recrutement et formation de 03 guides touristiques	X	X	X		13 000 000	Programmation et financements disponibles
Pour R3 : Mise sur pied d'un système informationnel de promotion du tourisme (site web, carte touristique)	X	X	X		15 000 000	Programmation et financements disponibles
Total					513 000 000 F CFA	

Tableau 13 : SECTEUR RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS

Problème sectoriel : Difficultés d'accès aux produits de la Recherche

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès aux produits de la Recherche Scientifique	L'accès aux produits de la Recherche Scientifique est facilité d'ici 2020			-Rapports techniques MINRESI -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINRESI, des centres de recherches et des partenaires du secteur
Objectifs spécifiques	Organiser 10 séminaires de formation des producteurs agro pastoraux de tous les villages de la Commune à l'utilisation des résultats de la recherche d'ici 2020	Au moins 80% des producteurs agropastoraux reçoivent les formations sur les techniques d'utilisation des produits de la recherche			-Rapports techniques du MINRESI -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINRESI, des centres de recherches et des partenaires du secteur
	Distribuer les intrants agro pastoraux améliorés aux producteurs de la Commune d'ici 2020	Au moins 80% des producteurs agropastoraux reçoivent les intrants agropastoraux améliorés de la recherche			Rapports techniques du MINRESI -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	
Résultats attendus	R1 : 10 séminaires de formation des producteurs agro pastoraux de tous les villages de la Commune à l'utilisation des résultats de la recherche organisés d'ici 2020	Au moins 80% des producteurs agropastoraux maîtrisent les techniques d'utilisation des produits de la recherche			-Rapports techniques du MINRESI -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINRESI, des centres de recherches et des partenaires du secteur
	R2 : les intrants agro pastoraux améliorés distribués aux producteurs de la Commune d'ici 2020	Au moins 80% des producteurs agropastoraux utilisent les intrants agropastoraux améliorés à l'horizon 2020			Rapports techniques du MINRESI -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : -Organisation de 10 séminaires de formation à l'intention des producteurs agropastoraux de la Communes (29 villages)	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : -Distribution des intrants agropastoraux résultant de la recherche aux producteurs agropastoraux de la Commune (29 villages)	X	X	X	150 000 000	-Programmation et financements disponibles -Conditions climatiques favorables
Total					200 000 000 F CFA	

Tableau 14 : SECTEUR EAU ET ENERGIE (EAU)
Problème sectoriel : Difficultés d'accès à l'eau potable

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès à l'eau potable	L'eau potable est disponible dans toute la Commune d'ici 2020			-Rapports techniques du DDEE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEE, de la CAMWATER et des partenaires du secteur
Objectif spécifique	Réduire les cas de maladies hydriques par la construction des points d'eau potable	Les risques de maladies liées à la consommation de l'eau sont nettement réduits d'ici 2020			Rapports techniques du DDEE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEE, de la CAMWATER et des partenaires du secteur
Résultat attendu	R1 Les points d'eau potable sont multipliés et fonctionnels d'ici 2020	- Chaque village dispose d'au moins un point d'eau potable aménagé d'ici 2020			Rapports techniques du DDEE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEE, de la CAMWATER et des partenaires du secteur
Activité		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Réhabilitation de 18 puits et forages (Makondo 1, Makondo 2, Mandjap, Seppe, Njocoumbe 1, Bitoutouck, Solopa, Ngwei 1, Song Ndong, Ebombe)	X	X	X	Coût moyen de 3 500 000 X 18 = 63 000 000	Programmation et financements disponibles
	Réhabilitation de 04 projets AEP Scan Water Makondo, Mandjap, Dingombi et Mbandjock	X	X	X	160 000 000	Programmation et financements disponibles
	Extension du réseau AEP Scan Water sur 02 KM à raison de 500 m chacun	X	X	X	3 000 000 X 2 km = 6 000 000	Programmation et financements disponibles
	Bornes fontaines (04) avec raccordement	X	X	X	500 000 X 4 = 2 000 000	Programmation et financements disponibles
	Construction de 53 forages (tous les villages)	X	X	X	450 500 000	Programmation et financements disponibles
	Formation de 84 comités de gestion des eaux dans tous les villages	X	X	X	1 500 000 X 84 = 126 000 000	Programmation et financements disponibles
Total					807 500 000 F CFA	

Tableau 15 : SECTEUR EAU ET ENERGIE (ENERGIE)

Problème sectoriel : Faible couverture en énergie électrique dans la Commune

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer la couverture en énergie électrique dans la Commune	- Au moins 4/5 des ménages sont ravitaillés en énergie électrique d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDMINEE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEE, de l'ARSEL, AER et des partenaires du secteur
Objectifs spécifiques	Améliorer les conditions de vie des populations	Les conditions de vie des populations de la Commune sont nettement améliorées à l'horizon 2020			-Rapports techniques de la DDMINEE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEE, de l'ARSEL, AER et des partenaires du secteur
	Renforcer le développement des activités économiques	Les activités économiques sont renforcées dans la Commune à l'horizon 2020			Rapports techniques de la DDMINEE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEE, de l'ARSEL, AER et des partenaires du secteur
Résultats attendus	R1 : Le réseau électrique d' AES-SONEL est connecté, densifié et stabilisé dans tout l'espace de la Commune d'ici 2020	- Au moins 4/5 de l'espace de la Commune est connecté au réseau AES-SONEL d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDMINEE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEE, de l'ARSEL, AER et des partenaires du secteur
	R2 : Le développement des activités économiques est renforcé d'ici 2020	- Au moins 10 PME sont installés dans la Commune d'ici 2020 - Les activités économiques sont visibles dans la Communes d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDMINEE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEE, de l'ARSEL, AER et des partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Raccordement, densification et stabilisation du réseau AES SONEL dans la Commune au niveau des 29 villages	X	X	X	Coût moyen de 30 000 000 X 29 = 870 000 000	Programmation et financements disponibles
	Mise en place des énergies renouvelables dans les zones réalisées de MT/BT (20)	X	X	X	Coût moyen de 25 000 000 X 20 = 500 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : Construction d'une station service à Log Bamal avec boutique, poste de vidange, bureaux et toilettes	X	X	X	150 000 000	-Programmation et financements disponibles -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé dans la construction de cette station au sein de la Commune
	Acquisition de deux (02) camions citernes de 10 000 l chacun	X	X	X	100 000 000	Programmation et financements disponibles
Total					1 620 000 000 F CFA	

Tableau 16 : SECTEUR TRAVAUX PUBLICS

Problème sectoriel : Dégradation avancée du réseau routier

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Réhabiliter le réseau routier existant	L'ensemble du réseau routier de la Commune est accessible d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDMINTP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTP et des autres partenaires du secteur
Objectif spécifique	Faciliter la mobilité des personnes et l'écoulement des produits de toute nature dans l'espace Communal	- Le Coût de transport est réduit de 60% dans la Commune à l'horizon 2020			-Rapports techniques de la DDMINTP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTP et des autres partenaires du secteur
		Les biens de première nécessité sont disponibles dans tous les villages à l'horizon 2020			Rapports techniques de la DDMINTP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTP et des autres partenaires du secteur
Résultats attendus	R1 l'entretien des routes est renforcé	Au moins 100 km de route sont entretenus chaque année			-Rapports techniques de la DDMINTP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTP et des autres partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Construction de 6 ponts : -Pomlep, Tim, Mbanjock, Pomlep, Ndelep, Songoi	X	X	X	240 000 000	-Programmation et financements disponibles -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé dans l'entretien routier de la Commune -Les normes de qualité pour les routes secondaires sont définies -La police de circulation routière s'engage à appliquer les mesures de contrôle de manière plus stricte -Politique sectorielle claire, y compris la responsabilité en matière d'entretien routier
	Bitumage de la route axe lourd-Makondo ville (12 km)	X	X	X	1 200 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pose de 11 passages de buses dont : Diamètre 1000 (06) Diamètre 800 (05) -Etouha-Mandjap (01) -Mandjap-Dingombi (03) -Mandjap-Mayamba (04) -Mayamba-SAR/SM (03)	X X	X X	X X	9 450 000 6 825 000	Programmation et financements disponibles

	Reouverture de 60 km de route (Mapan- Etouha-Njockloumbe-Kéllé)	X	X	X	360 000 000	-Programmation et financements disponibles -Le développement du secteur routier maintient au moins le niveau de priorité actuel
	Entretien de 33 km de route (Makondo, -Bitoutouck-Njockloumbe)	X	X	X	66 000 000	Programmation et financements disponibles
	Réhabilitation de 180 km de routes : -Ngwei 1-Mapoubi-Mandjap-Dingombi (70 km) -Régional N° 3-Song Mbog-Ikondè (29 km) -Etouha-Mandjap (6 km) -Makek-Mapan (7 km) -Mapan-Mandjap (6 km) -Makek-Mandjap (6 km) -Leplikung-Dingombi (8 km) -Leplikung-Okot (6 km) -Bretelle axe lourd-Song Ndong km 16 en venant d'Edéa (15 km) -Makek-Solopa-par Pouth-Koo (5 km) -Nlon Matjel-Mbamble (7 km) -Ndjockloumbe-Kéllé (10 km) -Makai-Pouth- Koo (5 km)	X	X	X	540 000 000	-Programmation et financements disponibles -Le développement du secteur routier maintient au moins le niveau de priorité actuel
Total					2 422 275 000 F CFA	

Tableau 17: SECTEUR TRANSPORT

Problème sectoriel : Faible développement des services de transport

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Renforcer le développement des services de transport	Les services de transport sont améliorés dans la Commune d'ici 2020			-Rapports techniques de la DD TRANSPORT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTRANSPORT, des syndicats de transporteurs et autres opérateurs de transport
Objectif spécifique	Faciliter la mobilité des personnes et l'écoulement des produits de toute nature dans l'espace de la commune	- Le Coût du transport est réduit de 60% dans la Commune à l'horizon 2020			-Rapports techniques de la DD TRANSPORT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTRANSPORT, des syndicats de transporteurs et autres opérateurs de transport
		Les biens de première nécessité sont disponibles dans tous les villages à l'horizon 2020			Rapports techniques de la DD TRANSPORT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTRANSPORT, des syndicats de transporteurs et autres opérateurs de transport
Résultats attendus	R1 Les initiatives pour le renforcement du développement des services de transport sont diversifiées	-Au moins deux agences de voyages sont opérationnelles d'ici 2020 -Au moins 10 véhicules assurent le transport des marchandises dans la Commune d'ici 2020			-Rapports techniques de la DD TRANSPORT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTRANSPORT, des syndicats de transporteurs et autres opérateurs de transport
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Construction d'une (01) gare routière (personnes et marchandises)	X	X	X	30 000 000	-Programmation et financements disponibles -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé dans le développement des activités de transport au sein de la Commune
	Appui à la promotion de deux agences de voyage	X	X	X	10 000 000	-Programmation et financements disponibles -Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé dans le développement des activités de transport au sein de la Commune
	Construction d'un parking pour poids lourd	X	X	X	20 000 000	Programmation et financements disponibles
	Organisation de 02 sessions de renforcement de capacités des transporteurs	X	X	X	1 000 000	Programmation et financements disponibles
	Amener les motos taximen à s'organiser en syndicat	X	X	X	2 000 000	
Total					63 000 000 F CFA	

Tableau 18 : SECTEUR POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Problème sectoriel : Difficultés d'accès au réseau téléphonique, aux TIC et aux services postaux

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès au réseau téléphonique, aux TIC et services postaux	Le réseau téléphonique, les TIC et les services postaux sont fonctionnels dans la Commune d'ici 2020			-Rapports techniques des postes et télécommunications et de l'ART -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPOSTEL, de l'ART et des opérateurs de téléphonie
Objectifs spécifiques	Faciliter la communication téléphonique à l'intérieur et à l'extérieur de la Commune	Au moins 80% des populations vivant dans la Commune peuvent communiquer par le téléphone à l'horizon 2020			- Rapports techniques des postes et télécommunications et de l'ART -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie Implication du MINPOSTEL, de l'ART et des opérateurs de téléphonie
	Faciliter la communication par internet à partir de la Commune	Au moins 100 téléboutiques sont opérationnelles dans la Commune d'ici 2015			Rapports techniques des postes et télécommunications et de l'ART -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPOSTEL, de l'ART et des opérateurs de téléphonie
	Faciliter l'expédition des courriers et colis postaux et les transferts d'argent	l'expédition des courriers et colis postaux et les transferts d'argent sont possibles			Rapports techniques des postes et télécommunications et de l'ART -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPOSTEL, de l'ART et des opérateurs de téléphonie
Résultats attendus	R1 : l'accès aux TIC est possible dans l'espace de la Commune	Au moins une initiative est prise chaque année			- Rapports techniques des postes et télécommunications et de l'ART -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPOSTEL, de l'ART et des opérateurs de téléphonie
	R2 : la communication téléphonique est disponible dans	Au moins une initiative est prise chaque année			- Rapports techniques des postes et télécommunications et de l'ART -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPOSTEL, de l'ART et des opérateurs de téléphonie
	R3 : Le bureau de poste est fonctionnel dans la Commune	Au moins une initiative est prise chaque année			- Rapports techniques des postes et télécommunications et de l'ART -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPOSTEL, de l'ART et des opérateurs de téléphonie
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Création, Construction et équipement de deux (02) centres multi média à Makondo et à Ebombé	X	X	X	100 000 000	Programmation et financements disponibles Implication de la Mairie, du MINPOSTEL, de l'ART et des opérateurs de téléphonie
	Recrutement, formation et prise en charge du personnel recruté dans les deux centres multi média	X	X	X	60 000 000	Programmation et financements disponibles Implication de la Mairie, du MINPOSTEL, de l'ART et des opérateurs de téléphonie
	Pour R2 : Lobbying auprès des opérateurs de téléphonie mobile	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles Implication de la Mairie, du MINPOSTEL, de l'ART et des opérateurs de téléphonie
	Pour R3 : Création, construction et équipement d'un bureau de poste à Makondo	X	X	X	30 000 000	Programmation et financements disponibles Implication de la Mairie, du MINPOSTEL, de l'ART et des opérateurs de téléphonie
	Affectation du personnel au bureau de poste (10)	X	X	X	500 000	Programmation et financements disponibles Implication de la Mairie, du MINPOSTEL, de l'ART et des opérateurs de téléphonie
Total					195 500 000 F CFA	

Tableau 19: SECTEUR COMMUNICATION

Problème sectoriel : Difficultés d'accès à l'information radio, télévision et presse

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès des populations à l'information Radio, télévision et presse	Au moins 80% des populations de la Commune ont accès à l'information d'au moins un type de média d'ici 2020			-Rapports du sectoriel -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la mairie ; Implication du MINCOM et autres partenaires du secteur
Objectif spécifique	Informar les populations sur l'actualité locale, nationale et étrangère	Au moins 80% des populations sont informées régulièrement sur l'actualité locale, nationale et étrangère à l'horizon 2020			--Rapports du sectoriel -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la mairie ; Implication du MINCOM et autres partenaires du secteur
Résultat attendu	R1 Les initiatives pour faciliter l'accès des populations à l'information radio, télévision et presse sont diversifiées	Au moins une initiative est prise chaque année			-Rapports du sectoriel -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la mairie ; Implication du MINCOM et autres partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Installation d'un pylône radio/TV	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles Implication de l'Etat
	Intervention de l'Exécutif communal dans les médias	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles Implication de la mairie
	Création, construction et équipement d'un bâtiment abritant la radio communautaire	X	X	X	60 000 000	Programmation et financements disponibles Implication de la mairie
	Prise en charge et formation du personnel recruté à la Radio communautaire	X	X	X	25 000 000	Programmation et financements disponibles Implication de la mairie
	Publication d'un bulletin d'information communal	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles Implication de la mairie
	Création et hébergement d'un site internet à la Commune	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles Implication de la mairie
	Appui à la construction d'un kiosque à journaux au centre urbain	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles Implication de la mairie
Total					165 000 000 F CFA	

Tableau 20 : SECTEUR HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN

Problème sectoriel : Faible développement de l'espace urbain

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Renforcer le développement de l'espace urbain de Ngwei	Makondo présente les caractéristiques d'une ville moyenne d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDMINH DU -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINH DU et des autres partenaires du secteur
Objectifs spécifiques	Améliorer les conditions de vie des populations dans l'espace urbain par le lotissement	Les conditions de vie des populations sont nettement améliorées dans l'espace urbain à l'horizon 2020			- Rapports techniques de la DDMINH DU -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINH DU et des autres partenaires du secteur
	Faire de la ville de Makondo un pôle de développement des activités économiques de la Commune	La ville de Makondo connaît un essor de développement économique à l'horizon 2020			Rapports techniques de la DDMINH DU -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINH DU et des autres partenaires du secteur
	Promouvoir l'habitat social	La ville de Makondo dispose d'un habitat social acceptable d'ici 2020			Rapports techniques de la DDMINH DU -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINH DU et des autres partenaires du secteur
Résultats attendus	R1 L'occupation du sol est maîtrisée	Tout l'espace urbain est reparti en parcelles d'ici 2020			- Rapports techniques de la DDMINH DU -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINH DU et des autres partenaires du secteur
	R2 Le développement des infrastructures urbaines est renforcé	L'essentiel des infrastructures urbaines est disponible d'ici 2020			Rapports techniques de la DDMINH DU -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINH DU et des autres partenaires du secteur
	R3 L'habitat social est promu d'ici 2020	Au moins 02 cadres d'appui sont recrutés par la Commune et formés dans le secteur			Rapports techniques de la DDMINH DU -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Planification urbaine par : -Elaboration du plan d'urbanisation sommaire de la ville	X	X	X	20 000 000	Programmation et financements disponibles
	-Délimitation du périmètre du centre urbain	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	-Création des lotissements communaux viabilisés (30 ha)	X	X	X	300 000 000	Programmation et financements disponibles -Conditions climatiques favorables

	Encouragement de la création des lotissements privés (subvention de viabilisation)	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Aménagement de la zone de recasement des populations (5 ha)	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : Voiries urbaines et assainissement par : Bitumage (revêtement à enduit superficiel bicouche) au chef lieu 12 km (3x4) à partir du CSI	X	X	X	1 200 000 000	Programmation et financements disponibles
	Rehabilitation et entretien des routes en terre au chef lieu (10 km)	X	X	X	35 000 000	Programmation et financements disponibles
	Assainissement au chef lieu	X	X	X	65 000 000	Programmation et financements disponibles
	L'hygiène et salubrité par : Aménagement d'une décharge avec traitement	X	X	X	150 000 000	Programmation et financements disponibles
	Aménagement d'un cimetière municipal	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Contrat de ramassage des ordures (1200 passages)	X	X	X	22 272 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R3 : Promotion de l'habitat social par : Organisation d'un atelier d'auto construction en matériaux locaux (terre)	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Equipement de la Commune en presse à brique de terre moderne	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Construction de 10 logements sociaux	X	X	X	120 000 000	-Programmation et financements disponibles --Les retours sur le capital investi sont suffisants pour garantir l'implication du secteur privé dans la construction des logements sociaux au sein de la Commune
	Gouvernance urbaine locale par : Organisation de la campagne de sensibilisation, d'information et de formation aux règles générales d'urbanisme	X	X	X	2 000 000	Programmation et financements disponibles
	Vulgarisation de la loi et du guide de référence sur l'urbanisme	X	X	X	2 000 000	Programmation et financements disponibles
	Fonctionnement des commissions de planification opérationnelles	X	X	X	2 000 000	Programmation et financements disponibles
Total					1 953 272 000 F CFA	

Tableau 21: SECTEUR DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES

Problème sectoriel : Faible développement de la propriété foncière dans la Commune

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Renforcer le développement de la propriété foncière dans la Commune	Au moins 70% des familles sont propriétaires des titres fonciers de leurs terrains d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDMINDCAF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINDCAF et des autres partenaires
Objectifs spécifiques	Securiser le domaine foncier de la ville de Makondo	Tout le domaine foncier de l'espace urbain est sécurisé à l'horizon 2020			- Rapports techniques de la DDMINDCAF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINDCAF et des autres partenaires
	Reduire les cas de litiges fonciers au niveau des familles	Les cas de litiges sont nettement réduits à l'horizon 2020			Rapports techniques de la DDMINDCAF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINDCAF et des autres partenaires
Résultats attendus	R1 Le domaine foncier de la ville sécurisé	Tous les propriétaires des terres maîtrisent les procédures d'obtention des titres fonciers d'ici 2020			- Rapports techniques de la DDMINDCAF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINDCAF et des autres partenaires
	R2 la Commune est titulaire de son domaine foncier	Le périmètre urbain est délimité d'ici 2020			Rapports techniques de la DDMINDCAF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINDCAF et des autres partenaires
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Sensibilisation des populations sur les procédures d'obtention des titres fonciers	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : Elaboration du plan cadastral de la ville de Makondo	X	X	X	45 000 000	Programmation et financements disponibles
	Creation des reserves foncieries (superficie de 2000 ha) dans la commune de Ngwei	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Création d'un lotissement communal (études cadastrales et frais de descente des commissions) sur 30 ha				7 000 000	Programmation et financements disponibles
Total					67 000 000 F CFA	

Tableau 22 : SECTEUR SANTE PUBLIQUE
Problème sectoriel : Difficultés d'accès à une santé de qualité

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité	Au moins 80% de la population accèdent facilement aux soins de santé de qualité dans la Commune d'ici 2020			-Rapports techniques du District de santé d'Edéa -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINSANTE et des partenaires du secteur
Objectifs spécifiques	Assurer une meilleure prise en charge des malades	Les cas d'évacuation sanitaires sont nettement réduits dans la Commune à l'horizon 2020			Rapports techniques du District de santé d'Edéa -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINSANTE et des partenaires du secteur
	Renforcer la prévention contre les maladies endémiques	Au moins 85% des enfants et des femmes sont vaccinés contre les maladies endémiques à l'horizon 2020			Rapports techniques du District de santé d'Edéa -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINSANTE et des partenaires du secteur
Résultats attendus	R1 les formations sanitaires sont en nombre suffisant	- Au moins 09 formations sanitaires sont fonctionnelles dans la Commune d'ici 2020			Rapports techniques du District de santé d'Edéa -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINSANTE et des partenaires du secteur
	R2 les formations sanitaires sont mieux équipées	- Toutes les formations sanitaires fonctionnelles sont mieux équipées d'ici 2020			Rapports techniques du District de santé d'Edéa -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINSANTE et des partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Construction et équipement du CMA de Makondo	X	X	X	220 000 000	-Programmation et financements disponibles -Conditions climatiques favorables
	Construction du logement d'astreinte du Médecin Chef à Makondo	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles
	Construction de 02 logements du personnel paramédical du CMA	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles

Construction et équipement de 03 CSI (Mandjab, Ngwei 1 et Ndjockloumbe 1	X	X	X		210 000 000	Programmation et financements disponibles
Construction de 06 logements d'astreinte dans les CSI de Ngwei 1, Mandjap, ndjockloumbe, Solopa, Song Ndong, Makondo	X	X	X		150 000 000	Programmation et financements disponibles
Construction d'un bloc opératoire et d'une maternité moderne au CSI de Makondo	X	X	X		200 000 000	Programmation et financements disponibles
Réhabilitation de 03 bâtiments au CSI de Makondo	X	X	X		45 000 000	Programmation et financements disponibles
Construction de 09 blocs latrines dans les CSI de Ngwei 1, Mandjap, ndjockloumbe, Solopa, Song Ndong, Makondo, Mbambla –May amba, Ebombe et Dingombi	X	X	X		31 500 000	Programmation et financements disponibles
Construction de 09 forages dans les CSI de Ngwei 1, Mandjap, ndjockloumbe, Solopa, Song Ndong, Makondo, Mbambla – May amba, Ebombe et Dingombi	X	X	X		76 500 000	Programmation et financements disponibles
Construction de 09 fosses pour traitement des déchets dans les CSI de Ngwei 1, Mandjap, ndjockloumbe, Solopa, Song Ndong, Makondo, Mbambla – May amba, Ebombe et Dingombi	X	X	X		22 500 000	Programmation et financements disponibles
Construction de 09 clôtures dans les CSI de Ngwei 1, Mandjap, ndjockloumbe, Solopa, Song Ndong, Makondo, Mbambla – May amba, Ebombe et Dingombi	X	X	X		225 000 000	Programmation et financements disponibles
Construction d'une morgue au CMA de Makondo	X	X	X		30 000 000	Programmation et financements disponibles
Pour R2 : Acquisition de 09 groupes électrogènes dans les CSI de Ngwei 1, Mandjap, ndjockloumbe, Solopa, Song Ndong, Makondo, Mbambla – May amba, Ebombe et Dingombi	X	X	X		18 000 000	Programmation et financements disponibles
Acquisition de 09 ordinateurs dans les CSI de Ngwei 1, Mandjap, ndjockloumbe, Solopa,	X	X	X		22 500 000	Programmation et financements disponibles

	Song Ndong, Makondo , Mbamble –Mayamba, Ebombe et Dingombi					
	Acquisition d'une ambulance médicalisée au CMA de Makondo	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de 09 motos Yamaha AG 100 (tout terrain) pour les 09 CSI	X	X	X	31 500 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition d'un véhicule pick up 4 X 4 pour le CMA de Makondo	X	X	X	25 000 000	Programmation et financements disponibles
	Equipement de la morgue du CMA de Makondo	X	X	X	45 000 000	Programmation et financements disponibles
	Equipement du bloc opératoire du CMA de Makondo	X	X	X	100 000 000	Programmation et financements disponibles
	Approvisionnement en médicaments essentiels, consommables médicaux, colorants et matériel de laboratoire des 09 CSI et le CMA	X	X	X	230 000 000	Programmation et financements disponibles
	Plaidoyer pour l'affectation du personnel médical qualifié dans toutes les formations sanitaires (01 médecin, 15 IDE, 20 IB, 30 AS)	X	X	X	3 000 000	Programmation et financements disponibles
	Formation de 50 secouristes au sein de la Commune	X	X	X	1 000 000	Programmation et financements disponibles
Total					1 836 500 000 F CFA	

Tableau 23 : SECTEUR DE L'EDUCATION DE BASE

Problème sectoriel : Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès à l'éducation de base de qualité	-Le nombre d'enfants scolarisés est en nette et progressive augmentation -Le nombre d'enfants scolarisés de moins de 05 ans est en nette et progressive augmentation -Le taux de déperdition scolaire est en nette et progressive réduction			-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	--Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEDUB et des partenaires du secteur
Objectifs spécifiques	Limitier les cas de déperditions scolaires	-Le nombre d'enfants scolarisés est accru de 30% sur 05 ans -Le nombre d'enfants scolarisés de moins de 05 ans est accru de 60% sur 05 ans -Les écoles de l'espace communal ne comptent aucune classe jumelée			-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	--Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEDUB et des partenaires du secteur
	Assurer la réussite scolaire des enfants	-Au moins 90% des postes d'enseignants sont occupés par des instituteurs professionnels -Toutes les écoles disposent chaque année de matériel didactique suffisant			-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	--Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEDUB et des partenaires du secteur
Résultats attendus	R1 Les infrastructures sont en nombre suffisant	-09 écoles maternelles sont opérationnelles -08 écoles primaires supplémentaires sont opérationnelles -38 salles de classe supplémentaires sont construites et équipées			-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	--Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEDUB et des partenaires du secteur
	R2 La qualité et la quantité de l'équipement sont améliorées ainsi que celles des enseignants	-196 tables bancs supplémentaires sont installées dans les écoles -Toutes les écoles sont dotées de latrines et de points d'eau modernes -Au moins 100 instituteurs professionnels supplémentaires font partie du personnel enseignant permanent des écoles primaires et maternelles			-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	--Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEDUB et des partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Construction de 21 salles de classe	X	X	X	8000 000 F x 21 écoles = 168 000 000 F CFA	Programmation et financements disponibles
	Réhabilitation de 10 salles de classe	X	X	X	2 000 000 F x 10 salles = 20 000 000 F CFA	Programmation et financements disponibles
	Construction de 08 forages	X	X	X	8500 000 F x 08 = 68 000 000 F CFA	Programmation et financements disponibles
	Construction de 25 blocs de latrines	X	X	X	3 500 000 x 25 = 87 500 000 F CFA	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de 25 bacs à ordures	X	X	X	20 000 F x 25 = 500 000 F CFA	Programmation et financements disponibles
	Reboisement de 25 écoles	X	X	X	1 000 000 x 25 = 25 000 000 FCFA	Programmation et financements disponibles
	Construction de 25 clôtures	X	X	X	10 000 000 F x 25 = 250 000 000 F CFA	Programmation et financements disponibles
	Construction de 25 logements pour enseignants	X	X	X	25 000 000 F x 25 = 625 000 000 F CFA	Programmation et financements disponibles
	Construction de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base	X	X	X	50 000 000 FCFA	Programmation et financements disponibles
	Plafondier pour la création 13	X	X	X	500 000	Programmation et financements disponibles

	écoles maternelles et primaires					
	Pour R2 :					
	Acquisition de 150 tables bancs	X	X	X	40 000 x150 = 6 000 000	Programmation et financements disponibles
	Equipement des écoles en ordinateurs (25)	X	X	X	2 500 000 x 25 = 62 500 000	Programmation et financements disponibles
	Recrutement et affectation de 23 enseignants	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Création de 10 aires de jeux	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
Total					1 378 000 000 F CFA	

Tableau 24 : SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Problème sectoriel : Difficulté d'accès aux enseignements secondaires de qualité

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès aux enseignements secondaires de qualité	-Le nombre d'enfants scolarisés est en nette et progressive augmentation -Le taux de déperdition scolaire est en nette et progressive réduction -Le taux de réussite est en nette et progressive augmentation			-Rapports techniques de la DDESEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINESEC et des partenaires du secteur
Objectifs spécifiques	Limitier les cas de déperditions scolaires	-Le nombre d'enfants scolarisés est accru de 30% sur 05 ans -Le nombre d'enfants scolarisés de moins de 05 ans est accru de 60% sur 05 ans -Les établissements de l'espace communal ne comptent aucune classe jumelée			-Rapports techniques de la DDESEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINESEC et des partenaires du secteur
	Assurer la réussite scolaire des enfants	-Au moins 90% des postes d'enseignants sont occupés par des enseignants professionnels -Tous les établissements disposent chaque année de matériel didactique suffisant			-Rapports techniques de la DDESEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINESEC et des partenaires du secteur
Résultats attendus	R1 les infrastructures sont en nombre suffisant	-les établissements secondaires sont opérationnels -01 établissement secondaire supplémentaire est opérationnel -22 salles de classe supplémentaires sont construites et équipées			-Rapports techniques de la DDESEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINESEC et des partenaires du secteur
	R2 la qualité et la quantité de l'équipement sont améliorées ainsi que celles des enseignants	-500 tables bancs supplémentaires sont installées dans les établissements -Tous les établissements sont dotés de latrines et de points d'eau modernes -Tous les établissements disposent chaque année de matériel didactique suffisant -Au moins 50 enseignants professionnels supplémentaires font partie du personnel enseignant permanent des établissements secondaires			-Rapports techniques de la DDESEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINESEC et des partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Construction de 18 salles de classe	X	X	X	9 000 000 F x 18 = 162 000 000 F CFA	Programmation et financements disponibles
	Construction de 05 forages	X	X	X	8 500 000 F x 05 = 42 500 000 F CFA	Programmation et financements disponibles
	Construction de 05 blocs de latrines	X	X	X	7 500 000 x 05= 37 500 000 F CFA	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de 05 bacs à ordures	X	X	X	20 000 F x 05 = 100 000 F CFA	Programmation et financements disponibles
	Reboisement de 05 établissements	X	X	X	1 000 000 x 05 = 5 000 000 FCFA	Programmation et financements disponibles
	Construction de 05 clôtures	X	X	X	10 000 000 F x 05 = 50 000 000 F CFA	Programmation et financements disponibles

	Construction de 04 blocs pour enseignants	X	X	X	27 000 000 F x 04 = 108 000 000 F CFA	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : Acquisition de 500 tables bancs	X	X	X	30 000 x 500 = 15 000 000	Programmation et financements disponibles
	Equipement des établissements en ordinateurs en ordinateurs (50)	X	X	X	2 500 000 x 50 = 125 000 000	Programmation et financements disponibles
	Recrutement de 50 enseignants	X	X	X	60 000 000	Programmation et financements disponibles
Total					605 100 000 F CFA	

Tableau 25 : SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Problème sectoriel : Difficultés d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle	Au moins 60% des jeunes actifs peuvent accéder à une formation professionnelle dans la Commune d'ici 2020			-Rapports techniques de la DDMINFOP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINFOP et des partenaires du secteur
Objectif spécifique	Reussir l'insertion socioprofessionnelle des jeunes	Au moins 50% des jeunes réussissent leur insertion socioprofessionnelle à l'horizon 2020			- Rapports techniques de la DDMINFOP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINFOP et des partenaires du secteur
Résultat attendu	R1 Les structures de formation professionnelle sont fonctionnelles	Au moins les 03 SAR/SM et un centre de formation professionnelle sont fonctionnels dans la Commune d'ici 2020			- Rapports techniques de la DDMINFOP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINFOP et des partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Acquisition de 05 ateliers pour les 03 SAR/SM à Makondo, Mapoubi et Dingombi (maçonnerie, mécanique auto, chaudronnerie, plomberie sanitaire, froid - climatisation)	X	X	X	32 000 000 X 5 X 3 = 480 000 000	Programmation et financements disponibles
	Construction de 06 salles de classe pour les 03 SAR/SM à Makondo, Mapoubi et Dingombi	X	X	X	8 000 000 X 6 = 48 000 000	Programmation et financements disponibles
	Construction de 03 blocs latrines pour les 03 SAR/SM à Makondo, Mapoubi et Dingombi	X	X	X	3 600 000 X 3 = 10 800 000	Programmation et financements disponibles
	Construction de 03 forages pour les 03 SAR/SM	X	X	X	8 500 000 X 3 = 25 500 000	Programmation et financements disponibles
	Branchement au réseau AES/Sonel pour les 03 formations	X	X	X	25 000 000 X 3 = 75 000 000	Programmation et financements disponibles
	Remise à jour des machines de menuiserie pour les 03 SAR/SM	X	X	X	18 000 000 X 3 = 54 000 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de 03 Kits matériel menuiserie pour les 03 SAR/SM	X	X	X	1 500 000 X 3 = 4 500 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de 03 Kits matériel électricité pour les 03 SAR/SM	X	X	X	2 800 000 X 3 = 8 400 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de 03 Kits matériel plomberie sanitaire pour les 03 SAR/SM	X	X	X	2 500 000 X 3 = 7 500 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de 03 Kits froid et climatisation pour les 03 SAR/SM	X	X	X	4 500 000 X 3 = 13 500 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de Kits chaudronnerie pour les 03 SAR/SM	X	X	X	6 000 000 X 3 = 18 000 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de 03 Cintreuse pour les 03 SAR/SM	X	X	X	7 000 000 X 3 = 21 000 000	Programmation et financements disponibles

	Acquisition de 06 postes a soudure pour les 03 SAR/SM	X	X	X	450 000 X 6 = 2 700 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de 06 bouteilles oxy acetyle pour les 03 SAR/SM	X	X	X	90 000 X 6 = 540 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de 03 bancs d'essai pour les 03 SAR/SM	X	X	X	2 400 000 X 3 = 7 200 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de 06 moteurs essence pour les 03 SAR/SM	X	X	X	800 000 X 6 = 4 800 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de 06 moteurs diesel pour les 03 SAR/SM	X	X	X	800 000 X 6 = 4 800 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de 03 kits materiel divers pour les 03 SAR/SM	X	X	X	3 500 000 X 3 = 7 500 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de 300 tables bancs pour les 03 SAR/SM	X	X	X	30 000 X 300 = 9 000 000	Programmation et financements disponibles
	Recrutement des enseignants qualifiés(21) pour les 03 formations	X	X	X	45 000 000	Programmation et financements disponibles
Total					847 740 000 F CFA	

Tableau 26: SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Problème sectoriel : Faible assistance aux étudiants et aux jeunes diplômés originaires de la Commune

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Renforcer l'assistance aux étudiants et jeunes diplômés ressortissants de la Commune	Chaque année, au moins 80% des étudiants et diplômés recensés sont appuyés par la Commune			-Rapports techniques de la commune et du MINESUP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINESUP
Objectifs spécifiques	Accroître le taux de réussite académique des étudiants ressortissants de la Commune	Chaque année, au moins 70% des étudiants ressortissants de la Commune obtiennent leurs diplômes			- Rapports techniques de la Commune et du MINESUP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINESUP
	Assurer l'insertion professionnelle des jeunes diplômés ressortissants de la Commune	Chaque année, au moins 50% des jeunes diplômés ressortissants de la Commune trouvent des emplois ou sont admis dans les écoles de formation			Rapports techniques de la Commune et du MINESUP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINESUP
Résultats attendus	R1 : Les initiatives pour renforcer l'assistance aux étudiants et jeunes diplômés sont diversifiées	Chaque année, au moins une initiative est prise par la Commune pour assister les étudiants et les jeunes diplômés			Rapports techniques de la Commune et du MINESUP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINESUP
	R2 : Les initiatives pour assurer l'insertion professionnelle des jeunes diplômés sont diversifiées	Chaque année, au moins une initiative est prise par la Commune pour assurer l'insertion professionnelle des jeunes diplômés			Rapports techniques de la Commune et du MINESUP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINESUP
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Appui à la promotion de l'excellence	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : Appui à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Organisation des stages de vacance en faveur des étudiants	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
Total					25 000 000 F CFA	

Tableau 27 : SECTEUR DE LA JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE

Problème sectoriel : Faible encadrement des jeunes

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer l'encadrement des jeunes	Au moins 80% des jeunes recensés dans la Commune sont encadrés d'ici 2020			-Rapports techniques du MINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINJEC et autres partenaires du secteur
Objectifs spécifiques	Assurer l'éducation à la citoyenneté des jeunes	Tous les jeunes dans la Commune ont une éducation citoyenne de qualité à l'horizon 2020			- Rapports techniques du MINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINJEC et autres partenaires du secteur
	Faciliter l'insertion socioéconomique des jeunes	Au moins 80% des jeunes exercent des activités économiques dans la Commune à l'horizon 2020			Rapports techniques du MINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINJEC et autres partenaires du secteur
Résultats attendus	R1 Les infrastructures de loisir sont multipliées	Plusieurs foyers des jeunes sont réalisés dans les villages d'ici 2020			Rapports techniques du MINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINJEC et autres partenaires du secteur
	R2 Les structures d'encadrements sont fonctionnelles	Le Centre Multifonctionnel des jeunes de Makondo est fonctionnel d'ici 2020			Rapports techniques du MINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINJEC et autres partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Construction et équipement de 12 foyers de jeunes dans les villages Ngwei 1, Makondo, Mandjap, Ndjocloumbe 1, Ndjockloumbe 2, Leplikung, Solopa, Makek, Song Ndong, Etouha, Log Bamal, Nyatjo	X	X	X	360 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : Construction et équipement du Centre Multifonctionnel des Jeunes de Makondo	X	X	X	150 000 000	Programmation et financements disponibles
	Plaidoyer pour l'affectation de 15 cadres de jeunesse et animation au Centre Multifonctionnel des Jeunes et dans les foyers des jeunes	X	X	X	100 000	Programmation et financements disponibles
	Appui au fonctionnement du bureau communal du Conseil National de la Jeunesse	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Sensibilisation des jeunes pour la création des GICs et associations en vue de leur éligibilité aux programmes gouvernementaux	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Insertion socio-économique de 100 jeunes	X	X	X	150 000 000	
	Création, Construction et équipement d'une Délégation d'Arrondissement du MINJEC	X	X	X	50 000 000	
	Total				725 100 000 F CFA	

Tableau 28 : SECTEUR SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE

Problème sectoriel : Faible promotion des activités sportives et d'éducation physique

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Renforcer la promotion des activités sportives et d'éducation physique	Les activités sportives et d'éducation physique sont menées dans l'ensemble de la Commune d'ici 2020			-Rapports techniques du DDMINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINSEP et autres partenaires du secteur
Objectifs spécifiques	Améliorer la pratique du sport en milieu scolaire	Au moins 80% des élèves dans la Commune exécutent convenablement leur programme d'éducation physique et sportive à l'horizon 2020			- Rapports techniques du DDMINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINSEP et autres partenaires du secteur
	Favoriser et renforcer la visibilité de la Commune par la pratique du sport	-La visibilité de la Commune est renforcée à travers la pratique du sport d'élite à l'horizon 2020 -Aux moins 80% des populations adultes pratiquent le sport de maintien dans la Commune à l'horizon 2020			Rapports techniques du DDMINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINSEP et autres partenaires du secteur
Résultats attendus	R1 Les infrastructures sportives sont multipliées	Au moins 10 établissements scolaires de la Commune ont des enceintes sportives aménagées d'ici 2020			Rapports techniques du DDMINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINSEP et autres partenaires du secteur
		Au moins 02 infrastructures modernes sont réalisées dans la Commune			Rapports techniques du DDMINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINSEP et autres partenaires du secteur
	R2 l'Organisation sportive est renforcée	Les championnats de vacances sont organisés chaque année			Rapports techniques du DDMINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINSEP et autres partenaires du secteur
		La Commune dispose d'une équipe de football affiliée aux compétitions officielles d'ici 2020			Rapports techniques du DDMINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINSEP et autres partenaires du secteur
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Aménagement de 25 enceintes sportives dans les établissements scolaires	X	X	X	150 000 000	Programmation et financements disponibles
	Réhabilitation de 10 aires de jeux existants dans les villages	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles
	Aménagement d'un espace pour le sport de maintien	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Construction d'un complexe sportif moderne	X	X	X	100 000 000	Programmation et financements disponibles
	Plaidoyer pour l'affectation de 10 cadres d'éducation physique et sportive dans les établissements scolaires	X	X	X	1 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : -Organisation des championnats de vacances	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles
	-Création et animation d'un club de football	X	X	X	75 000 000	Programmation et financements disponibles
Total					436 000 000 F CFA	

Tableau 29 : SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE
Problème sectoriel : Faible protection sociale des travailleurs de la Commune

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Assurer la protection sociale des travailleurs ruraux et promouvoir le travail décent	Au moins 80% des travailleurs ruraux bénéficient de la protection sociale d'ici 2020			-Rapports techniques du CPS/Edéa -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTSS, de la CNPS et des syndicats des différents secteurs d'activités
Objectifs spécifiques	Faciliter l'accès aux services de la CNPS	Aux moins 80% des travailleurs ruraux de la Commune sont affiliés à la CNPS à l'horizon 2020			- Rapports techniques du CPS/Edéa -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTSS, de la CNPS et des syndicats des différents secteurs d'activités
	Faciliter l'accès aux soins de santé	Tous les travailleurs ruraux affiliés à la Mutuelle de santé de la Commune accèdent aux soins de santé à l'horizon 2020			Rapports techniques du CPS/Edéa -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTSS, de la CNPS et des syndicats des différents secteurs d'activités
	Sensibiliser les partenaires sociaux de la Commune et renforcer leurs capacités en matière de lois et règlements sociaux	Les capacités de tous les partenaires sociaux de la commune en matière de lois et règlements sociaux sont renforcées d'ici 2020			Rapports techniques du CPS/Edéa -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTSS, de la CNPS et des syndicats des différents secteurs d'activités
Résultats attendus	R1 L'accès aux services de la CNPS est facilité	Chaque année au moins une initiative est prise			Rapports techniques du CPS/Edéa -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTSS, de la CNPS et des syndicats des différents secteurs d'activités
	L'accès des travailleurs aux services de santé est facilité	Tous les travailleurs ruraux affiliés à la Mutuelle de santé de la Commune accèdent aux soins de santé à l'horizon 2020			Rapports techniques du CPS/Edéa -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTSS, de la CNPS et des syndicats des différents secteurs d'activités
	Les partenaires sociaux de la Commune sont sensibilisés et leurs capacités renforcées en matière de lois et règlements sociaux	Les capacités de tous les partenaires sociaux de la commune en matière de lois et règlements sociaux sont renforcées d'ici 2020			Rapports techniques du CPS/Edéa -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINTSS, de la CNPS et des syndicats des différents secteurs d'activités
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Affiliation du personnel de la Commune à la CNPS	X	X	X	30 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : Création, ouverture et mise en service d'une mutuelle de santé de la Commune	X	X	X	100 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R3 : Sensibilisation et renforcement des capacités des travailleurs et partenaires sociaux en matière des textes sociaux pour le travail décent et l'affiliation à la CNPS	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Formation semestrielle des acteurs sociaux de la commune pendant 10 ans	X	X	X	30 000 000	
Total					170 000 000 F CFA	

Tableau 30 : SECTEUR AFFAIRES SOCIALES
Problème sectoriel : Faible encadrement des personnes vulnérables

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Renforcer l'encadrement des personnes vulnérables	Au moins 80% des personnes vulnérables sont assistées socialement dans la Commune d'ici 2020			-Rapports techniques du DDAS -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINAS et des autres partenaires des affaires sociales
Objectif spécifique	Renforcer la protection sociale des personnes vulnérables	la protection sociale des personnes vulnérables, dans la Commune est renforcée à l'horizon 2020			- Rapports techniques du DDAS -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINAS et des autres partenaires des affaires sociales
Résultats attendus	R1 Les structures d'encadrement sont fonctionnelles	Le Centre social est créé, ouvert et mise en service d'ici 2020			Rapports techniques du DDAS -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINAS et des autres partenaires des affaires sociales
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Construction d'un centre social	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles
	Equipement du centre social	X	X	X	25 000 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition des appareillages (50 béquilles, 100 patins à roulette)	X	X	X	35 000 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition d'une moto AG 100	X	X	X	4 000 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition de 03 vélos VTT	X	X	X	600 000	Programmation et financements disponibles
	Aides et secours	X	X	X	38 000 000	Programmation et financements disponibles
	Sensibilisation, vulgarisation et formation	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Plaidoyer pour l'affectation de 03 cadres des affaires sociales	X	X	X	500 000	Programmation et financements disponibles
Total					158 100 000 F CFA	

Tableau 31: SECTEUR PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

Problème sectoriel : faible encadrement des femmes et des familles

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Encadrer les femmes et les familles	Au moins 80% des filles et femmes sont encadrées dans la Commune d'ici 2020			-Rapports techniques du DDPROFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPROFF et autres partenaires au développement
Objectifs spécifiques	Faciliter l'insertion socioéconomique des femmes	Au moins 80% des femmes de la Commune sont insérées socialement et économiquement à l'horizon 2020			Rapports techniques du DDPROFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPROFF et autres partenaires au développement
	Former les femmes aux AGR	Au moins 80% des femmes de la Commune sont formées aux petits métiers d'ici 2020			Rapports techniques du DDPROFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPROFF et autres partenaires au développement
Résultats attendus	R1 Les structures d'encadrement de la femme et famille sont fonctionnelles	-Centre de promotion de la femme est créé, ouvert et mise en service d'ici 2020 avec 04 spécialités			Rapports techniques du DDPROFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPROFF et autres partenaires au développement
	R2 Les femmes sont formées aux AGR	Au moins 80% de femmes de la Commune sont constituées en associations et formées en AGR d'ici 2020			Rapports techniques du DDPROFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINPROFF et autres partenaires au développement
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Création d'un centre de Promotion de la Femme	X	X	X	300 000	Programmation et financements disponibles
	Construction d'un centre de promotion de la femme	X	X	X	90 000 000	Programmation et financements disponibles
	Équipement du centre de promotion de la femme	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles
	Création, construction et équipement d'une Délégation d'Arrondissement du MINPROFF	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : Renforcement des capacités des femmes de Ngwei et leur organisation en associations	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles
	Organisation de 05 voyages d'échanges et d'apprentissage des femmes	X	X	X	5 000 000	Programmation et financements disponibles

	Organisation des CCCM pour 100 couples	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Celebration des 06 journees de la femme : JIF (journée internationale de la femme) ; JIFA (journée internationale de la femme africaine) ; JIV (journée internationale de la veuve) ; JFA (journée de la femme africaine) ; JMFR (journée mondiale de la femme rurale) ; 16 CAC VFF (16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes)	X	X	X	16 500 000	Programmation et financements disponibles
Total					226 800 000 F CFA	

Tableau 32 : SECTEUR CULTURE

Problème sectoriel : Faible promotion des activités culturelles dans la Commune

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Promouvoir les activités culturelles dans la Commune	Le taux de participation aux événements culturels organisés dans la Commune s'améliore chaque année			-Rapports techniques du MINCULT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINCULT et autres partenaires au développement
Objectifs spécifiques	Retrouver les valeurs traditionnelles des populations de la Commune	Au moins 80% des jeunes, femmes et hommes originaires de la Commune se reconnaissent dans leur tradition à l'horizon 2020			Rapports techniques du MINCULT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
	Améliorer la culture générale à travers la lecture	Au moins 80% des élèves domiciliés à Makondo et ses environs fréquentent la bibliothèque communale à l'horizon 2020			Rapports techniques du MINCULT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
Résultats attendus	R1 Les initiatives pour la promotion des valeurs traditionnelles sont prises	Au moins 80% des jeunes, femmes et hommes originaires de la Commune se reconnaissent dans leur tradition à l'horizon 2020			Rapports techniques du MINCULT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
	R2 : La culture générale est promue à travers la lecture	Au moins 80% des élèves domiciliés à Makondo et ses environs fréquentent la bibliothèque communale à l'horizon 2020			Rapports techniques du MINCULT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Construction de 04 foyers culturels dans les grandes agglomérations Manjab, Njockloumbe 1, Mapoubi et Makondo	X	X	X	60 000 000	Programmation et financements disponibles
	Organisation de 20 événements culturels (semaines culturelles)	X	X	X	100 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : Construction et équipement d'une bibliothèque municipale	X	X	X	25 000 000	Programmation et financements disponibles
	Recrutement, formation et prise en charge d'un bibliothécaire	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Elaboration d'un répertoire des associations à caractère culturel	X	X	X	1 000 000	
	Projection trimestrielle des films à caractère culturel	X	X	X	18 000 000	
Total					214 000 000 F CFA	

Tableau 33 : SECTEUR ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE

Problème sectoriel : Faible collaboration entre l'administration et les populations

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer les conditions de séjour et de travail des autorités administratives et de maintien de l'ordre	Le Sous Préfet, le Commandant de Brigade ont des bureaux et résidences décentes et sécurisés d'ici 2020			Rapport de la Sous Préfecture Rapport de la Brigade de gendarmerie -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
		Tout le personnel de la Sous Préfecture et de la Brigade de Gendarmerie dispose du matériel et d'équipement adaptés à leur travail d'ici 2020			Rapport de la Sous Préfecture Rapport de la Brigade de gendarmerie -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
Objectifs spécifiques	Réduire les cas de désertion des postes de travail	Les cas de désertion des postes de travail sont nettement réduits à l'horizon 2020			Rapport de la Sous Préfecture Rapport de la Brigade de gendarmerie -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
	Assurer la qualité de service dans les administrations	Au moins 85% des usagers sont satisfaits des services rendus à l'horizon 2020			Rapport de la Sous Préfecture Rapport de la Brigade de gendarmerie -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
Résultats attendus	R1 Les infrastructures et autres équipements sont renforcés	- Chaque année, une infrastructure et une dotation en matériel et équipement sont programmées en faveur de ces administrations			Rapport de la Sous Préfecture Rapport de la Brigade de gendarmerie -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
	R2 le personnel existe en quantité et en qualité	Le personnel est en nombre suffisant au niveau des deux administrations			Rapport de la Sous Préfecture Rapport de la Brigade de gendarmerie -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	Pour R1 : Réalisation de la clôture de la Sous Préfecture	X	X	X	40 000 000	Programmation et financements disponibles
	Construction et équipement des logements du Sous Préfet et de l'Adjoint d'Arrondissement	X	X	X	200 000 000	Programmation et financements disponibles
	Sécurisation des logements du Sous Préfet et son Adjoint par la construction de 02 clôtures	X	X	X	50 000 000	Programmation et financements disponibles
	Construction d'un forage à la résidence du Sous Préfet	X	X	X	8 500 000	Programmation et financements disponibles
	Construction et équipement de la Brigade de gendarmerie	X	X	X	200 000 000	Programmation et financements disponibles
	Construction d'un camp de	X	X	X	300 000 000	Programmation et financements disponibles

	gendarmerie (logements, forage, clôture ...)					
	Acquisition du matériel de bureau pour la Sous Préfecture et la Brigade de gendarmerie (10 ordinateurs, 30 bureaux complets, 04 photocopieurs...)	X	X	X	120 000 000	Programmation et financements disponibles
	Acquisition des moyens logistiques pour la Sous Préfecture et la Brigade de gendarmerie (02 véhicules et 01 moto)	X	X	X	55 000 000	Programmation et financements disponibles
	Pour R2 : Recrutement et affectation du personnel adéquat	X	X	X	10 000 000	Programmation et financements disponibles
	Total				983 500 000 F CFA	

Tableau 34 : SECTEUR INSTITUTION COMMUNALE

Problème sectoriel : Faible intervention de l'institution communale

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Renforcer l'intervention de l'Institution communale dans les secteurs de développement	l'intervention de l'Institution communale dans les secteurs de développement est nettement renforcée d'ici 2020			Rapports du secteur Rapports du MINEPAT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
Objectifs spécifiques	Activer et moderniser l'appareil de production	Tous les secteurs de production de la Commune sont actifs à l'horizon 2020			Rapports du secteur Rapports du MINEPAT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
	Développer les infrastructures des services de base	La Commune est dotée des infrastructures de base à l'horizon 2020			Rapports du secteur Rapports du MINEPAT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
	Assurer le développement humain	Le développement humain est nettement perceptible dans la Commune à l'horizon 2020			Rapports du secteur Rapports du MINEPAT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
Résultats attendus	R1 : La gestion des ressources humaines et financières est renforcée	Tout le personnel prévu dans l'organigramme de la Commune est recruté et formé d'ici 2020			Rapports du secteur Rapports du MINEPAT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
		Les budgets de la Commune augmentent chaque année			Rapports du secteur Rapports du MINEPAT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
		Les budgets de la Commune sont équilibrés en recettes et en dépenses chaque année			Rapports du secteur Rapports du MINEPAT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	
	R2 : La gestion du patrimoine de la Commune est renforcée	- La Commune a plusieurs infrastructures, des moyens, matériels, et logistiques d'ici 2020			Rapports du secteur Rapports du MINEPAT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
	R3 : La gestion des relations de la Commune est renforcée	- Plusieurs ONG nationales et internationales, charcuteries occidentales interviennent dans la Commune à l'horizon 2020			Rapports du secteur Rapports du MINEPAT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Disponibilité de la Mairie -Implication du MINEPAT, du MINATD et des autres partenaires
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables

	Pour R1 : Recrutement de 15 agents communaux	X	X	X	162 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Renforcement des capacités du personnel de la commune	X	X	X	36 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Renforcement des capacités des conseillers municipaux	X	X	X	36 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Elaboration d'une stratégie de recouvrement des recettes de la Commune	X	X	X	5 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Informatisation du système de recouvrement	X	X	X	10 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Elaboration du manuel de procédures administratives, financières et comptable de la Commune	X	X	X	10 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Elaboration du manuel d'exécution de la Commune	X	X	X	5 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Elaboration du manuel guide d'octroi des dons	X	X	X	10 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Réalisation d'une pépinière communale de 200 000 plants de cultures pérennes	X	X	X	200 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Pour R2 : Construction de l'hôtel de ville	X	X	X	150 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Equipped de l'hôtel de ville	X	X	X	100 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Construction d'une cité municipale	X	X	X	500 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Construction et équipement de la résidence du Maire	X	X	X	250 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Construction d'une auberge municipale	X	X	X	250 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Acquisition d'un (01) véhicule (01 Pick-UP) et une benne de 10 roues ou tonnes)	X	X	X	150 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Acquisition engins (niveleuse, pelle chargeuse)	X	X	X	500 000 000	Programmation et disponibilité des financements
	Pour R3 : Recherche des financements auprès des partenaires	X	X	X	50 000 000	Programmation et disponibilité des financements
Total					2 424 000 000 F CFA	

5.3. Coût estimatif du PCD

Tableau 35 : Coût estimatif du PCD de Ngwei

N°	Secteurs	Coût Total
1.	Agriculture et Développement rural	687 150 000
2.	Elevage, Pêche et Industries Animales	388 100 000
3.	Forêt et faune	208 850 000
4.	Environnement, protection de la nature	257 000 000
5.	Industries, Mines et Développement technologique	27 000 000
6.	PME, de l'économie sociale et de l'artisanat	684 000 000
7.	Commerce	630 000 000
8.	Tourisme et Loisirs	513 000 000
9.	Recherche scientifique et de l'innovation	200 000 000
10.	Eau et énergie (Hydraulique)	807 500 000
	Eau et énergie (électricité)	1 620 000 000
11.	Travaux publics	2 422 275 000
12.	Transport	63 000 000
13.	Postes et télécommunications	195 500 000
14.	Communication	165 000 000
15.	Habitat et Développement urbain	1 953 272 000
16.	Domaines, Cadastre et affaires foncières	67 000 000
17.	Santé Publique	1 836 500 000
18.	Education de base	1 378 000 000
19.	Enseignements secondaires	605 100 000
20.	Emploi et formation professionnelle	847 740 000
21.	Enseignement supérieur	25 000 000
22.	Jeunesse et Education civique	725 100 000
23.	Sports et Education physique	436 000 000
24.	Travail et sécurité sociale	170 000 000
25.	Affaires sociales	217 600 000
26.	Promotion de la femme et de la famille	226 800 000
27.	Culture	214 000 000
28.	Administration territoriale et décentralisation	983 500 000
29.	Institution communale	2 424 000 000
TOTAL GENERAL		20 979 987 000













5.4. Esquisse du plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

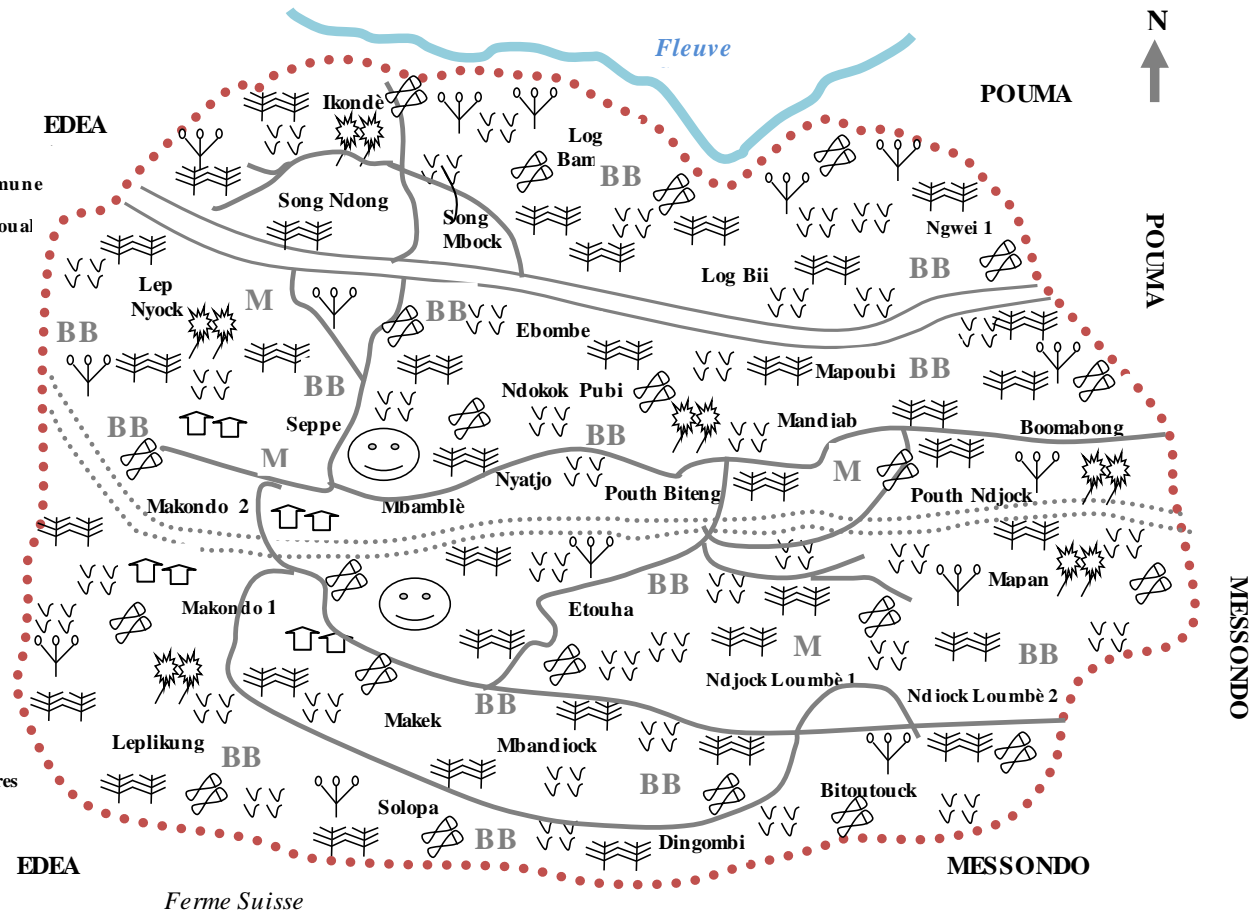
Tableau 36 : Matrice de diagnostic des unités de paysage/ressources naturelles

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisation	Contrôleur	Mode de gestion/accès	Tendances	Problèmes/contraintes	Actions à entreprendre
Forêt	Tous les villages	4/5 de la superficie totale - plantes médicinales - produits ligneux et non ligneux - sols favorables à l'agriculture - giboyeuse	- Plantations, - Exploitants forestiers - Chasse - pharmacopée	- L'Etat - La Commune Communautés - chefs de village - Chefs de famille	- Chefs des villages - Chefs des familles Communautés, - Héritage, achat,	- Disparition de certaines essences et des espèces fauniques - forte dégradation - Eloignement des habitations	- Coupe anarchique du bois - Feux de brousse - vente illicite aux étrangers,	Sensibilisation contre les feux de brousse et le sciage sauvage - Utilisation rationnelle des produits non ligneux - Identification des zones touchées - Organisation de la gestion Mise en place des systèmes de contrôle - Reboisement
Les zones de plantation	Dans les villages derrière les habitations	Grandes superficies, Accès facile	Exploitations agricoles	Chefs des familles	Propriétaires	Vieillesse, Unité de la culture de palmier à huile	- Difficulté d'entretien, - Rareté de la main d'œuvre	Responsabiliser les enfants Organiser la gestion des exploitations
Les jachères	Toute la Commune	Espaces cultivables disponibles Proches des habitations	Agriculture	Chefs des ménages	populations	Forte dégradation Disparition de certaines essences	Appauvrissement des sols Destruction des vivres par les rongeurs Réchauffement des sols	- Formation en techniques culturales améliorées - Sensibilisation à la non utilisation des feux de brousse
Les rochers et carrières de sable	Toute la Commune	Tourisme Source de revenus	Carrière de sable Tourisme	populations	- Chefs des villages - Chefs des familles populations	Non utilisation	Pas d'investisseurs	Organisation de l'exploitation
Les Bas fonds	Tous les villages	- Exploitation des ressources non ligneuses, - Culture de bas fonds - Carrières de sable	-	Les populations	-	Abandon, Désintérêt	Faible initiative	Promouvoir l'exploitation des zones marécageuses et de bas-fonds.
Les rivières	Tous les villages	Sources de protéines	Exploitation du sable Pêche Ménage, Consommation eau	Les populations	Accès libre à tout le monde	Non contrôle	Pollution des eaux	Création des comités de vigilance
Les Zones d'habitation	Dans les villages le long des routes	Regroupement humain, logement	Habitation Organisation de la vie,	Chefs des villages, blocs Chefs des familles	Construction maison, Regroupement familial	Mauvaise organisation de l'habitat Dispersion	Cadre de vie non approprié ;	Promouvoir le village pilote Sensibiliser les populations au regroupement
Espace urbain	Makondo	Présence de certains services publics	Administration, résidence,	Sous-préfet, Maire, Chefs de villages	Administratif	Construction anarchique,	Pas de plan sommaire d'urbanisme,	Initier le dossier d'élaboration du Plan sommaire d'urbanisme Acquérir les terrains pour mise en œuvre du plan.

Carte : Proposition d'affectation des terres

Légend

-  Limites de la Commune
-  Route lourde Yaoundé-Doual
-  Chemin de fer
-  Marchés
-  Zone de recasement
-  Edifices publics
-  Bananeraie
-  Palmeraie
-  Cultures vivrières
-  Etangs piscicoles
-  Forêts communautaires et communales
-  Cacaoyères



6. PROGRAMMATION

6.1. Programme Triennal (2013-2015)

Tableau 37 : Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT)

SECTEURS	ACTIVITES	INDICATEUR DE RESULTAT	RESPONSABLES ET COLLABORATEURS	PERIODE DE REALISATION			RESSOURCES			COUT (x 1000 FCFA)	SOURCES DE FINANCEMENT
				2013	2014	2015	H	M	F		
Agriculture	Acquisition de 03 tracteurs	03 tracteurs sont acquis dès la 3 ^{ème} année	Maire DDADER Chef de poste agricole	X			x	x	x	105 000	A déterminer
	Recrutement de 03 conducteurs et 01 mécanicien	03 conducteurs et 01 mécanicien sont recrutés à la 2 ^{ème} année	Maire DDADER		X		x	x	x	15 000	
	Mise en place d'un champ semencier de maïs de 03 hectares à Song Ndong	- Un champ semencier de maïs est mis en place dès la 1 ^{ère} année	Maire DDADER Chefs de poste agricole	X	X	X	x	x	x	5 400	
	Mise en place d'une pépinière de 60 000 rejets de bananier plantain à Makondo	- Une pépinière de rejets de bananier plantain est mise en place dès la 1 ^{ère} année	Maire DDADER Chefs de poste agricole	X	X	X	x	x	x	12 000	
	Création d'une pépinière de 7 000 plants de palmier à huile à Solopa	- Une pépinière de plants de palmier à huile est créée dès la 1 ^{ère} année	Maire DDADER Chefs de poste agricole	X	X	X	x	x	x	7000	
	Création d'une pépinière de 1 500 000 plants de cacaoyer en 03 ans à Ndjocklounge 1	- Une pépinière de plants de cacaoyer est créée dès la 1 ^{ère} année	Maire DDADER Chefs de poste agricole	X	X	X	x	x	x	100 000	
	Création d'un champ semencier de manioc de 150 000 boutures en 03 ans à Mandjab	- Un champ semencier de manioc est créé dès la 1 ^{ère} année	Maire DDADER Chefs de poste agricole	X			x	x	x	3 500	
	Construction et équipement de la DDAADER à Makondo	- La Délégation d'arrondissement de l'agriculture et du développement rural est construite et fonctionnelle à la 2 ^{ème} année	Maire DDADER Chefs de poste agricole		X		x	x	x	50 000	
Élevage, Pêche et Industries Animales	Identification et structuration des éleveurs en GIC et associations (29 GIC)	- L'identification et la structuration des éleveurs en GIC et associations est faite à la 1 ^{ère} année	Maire DDMINEPIA/SM	X			x	x	x	5 800	
	Identification et structuration des pêcheurs et aquaculteurs	- L'identification et la structuration des pêcheurs et aquaculteurs	Maire DDMINEPIA/SM			X	x	x	x	5 800	

		est faite a la 3eme annee									
	Renforcement des capacités des éleveurs sur les techniques modernes d'élevage des porcs et des poulets dans la Commune	- Le renforcement des capacités des éleveurs sur les techniques modernes d'élevage des porcs et des poulets est réalisé à la 3 ^{ème} année	Maire DDMINEPIA/SM			X	x	x	x	14 500	
Environnement, protection de la nature et développement durable	Boisement des abords des routes et des édifices publics à Makondo	- Le boisement des abords des routes et des édifices publics est réalisé à la 1 ^{ère} année	Maire DD environnement/SM	X			x	x	x	36 000	
Commerce	Création, construction et équipement d'un hangar au marché de Ngwei 1	- La construction et l'équipement du hangar de marché de Ngwei 1 sont réalisés à la 3 ^{ème} année	Maire DD commerce/SM			X	x	x	x	20 000	
	Organisation et animation des marchés périodiques de la Commune	- Les marchés périodiques sont organisés et animés à partir de la 1 ^{ère} année	Maire DD commerce/SM	X			x	x	x	6 000	
Eau et énergie (Energie)	Electrification de 12 villages et Achèvement du processus d'électrification dans 17 villages	- L'électrification de 12 villages et l'achèvement du processus d'électrification dans 17 villages sont effectifs à la fin de la 3 ^{ème} année	Maire DDMINEE/SM AES-Sonel	X	X	X	x	x	x	870 000	
Eau et énergie (Eau)	Construction de 21 forages	- Au moins 07 forages sont réalisés chaque année.	Maire DDMINEE/SM	X	X	X	x	x	x	178 500	
Habitat et développement urbain	Délimitation du périmètre urbain	- La délimitation du périmètre urbain est réalisée à la 1 ^{ère} année	Maire DD habitat et développement urbain/SM	X			x	x	x	15 000	
	Elaboration du plan sommaire d'urbanisme	- Le plan sommaire d'urbanisme est élaboré à la 1 ^{ère} année	Maire DD habitat et développement urbain/SM	X			x	x	x	20 000	
	Aménagement d'une zone à recasement	- Une zone à recasement est aménagée à la 1 ^{ère} année	Maire DD habitat et développement urbain/SM			X	x	x	x	25 000	
	Réhabilitation et entretien des routes en terre au chef lieu (12 km)	- Les routes en terre au chef lieu (12 km) sont réhabilitées et entretenues à la 1 ^{ère} année		X			x	x	x	42 000	
	Aménagement d'un cimetière municipal	- Un cimetière municipal est aménagé à la 3 ^{ème} année	Maire DD habitat et développement urbain/SM			x	x	x	x	22 272	
	Atelier d'auto construction en matériaux locaux	- L'atelier d'auto construction en matériaux locaux est tenu à la 1 ^{ère} année	Maire DD habitat et développement urbain/SM	X			x	x	x	5 000	

	Equipement de la Commune en presse a briques moderne	- La Commune est equipée en presse à briques moderne à la 1 ^{ère} année	Maire DD habitat et développement urbain/SM	X			x	x	x	5 000	
	Campagne de sensibilisation, d'information et de formation aux règles générales d'urbanisme	- Les populations de la Commune sont sensibilisées aux règles générales d'urbanisme au cours des réunions à la 1 ^{ère} année	Maire DD habitat et développement urbain/SM	X			x	x	x	2 000	
	Vulgarisation de la loi et du guide de référence sur l'urbanisme	- La loi et le guide de référence sur l'urbanisme sont vulgarisés aux populations à la 1 ^{ère} année	Maire DD habitat et développement urbain/SM	X			x	x	x	2 000	
	Fonctionnement des commissions de planification opérationnelle	- Les commissions de planification opérationnelle sont fonctionnelles dès la 1 ^{ère} année	Maire DD habitat et développement urbain/SM	X			x	x	x	2 000	
Travaux Publics	Pose de 11 passages à buse	- 11 passages de buses sont réalisés à la 2 ^{ème} année	Maire DDMINTP/SM		X		x	x	x	16 275	
	Construction de 06 ponts	- 06 ponts sont construits à la 3 ^{ème} année	Maire DDMINTP/SM			X	x	x	x	240 000	
Domaines, cadastre et affaires foncières	Sensibilisation des populations sur l'obtention des titres fonciers	- Au moins 03 réunions de sensibilisation se tiennent chaque année.	Maire DD domaines, cadastre et affaires foncières/SM	X			x	x	x	5 000	
	Elaboration des plans cadastraux de la ville de Makondo	- Tout le périmètre urbain de la Commune est délimité au bout de la 3 ^{ème} année	Maire DD domaines, cadastre et affaires foncières/SM			X	x	x	x	45 000	
	Création des réserves forestières (2000 ha)	- Au moins 200 ha de réserves forestières sont disponibles à la 1 ^{ère} année	Maire DD domaines, cadastre et affaires foncières/SM	X			x	x	x	10 000	
	Création d'un lotissement communal sur 30 ha (études cadastrales et frais de descente des commissions)	- Les études cadastrales sur le lotissement communal de 30 ha sont réalisées à la fin de la 2 ^{ème} année	Maire DD domaines, cadastre et affaires foncières/SM			X	x	x	x	7 000	
Santé Publique	Construction du CMA de Makondo	- Le CMA de Makondo est construit à la fin de la 2 ^{ème} année	Maire District de santé d'Edéa			x	x	x		220 000	
	Réhabilitation du CSI de Makondo	- Au moins 03 bâtiments du CSI de Makondo sont réhabilités à la 2 ^{ème} année	Maire District de santé d'Edéa			X	x	x	x	45 000	
	Construction de 09 forages dans les formations sanitaires de la Commune	- 09 forages sont construits dans les formations sanitaires à la 1 ^{ère} année	Maire District de santé d'Edéa	X			x	x	x	76 500	
	Formation de 50 secouristes	- Au moins 50 secouristes sont formés dans la commune à la 1 ^{ère} année	Maire District de santé d'Edéa	X			x	x	x	1 000	

Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Création et équipement d'un bureau de l'artisanat au sein de la Commune	- L'artisanat dispose d'un bureau équipé au sein de la Commune à la 1 ^{ère} année	Maire DDPMEESA/SM	X			x	x	x	1 000	
	Organisation de 03 sessions de formation en montage de projets	- Au moins 03 sessions de formation en montage de projets sont tenues à la 1 ^{ère} année	Maire DDPMEESA/SM	X			x	x	x	5 000	
	Organisation d'un salon annuel de l'artisanat et appui aux artisans méritants	- Le salon annuel de l'artisanat est tenu à la 2 ^{ème} année - Au moins 03 artisans sont appuyés à la 2 ^{ème} année	Maire DDPMEESA/SM		X		x	x	x	5 000	
	Appui à la mise en place de 03 coopératives ou PME (Makondo, Ebombe et Mandjap)	- Au moins 03 coopératives sont mises en place à la 2 ^{ème} année	Maire DDPMEESA/SM		X		x	x	x	2 000	
	Création et équipement d'une menuiserie à bois à Makondo	- Une menuiserie à bois équipée est fonctionnelle à Makondo à la fin de la 2 ^{ème} année	Maire DDPMEESA/SM		X		x	x	x	200 000	
Culture	Elaboration d'un répertoire des associations à caractère culturel	- Un répertoire des associations à caractère culturel est élaboré et disponible à la 1 ^{ère} année	Maire Ministère de la culture	X			x	x	x	1 000	
Jeunesse et éducation civique	Construction et équipement de 12 foyers des jeunes dans les villages	- Au moins 12 foyers des jeunes sont construits et équipés au bout de la 2 ^{ème} année	Maire DD jeunesse et éducation civique	X			x	x	x	360 000	
	Appui au fonctionnement du bureau communal du CNJ	- Le bureau communal du CNJ est appuyé matériellement et financièrement chaque année	Maire DD jeunesse et éducation civique	X			x	x	x	5 000	
	Sensibilisation des jeunes pour la création des GIC et association en vue de leur éligibilité aux programmes gouvernementaux	- Au moins 03 réunions de sensibilisation des jeunes sont tenues chaque année	Maire DD jeunesse et éducation civique	X			x	x	x	10 000	
Promotion de la femme et de la famille	Création d'un Centre de promotion de la femme et de la famille	- Le centre de promotion de la femme et de la famille est créé à la 1 ^{ère} année	Maire DDMinproff/SM	X			x	x	x	300	
	Construction d'un Centre de promotion de la femme et de la famille	- Le centre de promotion de la femme et de la famille est construit à la 1 ^{ère} année	Maire DDMinproff/SM	X			x	x	x	90 000	
	Celebration des 06 journées	- Les 06 journées de la femme sont célébrées chaque année	Maire DDMinproff/SM	X	X	X	x	x	x	16 500	
Affaires sociales	Recensement des personnes socialement vulnérables de la Commune et élaboration du fichier	- Le fichier des PSV est disponible à la 1 ^{ère} année	Maire DDMINAS/SM	X			x	x	x	2 000	
	Appui à l'organisation des PSV en associations	- Les récépissés de déclaration d'associations des PSV sont	Maire DDMINAS/SM	X			x	x	x	500	

		disponibles a la 1 ^{ère} année									
	Sensibilisation des communautés à l'intégration et à l'insertion des PSV	- Au moins 03 réunions de sensibilisation des communautés se tiennent chaque année	Maire DDMINAS/SM	X	X	X	x	x	x	2 000	
	Formation des associations des PSV à la création et à la gestion d'AGR	- les associations des PSV sont formées à la création et à la gestion d'AGR à la 2 ^{ème} année	Maire DDMINAS/SM		X		x	x	x	1 000	
	Octroi d'appuis financiers pour AGR aux associations de PSV pendant 09 ans	- Les appuis financiers sont octroyés aux associations des PSV pour financer leurs AGR partir de la 2 ^{ème} année	Maire DDMINAS/SM		X	X	x	x	x	12 000	
Communication	Intervention de l'exécutif communal dans les médias	- L'exécutif municipal intervient dans les radios et télévisions dès la 1 ^{ère} année	Maire DD communication/SM Directeurs des radios/TV et de publication de la presse écrite	X			x	x	x	10 000	
Education de base	Réhabilitation de 04 salles de classe à l'école publique de Makondo et 02 salles de classe à l'école publique de Ndjockloubme	- Les 06 salles de classe sont réhabilitées à partir de la 1 ^{ère} année	Maire DD Education de base/SM	X	X	X				12 000	
	Construction de 02 salles de classe à l'école publique de Leplikung	- 02 salles de classe sont construites à la 2 ^{ème} année	Maire DD Education de base/SM		X					16 000	
Enseignement secondaire	Construction de 06 salles de classe dans les CES de Ndjockloubè et Mandjab	- 06 salles de classe sont construites à partir de la 2 ^{ème} année	Maire DD Enseignement secondaire/SM		X	X				54 000	
	Construction de 03 forages aux CES de Ndjockloubé, Mandjab et Ebombe	- 03 forages sont construits à partir de la 2 ^{ème} année	Maire DD Enseignement secondaire/SM		X	X				25 500	
	Construction de 03 blocs latrines aux CES de Ndjockloubé, Mandjab et au CETIC de Makondo	- 03 blocs latrines sont construits à partir de la 2 ^{ème} année	Maire DD Enseignement secondaire/SM		X	X				22 500	
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Construction d'un forage à la résidence du Sous Préfet	- Le forage de la résidence du Sous Préfet est construit et fonctionnel à la 1 ^{ère} année	Maire MINATD	X			x	x	x	8 500	
	Construction et équipement de la brigade de gendarmerie	- La brigade de gendarmerie est construite et équipée à la 1 ^{ère} année	Maire Ministère de la défense	X			x	x	x	200 000	
	Acquisition de moyens logistiques pour la sous préfecture et la brigade de gendarmerie	- Le matériel roulant est disponible et fonctionnel dès la 1 ^{ère} année	Maire MINATD Ministère de la défense	X			x	x	x	55 000	
Tourisme et	Identification exhaustive des sites	- Les sites touristiques sont	Maire	X			x	x	x	10 000	

Loisirs	touristiques de la Commune	identifiées et connues à la 1 ^{ère} année	DD tourisme/SM									
	Amenagement de 01 site touristique à fort potentiel de développement	- 01 site touristique à fort potentiel est aménagé à la 1 ^{ère} année	Maire DD tourisme/SM	X			x	x	x	7 000		
	Recrutement et formation de 03 guides touristiques	- 03 guides touristiques sont recrutés et opérationnels à la 1 ^{ère} année	Maire DD tourisme/SM	X			x	x	x	3 000		
Transport	Construction d'une (01) gare routière (personnes et marchandises)	- La gare routière est construite à la 3 ^{ème} année	Maire DD transport/SM			X	x	x	x	30 000		
	Amener les motos taximen à s'organiser en syndicat	- Les motos taximen sont organisés en syndicat à la 1 ^{ère} année	Maire DD transport/SM	X			x	x	x	2 000		
Institution Communale	Renforcement des capacités du personnel communal	- 03 sessions de formation sont organisées en faveur du personnel communal dès la 1 ^{ère} année	Maire	X			x	x	x	36 000		
	Renforcement des capacités des conseillers municipaux	- 03 sessions de formation sont organisées en faveur des conseillers municipaux dès la 1 ^{ère} année	Maire	X			x	x	x	36 000		
	Elaboration d'une stratégie de recouvrement des recettes de la Commune	- Une stratégie de recouvrement des recettes de la Commune est élaborée à la 1 ^{ère} année	Maire	X			x	x	x	5 000		
	Informatisation du système de recouvrement	- Le système de recouvrement des recettes de la Commune est informatisé et fonctionnel à la 1 ^{ère} année	Maire	X			x	x	x	10 000		
	Recherche des financements auprès des partenaires	- Au moins 03 financements des partenaires sont disponibles chaque année au sein de la Commune	Maire	X	X	X	x	x	x	50 000		
COUTINDICATIF DU PROGRAMME TRIENNAL										3 547 347 000 F CFA		

6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT de la commune de Ngwei

Le cadre sommaire de gestion environnementale du programme d'investissement triennal ou CDMT de la Commune de Ngwei, comprend :

- Les principaux impacts socio-environnementaux potentiels
- Les mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables ;
- Le plan sommaire de gestion environnemental.

6.2.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels

Tableau 39: Principaux impacts socio-environnementaux

Secteur	Intitulé du projet	Principaux impacts	Mesures d'atténuation	Coût
Commerce	Construction d'un hangar au marché de Ngwei 1	- Destruction de la faune, de la flore et des plantes - Augmentation du volume de déchets générés par la population	- Planter les arbres autour du hangar - Acquérir les bacs à ordures - Construire les latrines modernes avec puisard	4 500 000
Education de base	Construction de 02 salles de classe à l'école publique de Leplikung	- Destruction de la faune, de la flore et des plantes	- Planter les arbres autour de l'école	200 000
Enseignement secondaire	Construction de 06 salles de classe dans les CES de Ndjockloubé et Mandjab	- Destruction de la faune, de la flore et des plantes	- Planter les arbres autour des établissements	600 000
	Construction de 03 forages aux CES de Ndjockloubé, Mandjab et Ebombe	- Destruction de la faune, de la flore et des plantes	- Planter les arbres autour des établissements - Sensibiliser les élèves la gestion rationnelle de l'eau	500 000
	Construction de 03 blocs latrines aux CES de Ndjockloubé, Mandjab et au CETIC de Makondo	- Destruction de la faune, de la flore et des plantes	- Planter les arbres autour des établissements	300 000
Agriculture	Mise en place d'une pépinière de 60 000 rejets de bananier plantain	Destruction de la faune, de la flore et des plantes	laisser les arbres autour de la pépinière	500 000
	Création d'une pépinière de	Destruction de la faune, de la flore et des plantes	laisser les arbres autour de la pépinière	500 000

	7 000 plants de palmier à huile			
	Création d'une pépinière de 1 500 000 plants de cacaoyer en 03 ans	Destruction de la faune, de la flore et des plantes	laisser les arbres autour de la pépinière	500 000
	Création d'un champ semencier de manioc de 150 000 boutures en 03 ans	Destruction de la faune, de la flore et des plantes	laisser les arbres autour du champ	1 000 000
	Construction et équipement de la DDAADER	Destruction de la faune, de la flore et des plantes	laisser les arbres autour de la délégation	1 000 000
	Mise en place d'une pépinière de 60 000 rejets de bananier plantain	Destruction de la faune, de la flore et des plantes	laisser les arbres autour de la pépinière	500 000
Transport	Construction d'une gare routière dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction de la faune, de la flore et des plantes - Augmentation du volume de déchets générés par les voyageurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres autour de la gare routière - Acquérir les bacs à ordures - Construire les latrines modernes avec puisard 	4 500 000
Environnement et protection de la nature	Boisement des abords des routes et édifices publics	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction faune, flore et plantes - Poussière 	<ul style="list-style-type: none"> - Arroser régulièrement et sensibiliser les populations sur les maladies respiratoires - Signalisation horizontale 	2 000 000
Santé publique	Construction du CMA de Makondo	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction de la faune, de la flore et des plantes - Augmentation du volume de déchets générés par les malades 	<ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres autour des CSI - Acquérir les bacs à ordures - Construire les latrines modernes avec puisard 	4 500 000
	Réhabilitation du CSI de Makondo	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction de la faune, de la flore et des plantes - Augmentation du volume de déchets générés par les malades 	<ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres autour des CSI - Acquérir les bacs à ordures - Construire les latrines modernes avec puisard 	4 500 000
	Construction de 09 forages dans les formations sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction de la faune, de la flore et des plantes - Réduction de la nappe phréatique 	<ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres - Sensibiliser les populations à la gestion rationnelle de l'eau 	5 400 000
Jeunesse et	Construction de 12 foyers	Destruction de la faune, de la flore et des plantes	Planter les arbres autour des foyers	12 000 000

éducation civique	des jeunes dans les villages		communautaires	
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Construction d'un forage à la résidence du Sous Préfet	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction de la faune, de la flore et des plantes - Réduction de la nappe phréatique 	<ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres - Sensibiliser les populations à la gestion rationnelle de l'eau 	600 000
	Construction et équipement de la brigade de gendarmerie	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction de la faune, de la flore et des plantes - Augmentation du volume de déchets générés par les usagers 	<ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres autour de l'hôtel de ville - Acquérir les bacs à ordures - Construire les latrines modernes avec puisard 	4 500 000
Promotion de la femme et de la famille	Construction d'un Centre de promotion de la femme et de la famille	Destruction de la faune, de la flore et des plantes	Planter les arbres autour du centre	1 000 000
Secteur	Intitulé du projet	Principaux impacts	Mesures d'atténuation	Coût
Trav aux publics	Pose de 11 passages à buse	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction flore, faune et plantes médicinales - Nuisance sonore - Poussière et particules fines qui peuvent causer des maladies aux populations - Risque d'accident - Erosion - Segmentation et diminution de l'espace de pâturage 	<ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres et les herbes aux abords des routes - Arroser régulièrement les routes - Sensibiliser les populations sur les maladies respiratoires et vénériennes - Signalisation horizontale et dos d'âne - Ouvrir des corridors pour bétail - Accentuer la surveillance des bêtes 	5 000 000
	Construction de 06 ponts	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction flore, faune et plantes médicinales - Nuisance sonore - Poussière et particules fines qui peuvent causer des maladies aux populations - Risque d'accident - Erosion 	<ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres et les herbes aux abords des pistes - Arroser régulièrement les pistes - Sensibiliser les populations sur les maladies respiratoires et vénériennes - Signalisation horizontale 	5 000 000

Petites moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Création et équipement d'une menuiserie à bois à Makondo	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction de la flore et de la faune - Nuisance sonore - Poussière et particules fines qui peuvent causer des maladies aux populations 	<ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres aux abords du complexe sportif - Arroser régulièrement le complexe sportif - Sensibiliser les populations sur les maladies respiratoires 	20 000 000
Industries, mines et développement technologique		<ul style="list-style-type: none"> - Destruction de la faune et de la flore aquatique - Destruction de la berge 	Recréer des aires de vie halieutiques	2 000 000
Habitat et développement urbain	Aménagement d'une zone à recasement	Destruction de la faune, de la flore et des plantes	<ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres aux abords des routes de desserte des quartiers aménagées - Dédommagement de la population 	100 000 000
	Rehabilitation et entretien des routes en terre au chef lieu (12 km)	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction de la flore et de la faune - Nuisance sonore - Poussière et particules fines qui peuvent causer des maladies aux populations 	<ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres aux abords des routes de desserte des quartiers aménagées - Arroser régulièrement les routes - Sensibiliser les populations sur les maladies respiratoires 	50 000 000
	Aménagement d'un cimetière municipal	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction flore, faune et plantes médicinales - Nuisance sonore - Poussière et particules fines qui peuvent causer des maladies aux populations 	<ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres et les herbes aux abords du cimetière - Arroser régulièrement le site - Sensibiliser les populations sur les maladies respiratoires - Construire une clôture - Dédommager les populations 	35 000 000
Tourisme	Aménagement des sites touristiques	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction de la faune et de la flore - Risque d'accident - Modification des mœurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres aux abords des sites touristiques - Signalisation horizontale et dos d'âne - Sensibilisation permanente des populations 	10 000 000

		<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation sexuelle des jeunes - Conflits sociaux divers - Prolifération des maladies 	riveraines sur les effets pervers du tourisme	
Eau et Energie	Electrification de 12 villages et Achèvement du processus d'électrification dans 17 villages	Destruction de la faune, de la flore, des habitations et des plantations	<ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres - Dédommager et recaser les populations déguerpies 	50 000 000
	Construction de 21 forages	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction de la faune, de la flore et des plantes - Réduction de la nappe phréatique 	<ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres - Sensibiliser les populations à la gestion rationnelle de l'eau 	12 000 000
Total				338 100 000

Principaux impacts Socio-environnementaux potentiels

Pour tous les microprojets inscrits dans le plan d'investissement annuel de l'année 2012, il sera prévu des études d'impacts environnementaux avant la réalisation.

6.2.2 Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

Au regard de ce qui précède, aucune mesure d'optimisation ou d'atténuation n'a été envisagée toutefois, l'institution communale et la DDEP pour la Sanaga Maritime se sont engagées pour désormais réaliser les études d'impacts socio environnementaux avant la réalisation de tout projet dans l'espace géographique de la commune. La sensibilisation et l'éducation environnementale des populations vont se poursuivre dans l'espace géographique de la commune pour concourir à l'implication de l'immense majorité à la protection de l'environnement afin de garantir pour tous un environnement sain et sécurisé de façon durable dans l'espace géographique de la commune de Ngw ei.

6.2.3 Plan sommaire de gestion de l'environnement

Tableau 40: Plan sommaire de gestion de l'environnement

Activités	Indicateur de résultat	Période de réalisation			Responsable et collaborateur	Coût estimatif (FCFA)	Source de financement
		2013	2014	2015			
Organiser les réunions de sensibilisation afin de permettre aux populations de la Commune de s'approprier de la loi cadre sur l'environnement	Résolution, PV, observation				Commune de Ngwei	1 000 000	A déterminer
Intégrer le volet d'études d'impacts environnementaux et sociaux lors de la réalisation de l'étude de faisabilité des différents projets initiés dans la Commune de Ngwei	Dossier d'étude d'impact incorporé au dossier technique disponible				DDEP/SM	15 000 000	A déterminer
Organiser les campagnes de sensibilisation sur méfaits/ pratique des feux de brousse et brûlis dans la pratique de l'activité agricole dans l'espace géographique de la Commune de Ngwei	PV disponible				DDEP/SM Commune de Ngwei	1 000 000	A déterminer
Organiser tous les deux ans des campagnes d'éducation et primer les villages les plus propres dans l'espace géographique de la Commune de Ngwei	PV disponible				DDEP/SM Commune de Ngwei	15 000 000	A déterminer
Organiser les campagnes de sensibilisation afin d'améliorer le savoir des populations sur les différentes espèces d'arbres à planter dans l'espace géographique de la Commune de Ngwei	PV				DDEP/SM Commune de Ngwei	1 000 000	A déterminer
Total						33 000 000	

Source : Diagnostics participatifs réalisés dans l'espace géographique en vue de l'élaboration du PCD de la commune de Ngwei.

6.3. Plan d'Investissement Annuel (PIA) de la commune de Ngwei (année 2012)

6.3.1. Ressources mobilisables et échéances

Tableau 41 : Ressources Mobilisables

SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT	OBSERVATIONS
BIP	165 000 000	Déjà mobilisé
BUDGET COMMUNE	28 400 000	En cours
FEICOM	93 959 840	Déjà mobilisé
COOPERATION DECENTRALISEE (Fonds spécial MINFOF)	5 000 000	En cours
PNDP	92 100 000	Déjà mobilisé
Total	384 459 840	

6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires (2012)

Tableau 42 : Programmation annuelle des projets prioritaires

Secteurs	Intitulé du projet	Lieu d'implantation	Indicateur de résultat	Période de réalisation												Porteur du projet	Coût (en x 1000)	Source de financement (en x 1000 F CFA)					
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			PNDP	Commune	BIP	FEICOM	Coop Décent	
Institution Communale	Construction de l'hôtel de ville	Makondo	L'hôtel de ville est construit														Commune de Ngwei	93 959,840	-	-	-	93 959,840	-
Travaux Publics	Réhabilitation du tronçon routier axe lourd – Makondo-Kéllé	axe lourd– Makondo-rivière Kéllé	Axe routier réhabilité														Commune de Ngwei	100 000	-	-	100 000	-	-
Enseignements Secondaires	Construction des salles de classe	CES de Ndjockloubé 1	Les 02 salles de classe sont construites														Commune de Ngwei	18 000	-	-	18 000	-	-
Education de Base	Construction d'un bloc latrines	Ecole publique de Mandjab	Un bloc latrines est réalisé à l'école publique de Mandjab														Commune de Ngwei	3 500	-	-	3 500	-	-
Eau et Energie	Construction de 06 forages	-Etouha chefferie -Song Ndjeng (Seppe) -Lepnyock -Makondo marché -Mbamble -Makondo 2	06 forages sont construits à Seppe, Etouha, Lepnyock Makondo marché Mbamble Makondo 2														Commune de Ngwei	48 000	43 200	4 800	-	-	-
	Construction de 03 forages	-Mission catholique d'Ebombé -Banbe Mayemou (03 forages sont construits à Ebombé, Ndokok Pubi														Commune de Ngwei	24 000	-	-	24 000	-	-

		Ndokok Publi -CES de Ndjock Loumbè	et Ndjockloumbé															
	Electrification rurale	Mandjab centre	Mandjab centre est électrifié															
	Electrification de 03 villages	Song ndong, Song Mbock , Log Bamal	Les trois villages sont électrifiés															
	Eclairage public de la ville de Makondo	Makondo	La ville de Makondo dispose d'un éclairage public															
	Eclairage public de la ville de Makondo	Makondo	La ville de Makondo dispose d'un éclairage public															
Commerce	Réhabilitation du hangar du marché de Makondo avec la confection des comptoirs et la construction d'un bloc de 04 latrines	Makondo	Les travaux de réhabilitation du hangar du marché de Makondo avec la confection des comptoirs sont achevés															
	Réfection de 02 hangars de marchés	Mandjab Ndjockloumbe 1	Les 02 hangars des marchés de Mandjab et Ndjockloumbè sont réfectionnés															
Sport et	Construction	Makondo	La															

Education physique	du Hangar de la tribune du stade de Makondo		construction du hangar de la tribune du stade de Makondo est achevée												de Ngwei						
Agriculture et développement rural	Réhabilitation du CEAC de Dingombi	Dingombi	Réhabilitation du CEAC réalisée												Commune de Ngwei	4 500	-	-	4 500	-	-
Forêts et Faune	Reboisement de la ville de Makondo	Makondo	Reboisement réalisé												Commune de Ngwei	5 000	-	-	-	-	5 000
																384 459	92 100	28 400	165 000	93 959, 840	5 000

6.3.3 Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Tableau 43: Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Activités	Indicateurs de résultats	Période			Responsables et collaborateurs	Coût estimatif	Source de financement
		2013	2014	2015			
Recensement des personnes socialement vulnérables (PSV) de la commune et élaboration du fichier	Fichier des PSV disponible	x			DDAS-SM Commune de Ngwei	2 000 000	Budget communal
Appui à l'organisation des PSV en Association et GIC	Récépissés de déclaration d'associations disponibles	x			DDAS-SM Commune de Ngwei	500 000	Commune de Ngwei Autres
Sensibilisation des communautés à l'intégration et à l'insertion des PSV	Rapport d'activités disponible	x			DDAS-SM Commune de Ngwei Autres partenaires	2 000 000	Commune de Ngwei Autres partenaires
Formation des associations des PSV à la création et à la gestion d'AGR	Rapport d'activités disponible		x			1 000 000	
Octroi d'appuis financiers pour AGR aux associations de PSV pendant 09 ans	Documents comptables et pièces justificatives disponibles	x	x	x	DDAS-SM Commune de Ngwei Autres partenaires	54 000 000	Commune de Ngwei Autres partenaires
Total						59 500 000	

6.4. PLAN DE PASSATION DES MARCHES DU PIA ANNEE 2012

Au regard des sources de financement mobilisable pour la réalisation du PIA de l'année 2012, un plan de passation de marchés a été élaborée pour chaque projet, allant de l'élaboration de la convention dès le mois de septembre 2012 à la réception des ouvrages prévue à la fin de la deuxième semaine du mois de mars 2013.

Tableau 44: Plan de passation des marchés du PIA (2012)

Désignation	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaire	Méthode de sélection	Montant (en milliers de fcs)	Préparation termes de référence/DAO		Consultation, avis d'appel d'offres		Evaluation des offres		Non objection de la CNC		Négociation avec les OALs/Entreprises		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception		
	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle					Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue
Construction de 06 forages	25/09/12		02/10/12		Mairie Ngwei	PNDP	ACNO	48 000	05/10/12		12/10/12		10/11/12		22/11/12		30/11/12		02/12/12		15/12/12			15/03/13	
Electrification de 03 villages	25/09/12		02/10/12		Mairie Ngwei	PNDP	Cotation	29 000	05/10/12		12/10/12		10/11/12		22/11/12		30/11/12		02/12/12		15/12/12			15/03/13	
Eclairage public de la ville de Makondo	25/09/12		02/10/12		Mairie Ngwei	PNDP	COTATION	14 000	05/10/12		12/10/12		10/11/12		22/11/12		30/11/12		02/12/12		15/12/12			15/03/13	
Réhabilitation du hangar du marché de Makondo avec la confection des comptois et la construction d'un bloc de 04 latines	25/09/12		02/10/12		Mairie Ngwei	PNDP	COTATION	12 000	05/10/12		12/10/12		10/11/12		22/11/12		30/11/12		02/12/12		15/12/12			15/03/13	

7. MECANISME DE SUIVI EVALUATION DU PCD

Le suivi

Le suivi a pour objectif de faire des observations continues afin de s'assurer de la réalisation et de l'exécution des activités du PCD, afin de s'assurer que tout se passe conformément à la programmation. Il permettra aux responsables d'apporter une amélioration de l'exécution des activités des projets en prenant les mesures nécessaires pour surmonter les contraintes rencontrées et résoudre les problèmes qui se posent.

L'évaluation

L'évaluation quant à elle est une opération qui vise à déterminer la pertinence et l'efficacité, les effets et impacts des activités programmées par rapport aux objectifs fixés. Elle permet ainsi d'améliorer la gestion des actions en cours et futures au vu des indicateurs du cadre logique.

Les indicateurs

Les indicateurs permettent de mesurer les effets et impacts à travers les changements intervenus par rapport à la situation initiale.

7.1 Composition et attributions du comité de suivi-évaluation

Le comité de suivi-évaluation a pour rôle de s'assurer de la réalisation des objectifs du Plan Communal de Développement (PCD) et de suivre les activités du Plan d'Investissement Annuel (PIA). C'est un organe consultatif d'appui accrédité au près de l'exécutif communal, pour l'orientation, le suivi et la supervision de l'exécution du PCD.

Ce comité a pour attributions de :

- S'assurer de la mise en œuvre de la programmation des activités communales ;
- Suivre et évaluer l'exécution des activités PIA;
- Evaluer les impacts socio-économiques et environnementaux ;
- Mesurer et analyser les écarts au vu des objectifs ;
- Prendre des mesures correctives pour rattraper les écarts.
- Donner son avis sur le déroulement de l'ensemble des activités du PCD sur la base des rapports d'avancement ;
- Proposer à l'exécutif et au Conseil communal toutes mesures susceptibles de

rendre facile l'exécution du PCD ;

- Veiller à la mise en œuvre effective des décisions.

En clair, le comité devra fournir les informations permettant à l'Exécutif Municipal et par ricochet au Conseil Municipal d'identifier et résoudre les problèmes relatifs à la mise en œuvre du PCD.

7.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

Les indicateurs de mise en œuvre du système de suivi-évaluation (en rapport avec le PIA), permettent d'apprécier et de mesurer des changements intervenus dans le temps ou dans l'espace à travers le suivi et/ou la comparaison d'une variable.

Le suivi-évaluation est un ensemble d'informations composées d'acteurs et de données dont la collecte, le traitement et la diffusion sont régis par des procédures et des outils. Ainsi, les indicateurs de suivi des relations entre ces acteurs sont groupés en trois catégories :

- indicateurs de suivi de la performance ;
- indicateur de suivi des effets;
- indicateur de suivi des impacts.

Concernant les indicateurs de suivi du PIA 2012, le tableau ci-dessous donne toutes les références liées aux activités du cadre logique du PCD.

ACTIVITES	INDICATEURS	UNITES	ANNEE 2012			ANALYSE DE L'ECART	MESURES CORRECTIVES (LEÇONS A TIRER)
			PREVISIONS	REALISATIONS	ECART		
Entretien routier Espace urbain C'est un exemple	Les routes sont entretenues	Nombre de km					

Les indicateurs d'impact se déterminent dans le temps. Leur appréciation se mesure dans la vision du développement à court terme. Il faut donc attendre douze ans après la réalisation des microprojets afin de pouvoir les mesurer.

Indicateurs	Sources de données
Ratio élève tables/bancs	PCD, rapports MINEDUB
% de population situé à moins de 5km d'un centre de santé	Rapports District de santé

Dans ce tableau on enregistre les impacts en relation avec les normes sectorielles et les OMD. Par exemple :

- indicateur de performance : on a prévu 10 salles de classe, du point de vue des performances si on atteint 10 salles c'est 100 %.
- Indicateur d'impact : 600 personnes ont accès à une éducation de qualité (60 élèves par salle de classe : norme) ce qui renvoie au bien être.

Pour les indicateurs d'impacts, le tableau de signe de bien être est l'un des outils de référence.

Période	Passé	Présent	Futur
	progression avec le signe base de la proportion	progression avec le signe base de la proportion	progression avec le signe base de la proportion
Toutes les écoles disposent de latrines	2 10	6 10	9 10
Tous les villages ont accès à l'électricité	3 10	5 10	8 10

Ici aussi on illustre la progression du bien être par rapport à une situation de référence. Nous rappelons que l'évaluation est périodique ; donc entre 2 périodes on peut mesurer la progression du bien être.

7.3 Dispositif, outils et fréquence du reporting

Une fois le budget de la Commune adopté, le dispositif de suivi se met en évidence. Le Maire assisté du comité de suivi procède à la programmation annuelle des activités prévues. Cette programmation indique pour chaque activité, le coût, le responsable, le délai de réalisation (date de début et date de fin), les indicateurs. Une fois achevée, cette programmation est partagée avec l'ensemble des personnes concernées et publiée pour information au grand public. De cette programmation annuelle, se déclinent des programmations semestrielle, trimestrielle et mensuelle.

Les outils utilisés sont :

- PCD/PIA
- Rapports périodiques des agents communaux
- Fiches de collecte des données
- Fiche de suivi du processus de planification
- Rapports des visites de terrain
- Compte rendus des réunions.
- Rapports divers (prestataires et consultants)

- ✓ La fréquence de reporting se fera à travers les rapports élaborés par le comité.

Rapports

- ✓ Le comité de suivi soumet des rapports d'activités (mensuels/trimestriel/semestriel/ annuel) au Maire de la mise en œuvre du PCD, au plus tard dix jours après la fin du (mois, trimestre, semestre, année).
- ✓ Les communautés bénéficiaires (comités de concertations dans le cas où c'est eux les principaux relais d'information) doivent fournir au comité communal de suivi, des rapports d'avancement dans lesquels seront mentionnées les activités de suivi opérationnel qu'elles ont effectuées. Ces rapports doivent parvenir mensuellement au comité. A la réception provisoire du projet, elles ont l'obligation de soumettre un rapport d'exécution institutionnelle, technique et financière. Le Maître d'œuvre (Bureau d'Etudes ou Consultant Individuel) doit les assister dans la production de ces rapports.
- ✓ Les prestataires ont l'obligation de produire des rapports mensuels d'activités au comité de suivi. Un rapport final est obligatoire à la fin de la prestation.
- ✓ Il en est de même pour les autres prestataires responsables de l'encadrement et du renforcement institutionnel des communautés bénéficiaires. Une fois le projet réalisé, ces partenaires doivent aussi fournir un rapport final.
- ✓ Le comité de suivi de la mise en œuvre du PCD produit et soumet des rapports d'activités semestriels et annuels au Conseil municipal et aux partenaires de la commune, au plus tard dix jours après la fin de la période considérée.
- ✓ Les rapports du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD sont des rapports de synthèse pour une période déterminée qui consolident les informations contenues dans les rapports trimestriels, notamment l'exécution du Programme d'Investissement Annuel (PIA).
- ✓ Ces rapports du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD constituent les outils de suivi de l'exécution du PCD et de l'avancement des activités.

Collecte des données

- ✓ Pour mener à bien ses activités, le comité doit mettre en place un mécanisme qui lui permettra de collecter de façon systématique et régulière les données sur le terrain, afin de pouvoir en temps réel avoir la situation de mise en œuvre du PCD dans la Commune.
- ✓ Développer le mécanisme qu'il pense mettre en place et les relais d'informations qu'il pense utiliser. De plus, ressortir la périodicité des réunions et les rapports y afférents.
- ✓ **Voici un exemple de Tableau de Synthèse de visite de terrain qui est aussi un outil de suivi.**

Date	villages visités	objectifs	Activités menées	Résultats obtenus

7.4 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Le Plan d'Investissement Annuel est élaboré sur la base des besoins urgents et pertinents des populations dans les villages, l'espace urbain et l'institution communale. Le PIA 2012 de la Commune de Ngwei a obéi à ces exigences d'urgence et de pertinence des projets retenus. Pour les prochains PIA, il sera préalablement fait une évaluation des activités de l'année écoulée avant la deuxième quinzaine du mois de novembre, afin de mieux cerner le niveau de réalisation des projets. Lorsque ceux-ci auront été appréciés, une autre programmation sera faite pour l'année suivante au cours d'un atelier qui réunira toutes les parties prenantes (les Conseillers municipaux, les sectoriels, les présidents de CC, les opérateurs économiques et l'élite). De nouveaux besoins seront identifiés sur la base des informations contenues dans le PCD. Les activités inscrites au CDMT seront passées au crible et seront intégrés dans le PIA de l'année suivante.)

La révision du PCD interviendra à la fin de la vision du Maire c'est-à-dire après neuf ans. Elle se basera sur les différents rapports produits lors de la mise en œuvre des PIA exécutés. En clair, cette révision se fera au cours d'un atelier participatif avec les Sectoriels et toutes les parties prenantes de la Commune.

8. Plan de Communication sur la mise en œuvre du PCD

Objectif

La stratégie de communication adoptée vise à assurer la visibilité des actions que la Commune compte mener dans le cadre de la mise en œuvre de son PCD.

Tableau 45 : Plan de Communication

ACTIVITES	TACHES	RESPONSABLES	PARTENAIRES	COUT	PERIODE	PRODUITS ATTENDUS
Création d'un site internet	Recrutement d'un Webmaster Collecte et traitement des données Acquisition du domaine Hébergement du site	Commune	Opérateurs de la téléphonie	5 000 000	Dès 2016	Le PCD et autres informations de la Commune sont domiciliés dans un site La diaspora et les investisseurs étrangers sont intéressés par les potentialités de la Commune
Création et publication d'un bulletin d'informations	Déclaration de publication Conception de la maquette Recrutement des journalistes Recherche des annonceurs Collecte des informations Rédaction et impression	Commune	Préfecture d'Edéa Entreprises Partenaires au développement	10 000 000	Mars 2016	Le bulletin d'information est publié et distribué chaque trimestre
Création, construction, ouverture et mise en service d'une radio communautaire	Demande d'agrément Réalisation des études de faisabilité Recherche de financement Réalisation et équipement du local Acquisition du matériel de communication Recrutement des journalistes Lancement du projet	Commune	Ministère de la Communication Prestataires Partenaires au développement	85 000 000	2016	La radio communautaire est fonctionnelle
Intervention dans les medias	Elaboration du calendrier annuel de passage Programmation de l'information à diffuser Lobbying auprès des responsables des medias	Commune	Chaines Radio et Télévisions Organes de presse	10 000 000	Dès 2013	L'exécutif municipal intervient régulièrement dans les medias

CONCLUSION

Le diagnostic participatif dans les villages de la commune de Ngwei a connu la participation des autorités Administratives, Communales, traditionnelles et des populations. Par ailleurs on note aussi la participation et surtout la disponibilité du maire, du Conseil municipal et de l'exécutif communal à donner les informations nécessaires. A l'issue de la collecte des données, plusieurs problèmes dans les différents secteurs ont été identifiés. Ces problèmes par secteur ont été analysés à travers des outils tels que les arbres à problème, les tableaux de solutions et puis les solutions endogènes planifiés.

Par ailleurs plusieurs unités de paysages ont été identifiées à savoir des zones de polyculture, de forêt, des montagnes et d'habitation.

Le diagnostic ainsi élaboré et consolidé, pose de bonnes bases pour le processus de planification en cours, et devrait permettre aux populations de s'intégrer d'une façon responsable.

La planification stratégique consacrée aux cadres logiques, la programmation des idées de projet ainsi que les mécanismes de suivi-évaluation permettront à coup sûr d'atteindre les objectifs du processus à savoir :

- ◆ Traduire les problèmes et besoins des villages et de la ville en projets de développement ;
- ◆ Organiser les actions de développement dans le temps et l'espace
- ◆ Assurer la prise en charge du développement du milieu par les communautés rurales et les acteurs locaux ;
- ◆ Améliorer l'accès aux services de base, la sécurité alimentaire et les revenus des populations ;
- ◆ Contribuer à l'amélioration de la gouvernance locale.

Ce document donne à toutes les composantes une claire vision globale de l'état de la commune, de son fonctionnement et de ses possibilités. Une réalisation rigoureuse des actions planifiées pourra à moyen terme booster le développement de la commune et partant réduire la pauvreté des populations.

ANNEXES

Fiches du PIA 2012

FICHE DE MICROPROJET N° 1

		Date :	
N° de référence :	Désignation du micro projet : Construction d'un forage moderne au marché de Makondo		
Région : LITTORAL	Domaine d'intervention : Hydraulique villageoise		
Commune : Ngw ei	Secteur : Eau et Energie		
	Rubrique : Adduction d'eau potable		
Agence d'exécution : à déterminer après appel d'offres.			
Organismes co-intervenant : Commune de Ngw ei, PNDP, DDMINEE/SM			
Maître d'ouvrage : Commune de Ngw ei	Maître d'œuvre : A déterminer	Ingénieur : Délégué Départemental du MINEE/SM	
Objectifs du micro projet : Faciliter les conditions d'accès à l'eau potable			
Conditions de mise en oeuvre	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Evaluation de la faisabilité du projet ☞ Etudes géophysiques préalables ☞ Etudes techniques ☞ Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
REPARTITION DES RESPONSABILITES ET DES COÛTS			
Structures de financement	Commune de Ngw ei, PNDP		
Autres apports locaux	Main d'œuvre locale – Entreprise locale de construction		
Mode de financement	Pourcentage	Montant (Fcfa)	
Auto financem ent	10 %	800 000	
Sources de financement (Subvention PNDP)	90 %	7 200 000	
COÛT TOTAL ESTIME	100%	8 000 000	
Description sommaire du micro projet : Les travaux à exécuter consistent à construire quatre (04) forages équipés d'une pompe à motricité humaine et de clôtures de protection des ouvrages			
Respect des politiques environnementales : - L'ouvrage devra permettre d'améliorer les conditions de vie et d'hygiène dans les Communautés sans altérer l'environnement			
Durée d'exécution : Trois (03) mois	Date souhaitée de démarrage : juillet 2012		
Nouveau micro projet :	Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Documents concernant les autres sources de financement disponibles :	Oui	<input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>

FICHE DE MICROPROJET N° 2

		Date :	
N° de référence :	Désignation du micro projet : Construction d'un forage moderne à Etouha Chefferie		
Région : LITTORAL	Domaine d'intervention : Hydraulique villageoise		
Commune : Ngw ei	Secteur : Eau et Energie		
	Rubrique : Adduction d'eau potable		
Agence d'exécution : à déterminer après appel d'offres.			
Organismes co-intervenant : Commune de Ngw ei, PNDP, DDMINEE/SM			
Maître d'ouvrage : Commune de Ngw ei	Maître d'œuvre : A déterminer	Ingénieur : Délégué Départemental du MINEE/SM	
Objectifs du micro projet : Faciliter les conditions d'accès à l'eau potable			
Conditions de mise en oeuvre	<input type="checkbox"/> Evaluation de la faisabilité du projet <input type="checkbox"/> Etudes géophysiques préalables <input type="checkbox"/> Etudes techniques <input type="checkbox"/> Disponibilité de la main-d'œuvre locale.		
REPARTITION DES RESPONSABILITES ET DES COUTS			
Structures de financement	Commune de Ngw ei, PNDP		
Autres apports locaux	Main d'œuvre locale – Entreprise locale de construction		
Mode de financement	Pourcentage	Montant (Fcf)	
Auto financement	10 %	800 000	
Sources de financement (Subvention PNDP)	90 %	7 200 000	
COUT TOTAL ESTIME	100%	8 000 000	
Description sommaire du micro projet : Les travaux à exécuter consistent à construire quatre (04) forages équipés d'une pompe à motricité humaine et de clôtures de protection des ouvrages			
Respect des politiques environnementales : - L'ouvrage devra permettre d'améliorer les conditions de vie et d'hygiène dans les Communautés sans altérer l'environnement			
Durée d'exécution : Trois (03) mois	Date souhaitée de démarrage : juillet 2012		
Nouveau micro projet :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non
Documents concernant les autres sources de financement disponibles :	Oui <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non

FICHE DE MICROPROJET N° 3

		Date :	
N° de référence :	Désignation du micro projet : Construction d'un forage moderne à Song Ndjeng (Seppe)		
Région : LITTORAL	Domaine d'intervention : Hydraulique villageoise		
Commune : Ngw ei	Secteur : Eau et Energie		
	Rubrique : Adduction d'eau potable		
Agence d'exécution : à déterminer après appel d'offres.			
Organismes co-intervenant : Commune de Ngw ei, PNDP, DDMINEE/SM			
Maître d'ouvrage : Commune de Ngw ei	Maître d'œuvre : A déterminer	Ingénieur : Délégué Départemental du MINEE/SM	
Objectifs du micro projet : Faciliter les conditions d'accès à l'eau potable			
Conditions de mise en oeuvre	<input type="checkbox"/> Evaluation de la faisabilité du projet <input type="checkbox"/> Etudes géophysiques préalables <input type="checkbox"/> Etudes techniques <input type="checkbox"/> Disponibilité de la main-d'œuvre locale.		
REPARTITION DES RESPONSABILITES ET DES COUTS			
Structures de financement	Commune de Ngw ei, PNDP		
Autres apports locaux	Main d'œuvre locale – Entreprise locale de construction		
Mode de financement	Pourcentage	Montant (Fcf)	
Auto financement	10 %	800 000	
Sources de financement (Subvention PNDP)	90 %	7 200 000	
COUT TOTAL ESTIME	100%	8 000 000	
Description sommaire du micro projet : Les travaux à exécuter consistent à construire quatre (04) forages équipés d'une pompe à motricité humaine et de clôtures de protection des ouvrages			
Respect des politiques environnementales : - L'ouvrage devra permettre d'améliorer les conditions de vie et d'hygiène dans les Communautés sans altérer l'environnement			
Durée d'exécution : Trois (03) mois	Date souhaitée de démarrage : juillet 2012		
Nouveau micro projet :	Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Documents concernant les autres sources de financement disponibles :	Oui	<input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>

FICHE DE MICROPROJET N° 4

		Date :	
N° de référence :	Désignation du micro projet : Construction d'un forage moderne à Lepnyock		
Région : LITTORAL	Domaine d'intervention : Hydraulique villageoise		
Commune : Ngw ei	Secteur : Eau et Energie		
	Rubrique : Adduction d'eau potable		
Agence d'exécution : à déterminer après appel d'offres.			
Organismes co-intervenant : Commune de Ngw ei, PNDP, DDMINEE/SM			
Maître d'ouvrage : Commune de Ngw ei	Maître d'œuvre : A déterminer	Ingénieur : Délégué Départemental du MINEE/SM	
Objectifs du micro projet : Faciliter les conditions d'accès à l'eau potable			
Conditions de mise en oeuvre	<input type="checkbox"/> Evaluation de la faisabilité du projet <input type="checkbox"/> Etudes géophysiques préalables <input type="checkbox"/> Etudes techniques <input type="checkbox"/> Disponibilité de la main-d'œuvre locale.		
REPARTITION DES RESPONSABILITES ET DES COUTS			
Structures de financement	Commune de Ngw ei, PNDP		
Autres apports locaux	Main d'œuvre locale – Entreprise locale de construction		
Mode de financement	Pourcentage	Montant (Fcf)	
Auto financement	10 %	800 000	
Sources de financement (Subvention PNDP)	90 %	7 200 000	
COUT TOTAL ESTIME	100%	8 000 000	
Description sommaire du micro projet : Les travaux à exécuter consistent à construire quatre (04) forages équipés d'une pompe à motricité humaine et de clôtures de protection des ouvrages			
Respect des politiques environnementales : - L'ouvrage devra permettre d'améliorer les conditions de vie et d'hygiène dans les Communautés sans altérer l'environnement			
Durée d'exécution :	Trois (03) mois Date souhaitée de démarrage : juillet 2012		
Nouveau micro projet :	Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Documents concernant les autres sources de financement disponibles :	Oui	<input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>

FICHE DE MICROPROJET N° 5

		Date :	
N° de référence :	Désignation du micro projet : Construction d'un forage moderne à Mbamble-Mayamba		
Région : LITTORAL	Domaine d'intervention : Hydraulique villageoise		
	Secteur : Eau et Energie		
Commune : Ngw ei	Rubrique : Adduction d'eau potable		
Agence d'exécution : à déterminer après appel d'offres.			
Organismes co-intervenant : Commune de Ngw ei, PNDP, DDMINEE/SM			
Maître d'ouvrage : Commune de Ngw ei	Maître d'œuvre : A déterminer	Ingénieur : Délégué Départemental du MINEE/SM	
Objectifs du micro projet : Faciliter les conditions d'accès à l'eau potable			
Conditions de mise en oeuvre	<input type="checkbox"/> Evaluation de la faisabilité du projet <input type="checkbox"/> Etudes géophysiques préalables <input type="checkbox"/> Etudes techniques <input type="checkbox"/> Disponibilité de la main-d'œuvre locale.		
REPARTITION DES RESPONSABILITES ET DES COUTS			
Structures de financement	Commune de Ngw ei, PNDP		
Autres apports locaux	Main d'œuvre locale – Entreprise locale de construction		
Mode de financement	Pourcentage	Montant (Fcf)	
Auto financement	10 %	800 000	
Sources de financement (Subvention PNDP)	90 %	7 200 000	
COUT TOTAL ESTIME	100%	8 000 000	
Description sommaire du micro projet : Les travaux à exécuter consistent à construire quatre (04) forages équipés d'une pompe à motricité humaine et de clôtures de protection des ouvrages			
Respect des politiques environnementales : - L'ouvrage devra permettre d'améliorer les conditions de vie et d'hygiène dans les Communautés sans altérer l'environnement			
Durée d'exécution : Trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage : juillet 2012	
Nouveau micro projet :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non
Documents concernant les autres sources de financement disponibles :			
	Oui <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non

FICHE DE MICROPROJET N° 6

		Date :	
N° de référence :	Désignation du micro projet : Construction d'un forage moderne à Makondo 2		
Région : LITTORAL	Domaine d'intervention : Hydraulique villageoise		
Commune : Ngw ei	Secteur : Eau et Energie		
	Rubrique : Adduction d'eau potable		
Agence d'exécution : à déterminer après appel d'offres.			
Organismes co-intervenant : Commune de Ngw ei, PNDP, DDMINEE/SM			
Maître d'ouvrage : Commune de Ngw ei	Maître d'œuvre : A déterminer	Ingénieur : Délégué Départemental du MINEE/SM	
Objectifs du micro projet : Faciliter les conditions d'accès à l'eau potable			
Conditions de mise en oeuvre	<input type="checkbox"/> Evaluation de la faisabilité du projet <input type="checkbox"/> Etudes géophysiques préalables <input type="checkbox"/> Etudes techniques <input type="checkbox"/> Disponibilité de la main-d'œuvre locale.		
REPARTITION DES RESPONSABILITES ET DES COUTS			
Structures de financement	Commune de Ngw ei, PNDP		
Autres apports locaux	Main d'œuvre locale – Entreprise locale de construction		
Mode de financement	Pourcentage	Montant (Fcfa)	
Auto financement	10 %	800 000	
Sources de financement (Subvention PNDP)	90 %	7 200 000	
COUT TOTAL ESTIME	100%	8 000 000	
Description sommaire du micro projet : Les travaux à exécuter consistent à construire quatre (04) forages équipés d'une pompe à motricité humaine et de clôtures de protection des ouvrages			
Respect des politiques environnementales : - L'ouvrage devra permettre d'améliorer les conditions de vie et d'hygiène dans les Communautés sans altérer l'environnement			
Durée d'exécution : Trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage : juillet 2012	
Nouveau micro projet :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non
Documents concernant les autres sources de financement disponibles :			
	Oui <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non

FICHE DE MICROPROJET N° 7

Date :		
N° de référence :	Désignation du micro projet : Electrification des villages Song Ndong, Song Mbock, Log Bamal de la Commune de Ngw ei	
Région : Littoral	Domaine d'intervention : Electrification villageoise	
Commune : Ngw ei	Secteur : Eau et Energie	
	Rubrique : Electricité	
Agence d'exécution : à déterminer après appel d'offres.		
Organismes co-intervenant : Commune de Ngw ei, PNDP, DDMINEE/SM		
Maître d'ouvrage : Commune de Ngw ei	Maître d'œuvre : A déterminer	Ingénieur : Délégué Départemental du MINEE
Objectifs du micro projet : Faciliter les conditions d'accès à l'électricité		
Conditions de mise en œuvre	<input type="checkbox"/> Evaluation de la faisabilité du projet <input type="checkbox"/> Etudes techniques <input type="checkbox"/> Disponibilité de la main-d'œuvre locale.	
REPARTITION DES RESPONSABILITES ET DES COÛTS		
Structures de financement	Commune de Ngw ei, PNDP	
Autres apports locaux	Main d'œuvre locale – Entreprise locale de construction	
Mode de financement	Pourcentage	Montant (Fcfa)
Auto financement	10 %	2 900 000
Sources de financement (Subventions/Dons)	90 %	26 100 000
COÛT TOTAL ESTIME	100%	29 000 000
Description sommaire du micro projet : Les travaux à exécuter consistent à la mise sur pied d'une ligne électrique triphasée		
Respect des politiques environnementales : - L'ouvrage devra permettre d'améliorer les conditions de vie dans les Communautés sans altérer l'environnement		
Durée d'exécution : Six (03) mois	Date souhaitée de démarrage : Juillet 2012	
Nouveau micro projet :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Documents concernant les autres sources de financement disponibles :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>

FICHE DE MICROPROJET N° 8

Date :		
N° de référence :	Désignation du micro projet : Eclairage public du centre urbain Makondo de la Commune de Ngw ei	
Région : Littoral	Domaine d'intervention : Electrification villageoise	
Commune : Ngw ei	Secteur : Eau et Energie	
	Rubrique : Electricité	
Agence d'exécution : à déterminer après appel d'offres.		
Organismes co-intervenant : Commune de Ngw ei, PNDP, DDMINEE/SM		
Maître d'ouvrage : Commune de Ngw ei	Maître d'œuvre : A déterminer	Ingénieur : Délégué Départemental du MINEE
Objectifs du micro projet : Faciliter les conditions d'accès à l'électricité		
Conditions de mise en œuvre	<input type="checkbox"/> Evaluation de la faisabilité du projet <input type="checkbox"/> Etudes techniques <input type="checkbox"/> Disponibilité de la main-d'œuvre locale.	
REPARTITION DES RESPONSABILITES ET DES COÛTS		
Structures de financement	Commune de Ngw ei, PNDP	
Autres apports locaux	Main d'œuvre locale – Entreprise locale de construction	
Mode de financement	Pourcentage	Montant (Fcfa)
Auto financement	10 %	1 400 000
Sources de financement (Subventions/Dons)	90 %	12 600 000
COÛT TOTAL ESTIME	100%	14 000 000
Description sommaire du micro projet : Les travaux à exécuter consistent à l'éclairage public de la ville de Makondo		
Respect des politiques environnementales : - L'ouvrage devra permettre d'améliorer les conditions de vie dans la ville de Makondo sans altérer l'environnement		
Durée d'exécution : Six (03) mois	Date souhaitée de démarrage : Juillet 2012	
Nouveau micro projet :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Documents concernant les autres sources de financement disponibles :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>

FICHE DE MICROPROJET N° 9

		Date :
N° de référence :	Désignation du micro projet : Réhabilitation du hangar du marché de Makondo et confection des comptoirs	
Région : Littoral	Domaine d'intervention : Infrastructures commerciales de service public	
Commune : Ngw ei	Secteur : Commerce Rubrique : Marchés	
Agence d'exécution : à déterminer après demande de cotation.		
Organismes co-intervenant : Commune de Ngw ei, PNDP, DDMINTP/SM		
Maître d'ouvrage : Commune de Ngw ei	Maître d'œuvre : A déterminer	Ingénieur : Délégué Départemental du MINTP/SM
Objectifs du micro projet : Améliorer l'état des marchés de la Commune de Ngw ei)		
Conditions de mise en œuvre	<input type="checkbox"/> Evaluation de la rentabilité du projet <input type="checkbox"/> Etudes techniques menées par un bureau d'étude <input type="checkbox"/> Susciter la participation effective des populations du secteur dans la mise en œuvre du projet	
REPARTITION DES RESPONSABILITES ET DES COUTS		
Structures de financement	Commune de Ngw ei, PNDP	
Autres apports locaux	Main d'œuvre locale, Entreprise locale de construction	
Mode de financement	Pourcentage	Montant (Fcfa)
Auto financement	15%	1 800 000
Sources de financement (Subventions/Dons)	85%	10 200 000
COUT TOTAL ESTIME	100%	12 000 000
Description sommaire du micro projet : Les travaux à exécuter portent sur : <ul style="list-style-type: none"> • Travaux de génie civil pour l'aménagement du hangar existant (Gros œuvre) • Travaux de réhabilitation de l'ouvrage existant • Confection des comptoirs • Construction d'un bloc de 04 latrines 		
Respect des politiques environnementales : <ul style="list-style-type: none"> - Observation des directives et normes environnementales édictées par le Ministère des travaux Publics - L'ouvrage devra permettre d'améliorer les échanges commerciaux dans la Commune sans altérer l'environnement 		
Durée d'exécution : Six (03) mois	Date souhaitée de démarrage : juillet 2012	
Nouveau micro projet :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Documents concernant les autres sources de financement disponibles :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>

FICHE DE MICROPROJET N° 10

		Date :
N° de référence :	Désignation du micro projet : Construction d'un bloc de 04 latrines au marché de Makondo	
Région : Littoral	Domaine d'intervention : Infrastructures commerciales de service public	
Commune : Ngw ei	Secteur : Commerce Rubrique : Bloc latrines du marché	
Agence d'exécution : à déterminer après demande de cotation.		
Organismes co-intervenant : Commune de Ngw ei, PNDP, DDMINTP/SM		
Maître d'ouvrage : Commune de Ngw ei	Maître d'œuvre : A déterminer	Ingénieur : Délégué Départemental du MINTP/SM
Objectifs du micro projet : Améliorer l'état des marchés de la Commune de Ngw ei)		
Conditions de mise en œuvre	<input type="checkbox"/> Evaluation de la rentabilité du projet <input type="checkbox"/> Etudes techniques menées par un bureau d'étude <input type="checkbox"/> Susciter la participation effective des populations du secteur dans la mise en œuvre du projet	
REPARTITION DES RESPONSABILITES ET DES COUTS		
Structures de financement	Commune de Ngw ei, PNDP	
Autres apports locaux	Main d'œuvre locale, Entreprise locale de construction	
Mode de financement	Pourcentage	Montant (Fcfa)
Auto financement	15%	1 800 000
Sources de financement (Subventions/Dons)	85%	10 200 000
COUT TOTAL ESTIME	100%	12 000 000
Description sommaire du micro projet : Les travaux à exécuter portent sur : <ul style="list-style-type: none"> • Travaux de génie civil pour la construction d'un bloc de 04 latrines 		
Respect des politiques environnementales : <ul style="list-style-type: none"> - Observation des directives et normes environnementales édictées par le Ministère des travaux Publics - L'ouvrage devra permettre d'améliorer les échanges commerciaux dans la Commune sans altérer l'environnement 		
Durée d'exécution : Six (03) mois	Date souhaitée de démarrage : juillet 2012	
Nouveau micro projet :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Documents concernant les autres sources de financement disponibles :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>